

# CAHIERS DE L'ACTION CULTURELLE



Laboratoire d'animation et recherche culturelles (LARC)  
Université du Québec à Montréal (UQÀM)  
Volume 7, numéro 1, septembre 2008

*Équipe éditoriale:*

**En page couverture :**  
**Des TICs aux TAGS**

*Par Caroline Dezainde*

Mise en page : *Christelle Senécal*

Équipe éditoriale: *Pierre-Léonard Harvey et Simon Vigneault*

Ce cahier a été produit dans le cadre de la 7<sup>ème</sup> Journée de l'action culturelle ayant eu lieu le vendredi 26 septembre 2008. Sous la forme d'un Forum causerie, cet événement est un moment d'échange sur le renouvellement continu tant des pratiques que des métiers de l'action et de l'animation culturelles au Québec.

Cette année le thème était :

**Des TICs aux TAGS : Nouvelles technologies d'intervention et d'animation dans une perspective de design socioculturel**

***Nos remerciements :***

- Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale (ARUC-ÉS)
- Unité de programme en Animation et recherche culturelles
- Faculté de communication
- Faculté des sciences humaines
- Service aux collectivités (SAC)
- Association étudiante d'ARC (AEUPARC)

# Table des matières

## Présentation des cahiers

- Animer les réseaux : comprendre les enjeux, *par Simon Vigneault et Pierre-Léonard Harvey*
- Texte de Pierre-Léonard Harvey... à venir

## Animer les territoires via les TICs

- NTIC et animation culturelle : internationalisation des pratiques, *par Guy Gendron*
- Écho... graphie : Des TICs aux TAGS, *par Stéphanie L.-Bérubé*
- Cyber-animation culturelle en milieu rural : le projet Mes Sources, *par Joel Nadeau*

## Appropriation des TICs et démocratie participative

### Textes de référence :

- Le numérique : outils d'intégration sociale et d'appropriation du territoire? *par Luc Vodoz, politicologue et Barbara Pfister Giaouque, sociologue*
- « Citoyenneté, espace public et TIC ; les mutations de l'éducation populaire », *par Nathalie Boucher-Petrovic, doctorante*

## Les technologies médiatiques et l'activisme social

### Textes de référence :

Les mobilisations informationnelles dans le mouvement altermondialiste

Peut-on se libérer des formats médiatiques ?

Pour une approche sociohistorique et géopolitique des médias alternatifs

Mot du conseil étudiant

# Animateur de réseau : comprendre les enjeux

*de Simon Vigneault et Pierre-Léonard Harvey*

Depuis le début de la décennie, nous assistons à la montée fulgurante du besoin pour tous les secteurs de la société de trouver de nouvelles façons d'orienter le développement des Technologies de l'Information et de la Communication (TICs) afin de le mettre au service du développement humain.

L'appropriation des TICs, pour l'animateur, permet de nouvelles possibilités d'interventions. Bien qu'omniprésentes dans nos vies de jeunes occidentaux urbains scolarisés, il revient à l'intervenant la tâche de maîtriser certains de ces outils, en comprendre le potentiel et bien entendu leur contexte d'utilisation.

Selon Pierre-Léonard Harvey, « l'animateur culturel doit pouvoir réaliser que le design de l'action culturelle à travers les outils du web social ne représente pas qu'une surcharge de travail, la gadgétisation de son métier, voire la déshumanisation de ses pratiques ». Il confirme que nous devons plutôt y constater « une opportunité unique de s'engager à acquérir de nouvelles compétences collectives autour d'enjeux comme le commerce électronique, les partenariats de l'économie sociale, les réseaux socioculturels et les télécentres, la démocratie en ligne et la culture participative, les communautés de pratiques en santé et en éducation, la valorisation des arts et de la culture. »

Un sentiment d'urgence naît du constat de la polarisation de la richesse au sein des sociétés contemporaines, dynamique qui nécessite la présence d'agents culturels, ou d'agents de liaison, capables d'unir créativité et animation à une stratégie d'appropriation des TICs et de mise en réseau démocratique des acteurs afin de permettre la mise en commun de toutes les ressources humaines et sociales d'une communauté.

Plus que jamais dans l'histoire de l'humanité nous pouvons créer de nouvelles formes sociales et de l'innovation culturelle à des échelles encore jamais vues. La culture participative de l'Internet et les possibilités d'innovations culturelles massives qu'elle offre ouvre des perspectives stimulantes aux futurs animateurs culturels.

En effet, par un usage réfléchi des TICs, nous consolidons nos acquis démocratiques en proposant une forme nouvelle de médiation. L'animateur culturel est alors invité à se munir d'outils afin de s'ouvrir à la stratégie d'intervention la plus convenable pour le contexte donné.

Comme nous le verrons dans les textes de ces Cahiers de l'action culturelle 2008, les possibilités sont multiples. Le texte de Joël Nadeau, par exemple, nous permet de découvrir le potentiel d'un portail web afin d'animer et de revitaliser une région. Stéphanie L-Bérubé, de son côté, nous transporte en Afrique où la construction de son réseau professionnel a été bonifiée par le support technologique et médiatique utilisé. C'est dans le même ordre d'idée que Guy Gendron aborde les grandeurs et misères des TICs en élaborant sur le travail de l'intervenant qui doit, dans certains cas, bâtir son intervention en s'appuyant sur des outils technologiques informatisés tout en s'assurant de ne pas générer de nouvelles dépendances aux TICs.

Dans un autre registre, Anne Goldenberg démontre les changements apportés par les wikis et les logiciels libres, et présente le nouveau démocratique de l'informatique et du web

Avec les TICs apparaît l'enjeu de la fracture numérique identifié par l'Unesco, divisant ce que nous appelons communément les branchés et les non branchés. Le combat contre l'exclusion sociale et culturelle refait surface avec les TICs car, bien entendu, la société de l'information favorise les technophiles ou du moins, ceux qui ont su apprivoiser le monde du web. En accentuant les interventions par le biais de supports informatiques, on tend à exclure davantage une partie de la population.

L'apport d'organismes communautaires, tel que Communautaire, permet aux citoyens de garder une certaine mainmise sur le changement social entraîné par les TICs. Communautaire favorise, depuis la fin des années '90, une appropriation citoyenne des TICs. Sa pertinence dans le paysage urbain montréalais est assurée par la constance et le dynamisme de son développement.

L'appel est donc lancé aux animateurs culturels de comprendre l'urgence sociale d'une participation active de mise en réseau des ressources offertes aux citoyens. Les stratégies varieront selon l'intervenant mais les TICs, elles, seront grandement utilisées, étant partie prenante de notre société de l'information. Cependant, nous aimerions porter votre attention sur l'importance de la recherche-action ainsi que sur les tables de concertation qui doivent s'accroître afin de lier le savoir-faire technique à la réflexion sociale, issue du milieu intellectuel. Nous vous invitons en tant que futurs animateurs à prendre part à ces débats et à vous impliquer comme membre à part entière de notre société de l'information, au sein de laquelle se déroule une lutte à une appropriation des médias d'information et de communication.

Rassembler les savoirs d'une société spécialisée et former des groupes hétérogènes de professionnels s'avèrent être une mission de choix pour l'animateur culturel devant l'émergence de nouveaux enjeux sociaux propres à l'effervescence des TICs.

C'est le but que nous poursuivons en vous proposant quelques textes reliés à l'appropriation des TICs. Tout d'abord, un texte de Nathalie Boucher-Petrovic sur les mutations de l'industrie de la culture, les problématiques liées à la société de l'information ainsi que la réactualisation des valeurs chères aux militants de l'éducation populaire. Ensuite, Luc Vodoz et Barbara Pfister Giauque tiennent un discours sur l'influence du territoire dans les mécanismes d'intégration sociale par le biais des TICs. Comment peut-on en modifier notre rapport au territoire.

Vient ensuite une série de textes portant sur l'activisme social lié aux TICs. Le texte de Dominique Cardon et de Fabien Granjon, intitulé « Les mobilisations informationnelles dans le mouvement altermondialiste (2003), nous introduit au concept de « militantisme informationnel ». Cette expression leur sert à aborder des multiples réseaux d'acteurs qui se structurent sur les territoires ou les espaces publics du Web autour de thèmes comme l'environnement, le développement social durable ou le féminisme. Ces réseaux visent la démocratisation des médias, l'expression citoyenne et une participation élargie de tous à l'espace public.

Nous proposons également un deuxième texte de ces auteurs qui explore l'usage des médias dans les actions collectives. Dans le même esprit, le texte de Michel Sénécal, de la Télé-université, fait écho aux deux textes de Cardon et Granjon, en discutant du nouvel

activisme médiatique des altermondialistes qui s'étend un peu partout sur la planète.

Enfin, nous présentons un rapport de recherche récent signé par Serge Proulx, Julien Rueff et Nicolas Lecomte sur les usages des TICS dans le milieu communautaire. Leur rapport de recherche se propose d'examiner, dans le contexte actuel de développement d'une soi-disant « société de l'information », les interrelations entre le milieu communautaire et les technologies numériques. Les trois auteurs veulent plus précisément rendre compte de réflexions critiques formulées par des militants du milieu relativement aux conditions de possibilité pour développer une approche communautaire des technologies numériques.

En vous souhaitant bonne lecture, nous espérons que ces différentes contributions puissent vous aider à poursuivre vos réflexions et à mieux connaître le sens de la participation citoyenne à la démocratie à travers les médias et les TICs et celui de l'animation dans la vie socioculturelle actuelle.

# Nouvelle technologie de communication et animation culturelle : internationalisation des pratiques.

En résumé de cette animation de la rentrée culturelle, j'aimerais aborder la question sous l'angle de la pratique. Loin de moi l'idée de vous livrer un texte universitaire avec son cadre théorique et sa suite d'auteurs. Je veux au contraire vous parler en toute simplicité de quelques pistes de réflexion qui me viennent de ma pratique et que j'aimerais parcourir avec vous, collègues en partance ou ayant déjà amorcé ce fabuleux voyage de l'animation sociale et culturelle. Tout d'abord, vous êtes des communicateurs, des gens ouverts sur le monde qui vous entoure. C'est de ce monde que j'aimerais vous entretenir, pour ensuite vous parler de technologies. Même si vous choisissez d'intervenir à l'étranger, sachez que vos assises ont pour origine votre propre expérience et vos qualités humaines. Je veux vous souhaiter un bon voyage.

## Première observation sur la pratique de l'animation :

Je serais porté à dire que tout commence et se termine par les gens avec qui nous sommes invités à œuvrer. Un groupe d'individus, un milieu, une association, voilà votre véritable terrain d'intervention. J'insiste, tout projet technologique repose sur une parfaite compréhension des attentes et intentions du milieu d'intervention. Tout part d'un consensus qui n'est parfois pas tout à fait clair et que nous sommes peut-être appelés à éclaircir par notre animation de base ou, si vous préférez, par notre relation au groupe en qualité de facilitateur de la communication, de la prise de parole. C'est souvent pour cela que nous sommes invités à intervenir. Un groupe, une organisation aimeraient communiquer à la communauté élargie un certain message, révéler un problème, une situation sans trop savoir comment. On aimerait se faire connaître, montrer qui nous sommes, ce qu'on fait. On aimerait bien avoir de l'aide, financière souvent. On aimerait proposer notre collaboration, appartenir à un réseau, proposer un projet d'économie sociale. Être un animateur culturel, c'est être un omnipraticien des communications. Nous sommes appelés à comprendre et à servir par nos interventions une volonté de visibilité et d'échange et surtout une volonté de prendre en charge un moyen de s'inscrire dans la communauté élargie.

## Deuxième observation :

Quoi qu'il en soit, votre première expérience en sera une d'intégration, d'immersion des plus enrichissantes. Car vous savez, que l'on intervienne dans Gueule tapée (Dakar, Sénégal) ou dans Hochelaga Maisonneuve, ce sera le même combat. Nous sommes appelés à intervenir dans des milieux qui ne sont pas les nôtres. Le travail de base se fait avec les gens, des femmes, des hommes, des adolescents, des vieux et des enfants. Travailler avec des jeunes de la rue, c'est s'ouvrir à une dure réalité qui n'est pas la nôtre. Œuvrer avec les personnes âgées, c'est s'exposer à la solitude et à la pauvreté. Œuvrer auprès des clowns unijambistes, c'est œuvrer auprès des personnes handicapées. Intervenez en Afrique et vous ferez l'expérience d'une distance culturelle, économique

et politique considérable. Les gens sont les mêmes, même dignité, même lutte pour s'en sortir. On y découvre là aussi un sens de la solidarité et surtout de la résilience. Il ne faut pas hésiter, dans le cadre de vos stages d'intégration, ce que l'on donne nous est rendu au centuple sur le plan humain.

## Troisième observation :

Intervenir c'est se mêler des affaires des autres. Cette proposition n'est pas de moi, mais de Guy Beaugrand-Champagne. Il a été professeur à l'UQAM et surtout un grand praticien de l'animation de groupe et de l'éducation de base aux stratégies de changement planifié. Dans les faits, nous nous insérons dans une dynamique déjà en cours, un peu comme si nous arrivions en retard au cinéma, sans connaître le début de l'histoire. Le temps de notre intervention et sa durée nous permettront ou non de connaître la fin de l'histoire. Je ne veux pas vous décourager, au contraire, je veux tout simplement vous dire que l'expérience se construit par la curiosité, l'ouverture aux autres et le nombre d'interventions. Ça m'aura pris une vingtaine d'années pour bien comprendre l'Afrique. Ce qui n'enlève rien à mes premières expériences d'animation, de formation ou de réalisation.

## De la technologie

Je n'ai pas encore parlé de technologie. C'est volontaire, pour ne pas dire secondaire. Notre action résulte du consensus exprimé et du choix des stratégies retenues par le milieu. Notre rôle consiste à éclairer le milieu ou l'organisation quant au choix des stratégies technologique pouvant le mieux répondre à la volonté exprimée. Pour ce faire, il ne faut jamais perdre de vue que l'implantation technologique impose un nouveau champ de questionnement qui repose, celui-là, sur les niveaux de techno-compétences observables ou requis pour mener à bien votre projet. Il en va de même pour l'état du développement technologique. L'évolution des nouvelles technologies de communication, plus particulièrement, celle du réseau Internet et des interfaces WEB ont suscité un enthousiasme sans borne quant aux possibilités croissantes d'échanges, de transferts de connaissances et enfin d'expérimentation de nouvelles pratiques collaboratives entre groupes d'individus ou réseaux d'organisations situées au Nord comme au SUD. Il s'en trouve encore qui voient dans un avenir rapproché le rétrécissement du faussé numérique qui nous sépare de nos partenaires du SUD. La réalité ne rejoint pas tout à fait cette noble espérance. Il y a eu développement, certainement, mais à une échelle restreinte et principalement dans les zones urbanisées. On observe un très lent développement dans les régions et une absence d'infrastructures suffisantes en zone rurale. Les raisons sont multiples. Elles sont économiques, certes, culturelles et enfin technologiques. Économique, les organisations ont peu de ressources techniques et encore moins les ressources humaines qu'exige la création média et la communication électronique. La priorité des organisations est le travail de terrain, principalement dans les secteurs de l'éducation non formelle et de la santé. Pour ce qui est de la raison culturelle, la radio dépasse de loin tous les autres médias, elle est peu coûteuse et permet une diffusion multilingue dans des régions où le taux d'analphabétisme est encore très élevé et le modèle dominant de transmission du savoir et de la culture repose sur la transmission orale. Au Sénégal seulement,

une quinzaine de langues sont parlées sur le territoire. De plus, les deux émissions les plus populaires au pays sont le Journal parlé du midi suivi de la chronique nécrologique. C'est une façon d'avoir des nouvelles de tout le monde, non ? Sur le plan des communications, le téléphone cellulaire, le portable comme on l'appelle sur le continent africain, a fait une percée fulgurante dans le secteur des communications urbaines. Quant au nombre d'ordinateurs, sa croissance s'observe surtout dans les grands centres parmi les classes les plus aisées ou dans quelques télé centres qui servent aussi de cafés internet. Le nombre d'organisations informatisées augmente aussi, même si elles sont peu visibles sur le réseau mondial. Encore là, le coût des équipements et surtout des frais de communication y sont pour quelque chose. Toutes ces informations nous révèlent des particularités du milieu où nous souhaitons intervenir. Ainsi, prenons l'exemple d'un site WEB. Qui en fera le design et l'architecture ? A-t-on sur place les ressources nécessaires ? Qui sont nos interlocuteurs ? Comment animer le processus initial de recherche de consensus ? Par une mission de contact et de reconnaissance ? Je vous l'ai dit, Dakar, Hochelaga Maisonneuve, même combat. À la seule différence qu'il y a quatre mille kilomètres de distance entre les deux et qu'il faut au bas mot au moins trois mille dollars pour y arriver et vous y animer. Chocolat, T-shirts, beurre de Karité, tout y passe. À moins d'appartenir à une organisation de solidarité et de développement international, votre conviction vous forcera à déboursier. Ça va, vous y êtes. Oui, un site Web. Qui l'hébergera, pour combien de temps, à quel prix ? Il y a bien des organisations de soutien au développement des nouvelles technologies, tel APC.org. Mais il y a des coûts. Parlons stratégie, s'agit-il d'un plan de visibilité ou de la naissance souhaitée d'un réseau. S'agit-il d'un portail d'information ? Quel est le niveau de développement technologique de l'organisation ? Doit-on prévoir un plan de formation ? Avec quel argent ? Il ne faut jamais réinventer la roue. Y a-t-il une organisation locale qui pourrait vous donner un coup de main ? À quel prix ? Vous savez, un organisme d'éducation de base, c'est un organisme d'économie sociale. Comment financer aussi son travail ? Vous devrez établir les rôles à jouer localement par l'organisme partenaire. Vous n'êtes pas la Banque Mondiale. Sur le plan des communications stratégiques, il vous faut au moins un lien stable pour amorcer le processus d'échange avant et après votre séjour. Il vous faudra aussi alimenter ce lien tout au long de votre parcours d'animation. Qui dit technologie dit simplicité d'accès. Il vous faut toujours viser une interface la plus simple possible qui permettra la production autonome de contenu et sa mise à jour. Il nous faut inventorier ce qui peut faire l'objet de formation. Il peut être plus économique de trouver des solutions en ligne, support aux utilisateurs, télé formation, banque de tutoriels, etc. Enfin, il peut être intéressant de former un groupe de veille technologique que l'on peut compléter par une liste d'envoi. C'est un outil intéressant de maintien du lien primordial. On a beau dire, la distance a son importance.

Le succès d'un projet d'animation par les technologies se mesure par le degré de participation des individus, des groupes ou d'un milieu donné. Sa qualité se mesure quant à elle par le degré d'appropriation de l'interface du site ou du moyen de communication que nous mettons à leur disposition.

Sur un plan social, c'est le sentiment d'appartenance qui insuffle l'énergie nécessaire à la poursuite du projet. Cette appartenance émerge d'une nécessité partagée de se doter des moyens de communiquer, de sensibiliser, de s'informer et coopérer, bref de prendre les moyens humains et financiers pour exercer un droit à la communication. Dans les faits, l'autonomie doit constituer l'objectif ultime de toute intervention. Les animateurs passent, mais les gens demeurent, les organisations aussi.

Plus un projet est complexe, plus il nécessite de moyens humains pour en assurer la pérennité. Cela va de la planification conjointe à la construction de la connaissance, de son architecture à son interface. Cela passe enfin par les apprentissages nécessaires à l'appropriation tant désirée. Il ne faut surtout pas oublier l'accompagnement, le support aux utilisateurs. Il est d'usage de construire une banque de références, tout comme une bibliographie. Vous êtes de la génération des « wikis », faites en usage. La connaissance aussi se construit en commun, par l'échange et l'ouverture à l'autre.

### **Les temps de l'animation**

En terminant, j'aimerais vous parler du temps. Il faut prévoir des années d'échange pour développer un noyau de création multimédia. À titre d'exemple, une approche participative comme le projet Wapikonimobile ([www.wapikonimobile.ca](http://www.wapikonimobile.ca)) en est au terme de sa cinquième année d'activité. Cinq années de formation par les pairs, une équipe inépuisable menée par la cinéaste Manon Barbeau, qui accompagne les jeunes cinéastes et musiciens autochtones, qui supporte des coordonnateurs locaux et implique des intervenants sociaux, soutient la création de studios permanents et anime les communautés locales. Cinq années de diffusions, d'événements et de festivals auxquels les jeunes cinéastes autochtones en herbe sont invités à participer. Mais, le succès justement, revient à l'appropriation par les jeunes de ce projet nomade, qui est supporté par un lien affectif maintenu, par l'animation constante et l'étroite relation entre les animateurs et les communautés visitées.

Il ne s'agit pas pour vous de concurrencer un tel projet. Non, au contraire, il vous faut opter pour la simplicité volontaire. Retenons, cependant que la participation des communautés touchées par ce projet est garante de la continuité de ce fabuleux projet. C'est, je crois, ce qu'il nous faut viser, peu importe l'envergure du projet, qu'il soit ou non porteur d'une technologie de communication. Enfin, nous n'avons pas le contrôle sur ce qui advient d'un projet une fois pris en main par une communauté, mais nous pouvons affirmer que nous avons soufflé sur la braise et que notre mince contribution a pu provoquer de belles et grandes choses. Il n'y a pas de sentiment d'échec possible, ni de regret pour celui qui tente de faire bouger les choses parmi les gens. Il n'y a que des stratégies qui s'améliorent d'une fois à l'autre, d'une expérience humaine à l'autre. Vous voyez, la technologie est bel et bien secondaire.

#### ***Guy Gendron, M.A. Communication***

*Étudiant au Doctorat conjoint en Communication*

*Spécialiste des technologies audiovisuelles UQAM*

*Conseiller en technologie et développement humain Afrique de l'Ouest.*

*Conseiller en partenariat et développement du Wapikonimobile.*

# ÉCHO... graphie : Des TICS aux TAGS

par Stéphanie L.-Bérubé, diplômée au baccalauréat en Animation et recherche culturelles (UQAM)

Août 2005. J'emménage dans la métropole pour commencer mes études universitaires en Animation et recherche culturelles. Au moment de louer cette chambre dans le quartier Petite-Patrie, j'étais loin de me douter que cette action serait le premier pas vers la réalisation de mon projet de stage... à l'étranger. La caractéristique de ce logement : un milieu de vie multiculturel, étroitement lié à une famille burkinabè. Janvier 2007, j'entreprends des démarches pour réaliser un stage international que je nommerai « Écho : du continent noir à la province bleue ». Janvier 2008, je m'envole à bord de Royal Air Maroc en direction du Burkina Faso, pays d'origine de la Famille Zon, pour réaliser « Écho... graphie », le film.

Nous pourrions évaluer cette expérience sous différents angles. Toutefois, je souhaite ici exposer la place qu'ont tenue les nouvelles technologies de l'information et de la communication, les TICS, dans la conceptualisation, la production puis la gestion de ce projet. En premier lieu, j'exposerai quelques définitions et j'élaborerai brièvement mon projet de stage. Suivant ces explications, je vais aborder l'expérience selon deux phases :

- Phase 1 : Comment les TICS ont aidé à dépasser les frontières lors de la préparation du stage.
- Phase 2 : Comment j'ai vécu et exporté l'animation culturelle au Burkina Faso par les TICS.

## La problématique des définitions

Me voici confrontée à la première grande question qui nous concerne tous : qu'est-ce que l'animation culturelle? Pour moi, l'animation culturelle, c'est une approche d'intervention sociale qui place la culture au cœur de sa pratique. C'est donc un modèle de résolution de problèmes qui permet de réfléchir sur des problématiques sociales et d'y répondre par des actions culturelles – qui font la promotion des valeurs d'information, d'éducation et de solidarité. Par conséquent, l'intervention culturelle est l'action planifiée pour réaliser cette démarche de changement.

## Le projet ÉCHO : du continent noir à la province bleue

Habitée par cette croyance, au moment de définir mon projet de stage en ARC, j'ai identifié un intérêt plus important : l'utilisation de la musique dans le développement social, économique et culturel. D'autre part, un outil culturel s'est imposé comme outil de travail pour atteindre mes objectifs : la vidéo Enfin, un milieu d'intervention m'a interpellé plus que les autres : le Burkina Faso.

Le projet ÉCHO est né. D'abord, c'est une exploration de la culture musicale du Burkina Faso. Ensuite, il s'agit une intention : parler de cette culture et de sa place dans le développement du pays, en observant son utilisation dans les stratégies de changement de comportement dans la lutte contre le VIH/Sida. Par conséquent, le projet de stage s'est élaboré sur les orientations et les objectifs suivants :

### *Orientations :*

- Faire connaître la musique et des musiciens burkinabè.
- Mettre en pratique mes acquis en animation et recherche culturelles pour présenter la musique burkinabè dans la définition de ses références culturelles et locales, de son savoir humain et de ses frontières.
- Présenter des projets musicaux de sensibilisation au VIH/Sida gérés par des organismes burkinabè.
- Exprimer un portrait personnel du Burkina Faso; dégager les particularités des deux villes et la dynamique rurale-urbaine; poser un regard sur une pratique culturelle africaine; créer des liens avec ma culture.

### *Objectifs :*

- Vivre à moyen terme (4 mois) dans une culture étrangère et y relever les défis personnels et professionnels qui s'y présentent.
- Développer des aptitudes à témoigner des conditions de vie et des réalités culturelles de l'Afrique.
- Appliquer et renforcer mes acquis universitaires dans un contexte d'apprentissage et d'autonomisation professionnelle.
- Appliquer mes compétences acquises en cinéma au cégep et développer celles correspondant au documentaire.
- Réaliser un projet de création lié à un enjeu international, de sa planification à sa diffusion.
- Réaliser un rapprochement culturel entre le Québec et le Burkina Faso.

J'ai vécu quatre mois au Burkina Faso : deux mois à Bobo-Dioulasso et deux mois à Ouagadougou. En vue du travail sur le terrain, j'ai apporté comme matériel technique une caméra, un pied et mes carnets de bord. Cependant, ma plus grande ressource a été mon réseau de contacts.

## Phase 1 : Comment les TICS ont aidé à dépasser les frontières lors de la préparation du stage ?

Je viens tout juste de répondre à la question : le réseautage. Pour engager, faciliter et entretenir une activité de réseautage avec l'étranger, les TICS sont essentielles pour réduire les distances.

Prenons un exemple. Pour le stage, je devais trouver des associations partenaires qui accueilleraient le projet. Je désirais travailler avec des associations du pays, non des



organisations internationales. J'ai débuté un processus de recherche sur Internet. Dans un premier temps, j'ai recherché des organisations, des associations ou des projets du Québec qui travaillent ou ont travaillé sur le VIH/Sida au Burkina Faso. Une fois ce bassin potentiel de contacts identifié, j'ai envoyé de nombreux courriels me présentant et expliquant les intentions de ma communication. Après une période d'attente, j'ai pu recueillir de nouvelles ressources web grâce aux réponses que j'ai reçues. Par le cyberspace, j'ai eu accès aux informations nécessaires pour connaître les missions et les activités des organismes proposés et pour analyser le potentiel d'une relation de projet. J'ai répété la démarche de prospection des milieux par les actions alternées de recherche et de prise de contact.

J'ai procédé ainsi pour m'assurer de solliciter des associations burkinabè connues par des personnes que j'ai rencontrées d'abord au Québec. Ainsi, j'ai acquis un sentiment de sécurité sur leurs antécédents et sur le sérieux du réseautage. C'est ainsi que, par l'intermédiaire de Yasmine, de l'Association des Burkinabè de Montréal, j'ai rencontré Désiré Wilson Nobout, de l'Association Africain Solidarité à Ouagadougou. Monsieur Nobout venant récemment d'immigrer au Québec, j'ai pu le rencontrer en personne. Il m'a présenté son association grâce à des vidéos, des images, des dépliants et d'autres éléments de communication. Il m'a également référé à certaines adresses web dont celle de l'Association Sida Ka Taa qui est devenue mon partenaire à Bobo-Dioulasso. En somme, les outils de communication web m'ont permis de créer un réseau de contacts de base sur un terrain éloigné, donc inaccessible durant la construction de ce réseau. Par la suite, celui-ci s'est enrichi par le réseautage « traditionnel », soit sur le terrain.

Les TICS ont également permis une forme de socialisation. Après les premières communications pour inviter deux associations partenaires à s'engager dans mon projet, j'ai eu à présenter ma candidature et mon projet puis à entretenir la relation jusqu'à mon arrivée. J'ai rédigé des documents d'information à leur intention, créé un dépliant pour le projet et établi une relation de correspondance. Aussi, grâce à l'initiative de notre émission « En route pour l'Afrique » à CHOQ fm, j'ai pu les inviter à m'écouter sur la radio web. Tous ces outils numériques m'ont permis de dépasser la frontière interpersonnelle que la distance nous imposait. Mes partenaires ont pu mieux cerner ma personnalité et évaluer mes motivations et les leurs. Par la suite, pour organiser la logistique du stage, Internet a encore joué un rôle de première ligne. À titre d'exemple, la poste outre-mer n'est pas assez rapide pour obtenir les nombreuses signatures à recueillir pour l'acceptation du stage avant ses dates de réalisation.

En somme, les TICS ont été des outils de communication pour créer des réseaux de correspondance, échanger de l'information, développer des relations, etc. Par conséquent, elles dépassent le phénomène que je souhaite illustrer comme une « jonction » mondiale en devenant un agent socialisation majeur dans la préparation du projet Écho.

## **Phase 2 : Comment j'ai vécu l'animation culturelle par les TICS au Burkina Faso ?**

Pour stimuler le débat, je vais développer deux aspects : la plate-forme Internet et l'audiovisuel.

Durant les quatre mois de stage, j'ai écrit des récits de voyage que j'ai envoyés à un groupe d'individus composé de membres de ma famille, d'amis, de collègues, de coéquipiers universitaires, etc. Ces récits ont eu comme objectif de partager l'expérience et les réflexions sur nos cultures au fur et à mesure que les événements se vivaient. Durant la rédaction de mon rapport de stage, j'ai recueilli, auprès de ce groupe, des commentaires sur mes récits et sur la perception du Burkina Faso qu'ils leur donnaient. Je crois fermement que le courriel a joué un rôle de facilitateur. Il m'a permis de développer mon aptitude à exprimer mon expérience du terrain, de travailler sur la relation qu'a mon entourage avec l'Afrique et de préparer mon retour. On peut alors ajouter que les caractéristiques de l'instantanéité et de l'accessibilité des communications électroniques leur ont également permis de jouer un rôle de supporter. Par exemple, dans les moments plus difficiles, je recevais des mots d'encouragement. Cela fait la différence, pour l'émetteur comme pour le récepteur de l'information.

Internet a également été utilisé pour informer mes superviseurs au Québec du déroulement de mon stage, pour envoyer les travaux requis et pour partager des réflexions plus spécifiques sur l'action culturelle au Burkina Faso. Cependant, j'ai souvent regretté le fait de ne pas avoir accès à mes travaux, à mes recueils de lecture des cours et à mes pairs du baccalauréat. Nous pouvons aujourd'hui, dans le cadre des TICS aux TAGS, amorcer une réflexion sur la création d'une plate-forme web pour les étudiant-e-s en ARC afin de développer cette internationalisation des pratiques et soutenir ses acteurs, partager le savoir au-delà des frontières et préserver les apprentissages de nombreuses expériences en fournissant une archive collective des actions planifiées. Cet espace sera, sans aucun doute, un outil de plus pour faciliter l'encadrement des stagiaires à l'étranger qui ont un accès limité à leurs superviseurs et un accès inexistant au soutien collectif des rencontres de groupe.

En terminant, pour illustrer la place qu'occupe l'audiovisuel, je veux vous présenter mon outil de travail principal : la caméra vidéo. Aux yeux de plusieurs individus, au Burkina Faso, la caméra vidéo m'a définie, moi et mon intervention. En effet, cet outil technologique crée des rapports entre les individus. Je me suis placée dans un contexte où l'étranger, c'était moi, ce qui impliquait un nombre de préjugés à mon égard, positifs et négatifs. Pour combien de personnes ai-je été une autre Blanche venant profiter des Africains? Ou bien, venant les réduire à certains clichés déjà bien connus? Pour combien de personnes ai-je donc été une menace? Pour combien de personnes, au contraire, ai-je représenté la possibilité de s'exprimer ou de dénoncer? Pour combien de personnes ai-je été une ressource pour réaliser un souhait ou même un rêve? Tous ces exemples, je les donne pour exprimer une réalité :

tenir une caméra a souvent interpellé le sens éthique de mes actions. Mon rapport avec ma caméra a fait l'objet de bien des questionnements en tant que débutante dans une pratique de vidéaste. Aujourd'hui, cet outil me permet de disposer du matériel nécessaire pour exporter mon expérience et même poursuivre conjointement mon animation culturelle sur deux terrains. Cette pratique qu'est le montage vidéo apporte également son lot de questions éthiques sur la manipulation consciente et inconsciente de l'information recueillie avec les TICS. Créer, posséder et disposer d'archives audiovisuelles, c'est selon moi posséder un pouvoir important au XXI<sup>e</sup> siècle. Cet apprentissage, je le partage pour susciter cette réflexion sur l'utilisation éthique des TICS dans la création des espaces d'animation culturelle.

## Conclusion

J'aimerais conclure en revenant sur la part des technologies de l'information et de la communication dans la définition de mon projet de stage, dans le contexte de l'animation culturelle et de ma transition professionnelle comme diplômée. Je souhaite résumer la situation ainsi :

- Sans les TICS, mon projet de stage n'aurait pas eu lieu. Il m'aurait fallu partir en voyageuse, le sac au dos. C'est une proposition de stage peu solide à la table de la Direction du programme et au Bureau des relations internationales de l'UQAM. Par conséquent, les TICS ont contribué à planifier mon action culturelle et à la rendre crédible et réalisable.
- Sans les TICS, le contexte d'animation culturelle aurait été différent. Si on enlève la caméra vidéo du contexte, on modifie les relations et, sans aucun doute, les résultats. Aussi, les traces matérielles de mon intervention principale - le film - n'existeraient pas.
- Sans les TICS, sur quelles particularités pourrais-je construire mon portfolio professionnel, basé sur ce stage, organisé pour devenir mon tremplin vers le marché du travail?

En somme, les TICS sont des outils qui permettent de s'approprier un espace d'action, faire face aux défis et aux opportunités de la mondialisation.

Je crois que les nouvelles technologies de l'information et des communications peuvent contribuer au développement des relations Nord-Sud dans une ère où l'information est synonyme de pouvoir. En ce sens, en tant qu'animateur culturel, nous devons nous préoccuper, d'une part, des impacts de la fracture numérique et, d'autre part, de l'adaptation du sens et de la place des TICS dans des contextes d'appropriation locale des phénomènes mondiaux. Toutefois, ne l'oublions pas, les TICS sont des intermédiaires. Ils ne font pas tout le travail.

# Cyber-animation culturelle en milieu rural : le projet Mes Sources

Le portail Mes Sources ([www.messources.org](http://www.messources.org)) est un espace Web informatif et collaboratif initié au mois de février 2007 visant à favoriser la circulation des informations dans la MRC des Sources, à dynamiser les relations entre les groupes du milieu et à accroître l'attractivité du territoire. Ici, les technologies de l'information et le reportage sont utilisés comme outil d'animation en milieu rural. L'équipe cherche à développer une expertise en déploiement de plate-forme Web adaptées aux organismes qui oeuvrent au développement des régions québécoises et en animation de communauté de pratique.

Avant de vous faire part des observations découlant des premiers mois d'existence de ce projet, il importe de rappeler le contexte dans lequel il émerge.

## 1. La MRC des Sources : un territoire fragile et innovant

La MRC des Sources, située en Estrie, est l'une de plus petites MRC du Québec, avec 15 000 habitants et sept municipalités (Asbestos, Saint-Camille, Danville, Ham-Sud, Saint-Georges-de-Windsor, Saint-Adrien et Wotton). Le territoire a été victime d'une saignée démographique et il est confronté à d'importants problèmes socioéconomiques. L'histoire de la ville centre, Asbestos, est axée sur l'exploitation d'une mine d'amiante a grandement réduit ses activités de nos jours. Nous avons tous entendu parler du projet industriel Magnola, qui est venu s'installer dans la région à la fin des années 90, suscitant beaucoup d'espoirs, et qui a fermé ses portes après quelques mois d'exploitation. D'une manière générale, l'activité économique tarde à redémarrer, entraînant divers problèmes sociaux, ainsi qu'à accélérer la perte démographique.

On retrouve ici, comme dans plusieurs régions québécoises vivant une problématique semblable, des gens inventifs remplis d'espoir et une impressionnante solidarité entre organismes. Bien sûr, des tensions existent, galvanisées par des débats sur le type de projets à favoriser sur le territoire, mais un large consensus existe quant aux priorités guidant l'action locale. La MRC souhaite favoriser la diversification économique et l'accroissement de la population dans une perspective de développement durable et a élaboré à cet effet un plan d'action avec la participation des institutions, organismes, entreprises et citoyens.

Nous retrouvons, à Saint-Camille, un exemple éloquent de mobilisation du milieu, souvent cité aux quatre coins du Québec et dans la francophonie, qui a suscité des projets innovateurs améliorant le portrait de la situation. Un groupe d'investissement s'est rassemblé il y a 20 ans pour acheter l'édifice qui abritait le magasin général pour y développer un

centre culturel et communautaire, le P'tit bonheur de Saint-Camille, offrant à la population locale une salle de spectacle et une galerie d'art visuel. Deux volets d'activité viennent s'ajouter à ce lieu de rencontre : l'animation communautaire et un centre d'interprétation du milieu rural.

Ce même groupe a transformé le presbytère en coopérative d'habitation et de soin pour les aînés ainsi qu'un garage en atelier pour artistes et artisans. Le village de 450 habitants a réussi à sauver son dépanneur, son bureau de poste, sa caisse populaire et, surtout, son école primaire. Des événements et activités de toutes sortes animent aujourd'hui cette municipalité vivante, où une cohabitation harmonieuse et intergénérationnelle se vit au quotidien. Le contexte du village est un terreau fertile à l'émergence de nouvelles expériences, dont la dernière est un projet résidentiel écologique coopératif d'envergure. 25 terrains ont été vendus, majoritairement à de jeunes familles néorurales qui s'y établiront au cours de prochaines années. Cet hiver, c'est déjà 6 nouvelles maisons qui abriteront de nouveaux résidents. Les « minis fermettes du Rang 13 » correspondent à une augmentation de plus de 10% de la population.

## **2. Le portail Mes Sources : l'animation au travers les TICs**

Dans les objectifs de développer le sentiment d'appartenance et d'accroître l'attractivité du territoire, Sylvain Laroche, un des principaux animateurs du coin, relié au P'tit Bonheur de Saint-Camille, a mis sur pied, il y a quelques années, un bulletin électronique hebdomadaire. Il a ainsi misé sur une meilleure circulation de l'information pour susciter l'enthousiasme et l'adhérence des groupes et des citoyens aux projets du milieu. Il ne s'agissait pas d'un médium journalistique, ni même éditorial. L'idée était, entre autres, de souligner les bons coups et de faire ressortir les attraits du territoire. Photographe professionnel, il a réservé une place importante à l'image. Le projet a trouvé un écho très favorable et, rapidement, de nombreux résidents de la MRC et de l'extérieur sont devenus des lecteurs fidèles.

L'idée d'approfondir l'expérience et de lui donner un écho plus large grâce aux TICs a germé. C'est en février 2007 qu'une première version du portail Mes Sources a vu le jour. L'espace Web servait de véhicule aux bulletins d'informations, devenus bimensuels. Chacun de ces bulletins se rattachait alors à une thématique reliée au plan stratégique de développement de la MRC, et il était composé de textes informatifs, de nombreuses photographies, de reportages vidéos et d'une veille documentaire permettant d'approfondir la thématique avec des références théoriques et pratiques. En plus des archives, le site Web rend accessible de l'information sur le territoire et offre une galerie de photographies et un calendrier des événements et activités.

Le projet emploie deux personnes à temps partiel et un collaborateur à raison d'une journée par semaine. La première phase a été subventionnée par le Fonds d'investissement jeunesse de l'Estrie et une seconde phase sera subventionnée

à même le Pacte rural (investissements publics provinciaux destinés à appuyer la mise en œuvre de la politique nationale de la ruralité, élaborée par le MAMR et Solidarité rurale du Québec). Il est parallèlement financé par les organismes du milieu, qui ne sont pas subventionnaires, mais avec qui des ententes d'échanges de services ont été conclues. L'équipe entend devenir entièrement autonome à moyen terme, en offrant son expertise, en développement de plate-formes Web collaboratives à l'attention des acteurs du développement rural, et en cybers-animation culturelle.

Aujourd'hui, le portail trace un portrait assez complet du territoire et s'avère être une mine d'informations qui documente tant les enjeux ruraux que les initiatives porteuses d'ici et d'ailleurs. On y retrouve même une série de reportages vidéos réalisés en France et de nombreuses conférences disponibles en baladodiffusion. Environ les deux tiers des visiteurs proviennent de l'extérieur de la MRC, ce qui laisse croire que le territoire gagne en visibilité.

Dans les municipalités, une meilleure circulation de l'information via ce portail vise notamment à stimuler la participation citoyenne et à donner une image positive du territoire aux gens qui l'habitent. Dans sa deuxième phase, qui débute cet automne, le projet vise aussi à dynamiser les relations entre les organismes de la MRC et à favoriser le partage des connaissances. L'objectif ultime est de développer un territoire apprenant, c'est-à-dire qui valorise la co-construction des savoirs et qui mise sur l'intelligence collective comme moteur de développement. L'équipe souhaite aussi créer dix emplois en dix ans dans l'économie sociale du savoir.

## **3. La participation du milieu**

Les retombées d'un tel projet sont difficilement calculables et il est tout aussi difficile de justifier ce type d'action auprès des acteurs du milieu. Il y a, dans la MRC des Sources, des gens ouverts d'esprit et prêts à expérimenter diverses avenues. C'est non sans craintes mais avec beaucoup d'enthousiasme que les organismes se sont lancés dans le projet : MRC, municipalités, corporations municipales de développement socioéconomique, CLD, CDC, CSSS, SADC et groupes communautaires.

La participation concrète de ces groupes a été d'abord minime et, après 18 mois d'activité, on peut maintenant dire que les acteurs du milieu s'approprient réellement l'outil. Il a fallu aussi un tel délai pour mieux définir le projet, développer techniquement la plate-forme de sorte qu'elle soit plus conviviale et flexible, ainsi que pour produire les premiers contenus qui permettent aujourd'hui de mieux illustrer sa portée et justifier son existence.

L'appropriation de l'outil par le milieu est essentielle, à la fois pour rendre vivant le portail et pour tracer un portrait plus complet du territoire. L'implication des groupes dans la définition du projet, via un comité directeur, et dans la mise en ligne des contenus est en soit une démarche d'animation dans le milieu.

L'équipe a rencontré plusieurs fois les organismes du milieu pour les amener à s'impliquer dans la définition des priorités quant aux outils à développer. À l'automne 2008 démarreront une série de nouvelles collaborations qui se matérialiseront, sur le portail, par de nouveaux espaces : chaque municipalité aura une page d'accueil personnalisée, les bulletins municipaux et institutionnels y seront diffusés, un répertoire de l'offre résidentielle locale sera accessible, un bottin des ressources sera ouvert et les résidents pourront se référer à un babillard pour le co-voiturage. Les partenaires seront appelés à ouvrir et alimenter des sections thématiques; nous verrons apparaître durant la même période les cinq premières sections, portant sur le développement durable, l'achat local, la relève entrepreneuriale, les projets résidentiels de Saint-Camille et l'inode rural en Estrie, ces deux dernières sections étant reliées à des projets spécifiques et offrant des outils collaboratifs aux équipes qui les composent. La participation à la mise en ligne des contenus s'accroît progressivement. Les corporations de développements socioéconomiques participent déjà à la mise en ligne de photographies et alimentent le calendrier. Des citoyens bénévoles se joindront à l'équipe de rédaction des bulletins.

Dans les ententes de services conclues avec les partenaires, il est justement question, entre autres, de ces sections thématiques. En devenant responsable du contenu de ces sections, les organismes utilisent des outils accessibles pour gagner en autonomie dans leur stratégie communicationnelle. L'équipe du portail s'engage à développer, dans ces espaces les outils qui correspondent, à leur projet et produit quelques contenus complémentaires, documentaires et audiovisuels. Par ailleurs, de cette manière, les partenaires contribuent à financer le développement d'outils qui seront mis à leur disposition éventuellement : des outils de travail collaboratif et de formation à distance. L'équipe Mes Sources développent ces outils toujours dans une optique d'animation, visant à dynamiser les relations entre les organismes et à promouvoir le concept de communauté apprenante et solidaire.

#### **4. L'accès et l'appropriation**

Évidemment, une telle pratique se base sur une infrastructure technologique récente qui, de prime à bord, suscite trois questions fondamentales : quels outils choisir et comment se les approprier? Comment favoriser leur utilisation? Qu'en est-il de l'accès à ces outils? Mais d'abord ces questions méritent une parenthèse...

Le défi ici est de construire des plates-formes accessibles, efficaces, simples d'utilisation, sécuritaires, flexibles et dont le développement et l'amélioration peuvent se poursuivre dans le temps, reflétant l'évolution du groupe et de ses besoins. Les logiciels libres répondent parfaitement à ces critères. L'équipe Mes Sources a retenu un système de gestion des contenus à code source ouvert dont le développement est assuré par une large communauté (Drupal : drupal.org). Ce type d'outil, s'il permet une multitude d'applications participatives et offre de nombreuses possibilités au niveau du développement de communautés virtuelles, reste un système relativement complexe et il est important de développer une certaine expertise pour l'utiliser adéquatement. Notons au passage

que cela reste néanmoins accessible pour une personne qui n'a pas de formation informatique mais qui est passionnée par cette question et que différents types de soutien externes restent disponibles. L'équipe Mes Sources fait d'ailleurs appel aux conseils du groupe montréalais Koumbit dans certaines étapes de réalisation des projets. Dans l'optique de diminuer les coûts et d'accroître l'autonomie, le portail Mes Sources est hébergé sur un serveur autogéré installé dans les locaux du P'tit bonheur de Saint-Camille et alimenté par la fibre optique.

Pour favoriser l'utilisation des outils, il importe qu'une attention particulière soit accordée, dans le développement des plates-formes, à la clarté, la simplicité et l'ergonomie des interfaces ainsi qu'au design dans son ensemble, qui se doit de rester épuré et sympathique. L'accompagnement et la formation sont les éléments clés qui feront en sorte que les utilisateurs seront plus à l'aise avec les outils. Si certaines personnes n'accèdent pas à un outil par peur ou par manque de connaissances, cela peut déstabiliser la dynamique dans un groupe.

Ces deux premiers freins sont surmontables. La troisième question, celle de l'accès abordable à Internet haute vitesse, est un problème majeur, pour ce type de projet d'animation, mais pour le monde rural dans son ensemble. Sans aucune exagération, l'ampleur de la problématique se compare de l'électrification de nos campagnes dans le passé. Les retards que prennent le Québec en la matière sont inexcusables et c'est aux pouvoirs publics de prendre l'entière responsabilité de cette situation (tout comme c'est à l'ensemble des pays riches de prendre le blâme de l'exclusion de la majorité des pays sur la toile).

Les zones rurales éloignées qui n'ont pas accès à Internet haute vitesse sont doublement isolées, et on leur coupe l'accès à des outils qui favoriseraient leur développement. De plus, là où ces infrastructures existent, les jeunes télétravailleurs autonomes, de plus en plus nombreux, peuvent s'installer et dynamiser le territoire tout en attirant des capitaux neufs. Ceci dit, il ne faut pas s'arrêter à ce constat lorsque l'on réfléchit au développement d'outils Web. Tôt au tard, l'accès abordable sera généralisé et d'ici là, il faut développer les outils et les expertises. Les zones couvertes permettent déjà l'instauration de communautés virtuelles pertinentes et porteuses de sens. Permettons-nous de croire que l'ensemble des projets qui démontreront les avantages de l'accès à ce médium justifieront le déploiement des infrastructures.

#### **5. Vers l'animation de communautés de pratique**

L'équipe considère le portail Mes Sources comme un projet pilote qui concentre son action à l'échelle locale mais est susceptible de se développer ailleurs comme par exemple, en explorant les avenues à l'échelle estrienne et québécoise. À cet effet, de premières collaborations s'entreprennent avec le Forum jeunesse Estrie avec Solidarité rurale du Québec. Ce dernier représente les intérêts du milieu rural et développe

une série d'outils pour les agents de développements ruraux. Un portail pris en charge par l'équipe Mes Sources est actuellement en implantation, permettant à ces 200 agents de communiquer, partager des expertises et connaissances. L'espace Web rassemble une foule d'informations sur le monde rural et cherche à devenir un site de référence sur la ruralité.

L'équipe Mes Sources n'intervient pas seulement comme développeur Web dans ce projet; elle est présente dès le début du processus pour la définition du projet et accompagne le groupe dans l'implantation. Il s'agit ensuite d'observer les comportements des membres du groupe et d'adapter la plate-forme selon les besoins. C'est lorsque les outils se transforment en fonction de l'utilisation du groupe et qu'une appropriation dynamique s'effectue que les communautés virtuelles les plus vivantes se constituent.

Cette plate-forme, dont la première version officielle sera en ligne le 1<sup>er</sup> octobre 2008, permet une grande interaction entre les membres et pourra mener vers des communautés de pratiques. Le projet suscite beaucoup d'enthousiasme chez les agents et répond à un besoin exprimé maintes fois. Nous arrivons, au Québec, à un moment où de plus en plus de gens saisissent que l'utilisation du Web peut les soutenir dans leurs démarches et sont prêts à expérimenter les possibilités qu'offre ce médium.

Pour l'équipe Mes Sources, ces derniers développements, dans une continuité logique avec le projet de portail local, suscite de nouvelles réflexions et laisse entrevoir de nouvelles possibilités. D'autres organismes et institutions sont intéressés à entreprendre avec nous des collaborations de ce type et il est temps, nous croyons, de définir une stratégie de cyber-animation culturelle adaptée au monde rural québécois. Faisant appel aux réseaux formels et informels déjà existants, il s'agit d'animer des échanges, de stimuler l'émergence de nouveaux projets et de favoriser la co-construction des savoirs.

Dans cette pratique, toujours en processus d'amélioration, l'animateur n'initie pas de nouveaux projets, il vient animer des projets déjà amorcés par les acteurs du milieu. Il dynamise les relations existantes entre les acteurs, et outille les groupes pour augmenter leur autonomie et enrichir leur lecture de la situation. Les grands courants de l'animation culturelle nous sont d'une grande aide pour développer une stratégie d'action, tout comme les récits d'expériences semblables au Québec et à travers le monde.

Les lecteurs des Cahiers de l'animation culturelle sont invités à faire part de leurs réflexions et idées pour alimenter cette réflexion, que nous considérons à l'état d'ébauche.

## Conclusion

Nous croyons fermement qu'une des principales forces sur lesquelles un territoire peut miser pour attirer des familles et des capitaux consiste en cette capacité qu'un milieu a de

se placer dans une dynamique d'apprentissage, de partage des connaissances, et d'expérimentation dans un contexte d'ouverture et de solidarité. Une communauté créative, apprenante et ouverte misant sur la collaboration est plus forte pour faire face aux défis, pour entreprendre ses projets et devient un milieu de vie stimulant où on a le goût de s'installer. Alimenter une telle dynamique doit être, à notre avis, une des principales préoccupations de l'animateur d'aujourd'hui dans les milieux ruraux. Un outil complémentaire qui facilitera son travail terrain se trouve dans l'exploitation des nouvelles technologies, en particulier celles accessibles grâce à l'émergence des logiciels libres.

En raison de son contexte socioéconomique particulier, le monde rural est un terreau fertile où on verra sans aucun doute apparaître de nouvelles applications originales sur le Web citoyen.

En raison de son contexte géographique et culturel particulier, le Québec à tout avantage à développer une expertise dans la recherche et la cyber-animation culturelle.

*Joël Nadeau*  
*Diplômé en animation et recherche culturelles à l'UQAM*  
*Développeur Web et animateur au sein de l'équipe Mes Sources*  
*joel.nadeau@messousces.org*

## LE NUMERIQUE : OUTILS D'INTEGRATION SOCIALE ET D'APPROPRIATION DU TERRITOIRE ?

Luc VODOZ, politologue  
Communauté d'études pour l'aménagement du  
territoire (C.E.A.T.)  
Ecole Polytechnique fédérale de Lausanne  
(EPFL)  
EPFL ENAC INTER CEAT  
PJ · Station 9 · CH-1015 Lausanne  
luc.vodoz@epfl.ch

Barbara PFISTER GIAUQUE, sociologue  
barbara.pfister@epfl.ch

### I. Problématique générale: TIC et intégration sociale

Cette communication trouve son origine dans les réflexions que nous avons développées depuis un peu plus de deux ans dans le cadre d'un projet de recherche<sup>1</sup> consacré aux enjeux d'intégration sociale liés au développement des technologies de l'information et de la communication (TIC). Engagé en juin 2003, ce projet «Fracture numérique» s'est achevé fin août 2005<sup>2</sup>. A noter que la phase empirique de ce projet, dont la méthodologie était essentiellement qualitative, a consisté à réaliser quelque 80 entretiens semi-directifs, principalement avec des adultes en formation aux TIC ainsi qu'avec leurs formateurs.<sup>3</sup>

Le projet «Fracture numérique» est né d'un constat trivial: qu'il s'agisse de «simples» téléphones portables, de radios, de télévisions, d'appareils ménagers ou audio-visuels, de tableaux de bord automobiles, ou encore de micro-ordinateurs et d'accès au réseau Internet, les technologies de l'information et de la communication sont devenues omniprésentes dans de très nombreuses sphères des activités quotidiennes. L'accès à ces TIC, la maîtrise de leur maniement et leur exploitation constituent dès lors des enjeux clefs de l'intégration économique, socioculturelle et politique des individus et groupes sociaux, mais également des facteurs d'exclusion.

Par ailleurs, l'évolution rapide et constante des TIC implique une capacité permanente d'apprentissage et d'adaptation sociotechniques. En outre, la prépondérance des TIC s'est progressivement érigée en pression normative, composée de dimensions économique, politique, culturelle, etc., que, par commodité, nous qualifions de «société de l'information» (SI) société dont l'existence effective est rarement contestée sur les scènes scientifique et politico-administrative, et qui se réfère précisément au caractère impératif, pour tous, de l'accès aux TIC, à leurs ressources et à leurs usages.

Dans le cadre d'un programme national consacré à l'intégration et à l'exclusion sociales, développer un projet qui investigate les avantages et les inconvénients des technologies numériques<sup>4</sup> ainsi que leurs potentialités et leurs risques, en termes d'intégration ou d'exclusion sociales, nous est apparu particulièrement opportun, tant ces technologies occupent une place croissante, et deviennent fréquemment «incontournables», dans les sociétés occidentales notamment. Et parmi l'ensemble des technologies numériques, celles qui concernent plus directement la communication lesdites TIC paraissent, tant de par leurs fonctionnalités spécifiques que de par leur force symbolique, encore plus cruciales en relation avec la problématique de l'intégration et de l'exclusion Sociales.

### *Objet du projet «Fracture numérique»*

Centré sur la situation actuelle en Suisse, ce projet de recherche a d'abord consisté à préciser ce que recouvre la notion de «société de l'information», et à déterminer dans quelle mesure cette «société de l'information» peut constituer un (nouveau) système normatif à l'aune duquel les individus et groupes sociaux tendraient à développer des situations ou des sentiments d'intégration/exclusion spécifiques. Au-delà d'une brève analyse descriptive de la situation suisse quant aux groupes sociodémographiques plus ou moins exclus de la «société de l'information», il s'est agi de procéder à une analyse critique des discours valorisant la «norme société de l'information», puis d'investiguer sur le terrain de la formation aux TIC pour adultes, afin de mettre en évidence les processus d'émergence et de diffusion de cette norme, mais surtout les mécanismes d'intégration/exclusion sociales qui y seraient liés.

Le choix de la formation aux TIC pour adultes en tant que champ empirique a été dicté par la volonté d'examiner de plus près les conditions et modalités selon lesquelles des individus font quels que soient le contexte et les motivations qui les y ont conduits un effort d'intégration au monde de la «société de l'information», de manière à pouvoir appréhender comment (pour quelles raisons, de quelle manière, avec quels objectifs, quelles intentions et quelles stratégies, etc.) ces bénéficiaires de formations aux TIC perçoivent les enjeux d'intégration au «monde des TIC», et surtout quelles relations sont ainsi perceptibles, s'il y en a, entre processus d'intégration «numérique»<sup>5</sup> et processus d'intégration sociale (et/ou entre processus d'exclusion «numérique» et processus d'exclusion sociale).

La formation scolaire a donc été exclue du champ d'investigation, non seulement parce que ce terrain particulier aurait supposé des moyens de recherche beaucoup plus conséquents, mais aussi parce que outre le fait que l'«exclusion numérique» touche a priori beaucoup moins fortement les jeunes générations le contexte de l'apprentissage est radicalement différent: dans le cadre scolaire, la familiarisation (au moins rudimentaire) avec les TIC est intégrée à un cursus obligatoire, et ne rend donc pas compte des enjeux ou des motivations qui, chez les adultes, conduisent un individu à entreprendre une formation aux TIC.

A souligner cependant que le choix d'investiguer principalement dans le domaine de la formation des adultes relève d'une stratégie méthodologique il s'agit d'accéder à des individus et groupes sociaux recouvrant une assez large gamme de situations à

L'articulation entre exclusion et intégration «numériques» et non pas d'un intérêt a priori pour ce type de formations: au travers de l'analyse des mécanismes qui caractérisent les tentatives d'intégration ou de réintégration «numériques» qu'entreprennent des adultes évoluant dans une variété de situations et confrontés à une variété de problématiques, ce sont les liens postulés entre intégration/exclusion «numériques» et intégration/exclusion sociales qui sont au coeur de notre objet de recherche, avec une ambition de pouvoir généraliser nos résultats plutôt que des préoccupations centrées spécifiquement sur le monde de la formation des adultes.

Relevons toutefois que nous n'avons pas analysé les enjeux TIC spécifiques à certains types d'usages et d'usagers, comme p. ex. les dispositifs et applications conçus plus particulièrement pour diverses catégories de handicapés, et qui mériteraient à eux seuls une étude fouillée.

### *Objectifs et intérêt du projet «Fracture numérique»*

Cette recherche nourrissait une triple ambition scientifique, à la fois cognitive, analytique et opérationnelle. En effet, au-delà de l'intérêt scientifique qu'il y a à étayer les connaissances actuelles quant à la fracture numérique dans ses diverses dimensions et à mieux comprendre les modalités de son apparition, ainsi qu'à explorer les perspectives d'évolution y relatives, le projet ambitionnait de déboucher sur des recommandations concrètes permettant de promouvoir l'intégration et de contrer l'exclusion «numériques» en adoptant, du moins à titre provisoire, l'hypothèse générale d'un lien entre «intégration numérique» et intégration sociale.

Soulignons que sur le plan analytique, l'attention a été focalisée sur les relations supposées entre d'une part l'intégration ou l'exclusion dans/de la «société de l'information» la capacité ou l'incapacité à accéder aux ressources TIC et à les exploiter et d'autre part l'intégration ou l'exclusion sociales (dont nous préciserons les composantes essentielles à la section 2 ci-dessous). En d'autres termes, il s'est agi d'examiner dans quelle mesure et à quelles conditions ce que nous appelons «l'intégration numérique» contribue à l'intégration sociale, ou inversement dans quelle mesure et à quelles conditions «l'exclusion numérique» constitue un facteur d'exclusion sociale.

Le but de cette recherche n'était donc pas on l'aura compris de quantifier les populations respectives supposées d'intégrés et d'exclus «numériques», après avoir tracé une ligne nette entre eux; cette ligne n'existe pas, et il en va de l'intégration «numérique» comme de l'intégration sociale: les individus et groupes sociaux évoluent sur un continuum, les situations réelles sont à la fois nuancées et mouvantes, et tant l'intégration jamais définitivement acquise que l'exclusion sont des processus constamment en cours davantage que des états stables.

Cette recherche n'apporte pas non plus des affirmations claires et définitives sur de prétendues modalités universelles d'intégration «numérique» ou sur le caractère

indispensable de cette dernière pour une meilleure intégration sociale. Il s'agissait bien davantage d'acquérir une vision plus fine de «ce qui se passe» à la charnière entre exclusion et intégration «numériques», et d'apporter des éclairages sur l'alchimie des interrelations entre intégration «numérique» et intégration sociale.

### *Objectifs et structure de la présente communication*

L'objectif de la communication est double:

- expliciter dans quelle mesure et de quelle manière l'intégration «numérique» contribue à une meilleure intégration sociale des individus et des groupes;
- identifier l'influence plus spécifique du facteur territorial dans les mécanismes de l'intégration sociale via les TIC, et évaluer dans quelle mesure les TIC sont susceptibles de modifier notre rapport au territoire.

Nous allons donc développer d'abord notre manière d'opérationnaliser le concept d'intégration sociale, en le déclinant en dimensions du lien social (section 2); puis nous nous pencherons sur les effets de l'intégration «numérique» par rapport à l'intégration sociale (section 3); enfin, nous mettrons l'accent davantage sur la dimension territoriale du lien social en examinant l'influence des TIC et de l'intégration «numérique» sur nos rapports au territoire (section 4), avant de conclure (section 5).

## **II. Le lien social et ses dimensions**

La notion de lien social jouit d'un caractère polymorphe qui en fait tout à la fois sa complexité, son intérêt et sa difficulté d'appréhension. La multiplicité des définitions possibles illustre ainsi les diverses dimensions qui en façonnent les contours. Que l'on parle de liens de parenté ou de sang, de relations sociales, professionnelles, de voisinage, de proximité, d'intégration dans un milieu de vie, de participation politique, d'appartenance à un collectif, d'implication au sein d'une communauté virtuelle, on s'engage sur la voie de la (re)connaissance de ce qui compose le lien social, de tous ces éléments quotidiens qui donnent au lien social sa profondeur et sa texture. Ainsi, cette fragmentation du lien social traduit-elle la diversité des groupes d'appartenance, des formes sociales entendues comme des construits historiques et sociaux, véhiculant des valeurs, des normes, des traits culturels qui découlent directement de leur construction auxquelles un individu peut se référer.

On peut donc affirmer que le lien social fait l'objet d'un processus de construction complexe: il s'élabore à la fois au niveau macro-social, c'est-à-dire sur le plan des systèmes de valeurs, des systèmes économique (emploi, participation à la création de la richesse) et politique (Etat-providence), et au niveau micro-social, à savoir en termes de relations choisies, de liens d'amitiés, de sang, de convenance et de proximité. A cela s'ajoute un niveau que l'on pourrait qualifier de méso-social qui englobe toutes ces institutions (école, systèmes de

formation, entreprises) constituant le lieu de la socialisation secondaire et participant ainsi au processus d'élaboration du lien social. Quatre dimensions peuvent être mises en évidence qui composent la notion de lien social et qui permettent d'en appréhender empiriquement les contours.

### *Dimension sociale*

Tönnies, Durkheim et Weber (Farrugia 1993; Martucelli 1999), de même que les auteurs gravitant dans le champ du paradigme du don (Mauss 1985; Godbout 1992) nous renvoient à la question de la nature des liens qui se tissent à l'intérieur des réseaux sociaux. Sont-ils marqués par la profondeur de l'amitié, des liens de sang ou, au contraire, par la superficialité des rapports marchands et utilitaires? Permettent-ils le développement individuel et l'émancipation des personnes qui y sont impliquées ou les maintiennent-ils dans un rapport de dépendance? Cette dimension est traversée par plusieurs dichotomies qui couvrent le même type de phénomènes. Granovetter (1982) et ses successeurs opèrent une distinction entre liens forts, qui caractérisent les relations de parenté et les amitiés, et liens faibles, qui sont l'apanage des contacts plus superficiels, mais tout aussi importants. C'est en effet sur les seconds que l'on s'appuie, par exemple, pour la recherche d'un emploi.

### *Dimension politique*

Jürgen Habermas (1973), avec ses réflexions sur l'agir communicationnel et l'espace public, attire notre attention sur la dimension plus politique du lien social. La notion clé, celle sur laquelle se fonde son argumentaire, est celle de «monde vécu». «Le monde vécu est un horizon d'objets, l'univers toujours présent des choses données dans l'expérience immédiate de la vie» (Martuccelli 1999: 324). Dans les sociétés archaïques, le consensus, ou le lien social, est assuré par le monde vécu, car chaque individu partage les mêmes représentations de ce monde (cela nous renvoie à la figure du mythe). Cependant, dans les sociétés avancées, on assiste à une différenciation des représentations et, par là même, à une distanciation du monde vécu. Dans ce cas, le consensus passe par l'agir communicationnel, c'est-à-dire par un processus discursif qui s'appuie néanmoins sur le monde vécu commun. Ainsi se trouvent posées les questions de la citoyenneté, de la participation et des moyens à disposition pour permettre l'expression de la volonté des individus et des collectifs.

### *Dimension professionnelle*

La profession, le métier, et plus généralement le travail constituent des facteurs d'intégration sociale et donc de création de liens sociaux essentiels. C'est ce que nous englobons dans la dimension professionnelle. Pourvoyeur de statut social, de reconnaissance ainsi que de protection sociale, le travail représente une composante centrale des sociétés industrialisées.

Ainsi D. Méda affirme-t-elle que «(...) le travail constitue depuis deux siècles le rapport social central, celui autour duquel s'articule ce que l'on appelle le contrat social, ce qui

facteur essentiel d'identité ou encore que les personnes privées de travail sont du même coup privées de tout ou que le travail est la seule activité collective, le reste appartenant à la sphère privée» (Méda 1995: 84).

### *Dimension territoriale*

La dimension territoriale du lien social s'articule autour de la double opposition (relative) entre proximité et distance sociales et spatiales, que Jean Remy (2004) traduit par les rapports dits de connivence et de contiguïté, les premiers n'allant pas nécessairement de pair avec les seconds. Cette déconnexion possible entre rapports de connivence et de contiguïté met en évidence les deux modes d'appropriation de l'espace qui peuvent (co)exister nous y reviendrons ci-après (section 4). L'appropriation aréolaire caractérise, par exemple, l'ancrage territorial d'un individu ou d'un groupe dans un quartier, soit dans une portion continue de l'espace. La proximité spatiale est dans ce cas centrale. L'appropriation réticulaire est quant à elle fondée sur la mise en réseau de lieux distincts activés périodiquement (au gré de réunions) ou de manière continue. Ici, c'est la proximité sociale qui joue à plein. Piolle (1990-1991) souligne que, en général, ce n'est pas la proximité du lieu de résidence qui fait le groupe, mais bien une proximité de goûts, de pratiques, de valeurs, etc. Chaque groupe auquel appartient l'individu (club de sport, collègues de travail, cercle d'amis, etc.) a besoin d'un moment et d'un endroit pour se retrouver. L'ensemble de ces endroits constitue, pour chaque personne, un réseau géographique au sein duquel elle se déplace en fonction de ses activités.

Ce sont ces déplacements multiples qui relient des lieux entre eux et en font un réseau. Mais cette notion de réseau ne s'applique pas uniquement à la dimension territoriale et touche de très près le monde virtuel de l'Internet. C'est ainsi que l'appartenance à plusieurs groupes distincts et donc l'inclusion dans un réseau caractérisé par des relations de natures diverses (liens forts, liens faibles) constituent des formes d'intégration qui peuvent s'étendre aux communautés virtuelles.

Au niveau le plus général, pour un nombre croissant d'utilisateurs, les technologies de l'information et de la communication sont en passe de modifier profondément le rapport qu'ils entretiennent avec l'ensemble des dimensions constitutives du lien social identifiées ci-dessus.

## **III. Des effets de l'intégration «numérique» sur l'intégration sociale**

L'articulation entre intégration/exclusion «numériques» et intégration/exclusion sociales peut être schématisée ainsi:

# Tableau



# insérer

C.E.A.T.-LV/5.7.04

*Fig. 1: intégration/exclusion «numériques», intégration/exclusion sociales*

La zone grisée sur le schéma représente le positionnement supposé des individus et groupes sociaux, si l'on fait l'hypothèse d'une corrélation forte entre degré d'intégration «numérique» et degré d'intégration sociale. Mais cette hypothèse est immédiatement invalidée par la prise en considération de certains segments de la population, comme un certain nombre de jeunes et de personnes âgées, dont on peut légitimement supposer qu'ils dérogent à une forte corrélation entre nos deux variables.

Pour expliciter le schéma ci-dessus, on précisera encore que les lignes de clivage entre intégration forte ou faible sont mobiles: non seulement les individus peuvent évoluer entre les quatre quadrants du schéma, mais compte tenu notamment de la dimension dynamique de la fracture numérique (nous y reviendrons ci-après) ainsi que de la dimension dynamique de l'intégration sociale! les individus restés «immobiles» peuvent également changer de quadrant.

Dans la section précédente, nous avons décliné le lien social en quatre dimensions principales. On peut alors représenter de la manière suivante les diverses composantes de l'articulation entre intégration/exclusion «numériques» et intégration/exclusion sociales:

# tableau à insérer

C.E.A.T.-LV/11.5.2005

*Fig. 2: articulation entre intégration/exclusion «numériques» et chacune des quatre dimensions du lien social*

Il faut préciser d'emblée que dans le cadre de nos travaux de terrain, deux des dimensions du lien social sont apparues prépondérantes: la dimension sociale et la dimension professionnelle. En revanche, les dimensions politique et territoriale du lien social n'ont pu être repérées que de

manière marginale parmi les préoccupations déterminantes de nos interlocuteurs. Les éléments empiriques présentés dans cette section concernent donc en premier lieu les relations entre intégration/exclusion «numériques» d'une part, dimensions sociale et professionnelle du lien social d'autre part; ce qui concerne les aspects plus spécifiquement territoriaux étant développé à la section suivante (section 4).

## *Des situations variées*

Parmi les adultes en formation que nous avons interviewés, ceux qui étaient insérés dans le monde du travail et qui cherchaient à «rester dans le coup» ou à améliorer leurs perspectives professionnelles ont le plus souvent mis l'accent sur les enjeux en termes d'emploi qui les avaient incités à suivre une formation peu importe s'ils étaient des débutants en matière de TIC ou des informaticiens chevronnés. S'agissant pour eux d'améliorer leurs compétences TIC en fonction d'un objectif professionnel, la dimension emploi de la «norme SI» telle qu'ils étaient amenés à se l'approprier était certainement, pour eux, en adéquation avec leurs besoins en termes d'intégration sociale (c'est-à-dire en termes de renforcement de la dimension professionnelle du lien social); au point de masquer d'éventuels autres enjeux, complémentaires, liés davantage à la dimension sociale du lien social.

Nous avons cependant eu affaire à nombre d'autres situations, comportant des enjeux d'intégration «numérique» et/ou sociale plus diversifiés. En voici quelques exemples.

## *Des jeunes adultes férus d'informatique de loisir*

D'aucuns se demanderont pourquoi des jeunes baignant quotidiennement dans un environnement TIC, même ludique, auraient besoin de formations TIC. Or les pratiques récréatives de certains de ces jeunes adultes reflètent le développement de liens sociaux dans leur dimension proprement sociale: les jeux et autres applications TIC de loisir (téléchargement de musique et de films, etc.) sont effectivement des vecteurs d'apprentissage horizontal entre pairs, entre jeunes d'un même quartier ou d'une même école par exemple. A ce titre, ils constituent également des moyens d'intégration sociale puisqu'il y a ici imagination d'une nouvelle forme de sociabilité. L'intégration à ce type de pratiques relevant de la «SI» se traduit alors de fait par un renforcement du lien social, dans sa dimension proprement sociale mais aussi coopérative, c'est-à-dire de travail en commun.

Mais contrairement à ce que l'on aurait pu imaginer, lorsqu'ils se retrouvent confrontés à des applications professionnelles des TIC, certains de ces jeunes adultes sont déboussolés. L'habileté au maniement de la souris, l'habitude de la navigation hypertexte ou encore l'absence de crainte face à l'ordinateur restent insuffisants: le jeune en formation doit se mettre à développer des compétences complexes, exigeantes, voire systématiques. Il doit notamment apprendre à acquérir de l'information fiable, à la trier, à la hiérarchiser, bref: à exploiter les contenus qui circulent sur les réseaux informatiques sans pouvoir toujours se contenter de «bricoler» des solutions ad hoc

lorsque des obstacles apparaissent. C'est alors que la «norme SI», fortement axée sur les enjeux professionnels, peut susciter des sentiments d'exclusion sociale, liés à la dimension professionnelle du lien social.

### *Des personnes âgées (retraités)*

Les personnes âgées (ayant atteint l'âge de la retraite) que nous avons interrogées se trouvent dans une situation inverse à celle des jeunes adultes férus d'informatique. Peu habiles sur le clavier d'ordinateur ou avec la souris, mal à l'aise dans les labyrinthes de la structuration hypertexte des informations, apeurées à l'idée qu'elles risqueraient d'endommager l'ordinateur en commettant une erreur de clic, ces personnes n'ont plus guère de preuves à faire en matière professionnelle: pour elles, la préoccupation de l'emploi appartient au passé. En revanche, c'est fréquemment en fonction d'un sentiment plus ou moins explicite de marginalisation sociale que ces retraités décident de s'atteler à une formation TIC. La difficulté réside dès lors dans la relative adéquation des formations proposées. Certes de nombreuses modalités de formation destinées spécifiquement aux personnes âgées existent-elles. Mais même dans ce type de formations et à plus forte raison dans le cadre de formations non spécifiques les objectifs d'apprentissage, voire les modalités pédagogiques, ne sont que partiellement adaptés aux enjeux d'intégration qui motivent ces personnes âgées à suivre de tels cours: la mise en oeuvre, dans le cadre de la formation, de la «norme SI» dominante contribue insuffisamment au renforcement de la dimension proprement sociale du lien social auquel ces personnes aspirent.

### *Des personnes socioéconomiquement précarisées*

La problématique des personnes très précarisées (relativement illettrées, exclues de longue durée du monde du travail, et/ou toxico-dépendantes, etc.) est particulièrement complexe, et parfois paradoxale. Les enjeux d'intégration auxquels ces personnes sont confrontées sont multidimensionnels, les liens sociaux distendus qu'il s'agit de «réparer» relevant tant de la dimension sociale que de la dimension professionnelle du lien social. Les formations TIC proposées à ces personnes ont d'ailleurs fréquemment des ambitions relevant davantage de l'animation sociale que de la formation à proprement parler.

On pourrait dès lors supposer que l'orientation normative attachée aux cours TIC, très liée au monde du travail, est en décalage total avec les besoins primordiaux effectifs de ces personnes. Or nos enquêtes de terrain ont révélé que paradoxalement, un accès même extrêmement restreint aux ressources de la «SI» (savoir enclencher un ordinateur et exécuter quelques opérations simples) est, pour ces individus, une source d'estime de soi parfois très importante; ce qui contribue à restaurer la capacité d'interaction sociale des bénéficiaires. Peu importe, dès lors, si les perspectives d'employabilité restent du moins à court terme hors de portée: les effets en termes de renforcement du lien social

dans sa dimension proprement sociale sont loin d'être négligeables.

Dans un autre registre, les personnes au chômage qui sont amenées dans le cadre de mesures de lutte contre le chômage à suivre des cours d'informatique nous ont plus d'une fois fait part de leurs désillusions quant à l'utilité (professionnelle) potentielle de la formation qu'ils suivent; mais sans pour autant souhaiter interrompre les cours: la norme, dans ce registre du domaine professionnel et de ses exigences, paraît hors de portée; mais la volonté de s'y conformer autant que possible reste néanmoins présente. A l'instar du cas des personnes très précarisées, ces chômeurs (parfois de courte durée) ont clairement manifesté leur besoin d'accéder à une «conformité» au moins minimale.

### *Le cas des «exclus haut de gamme»*

Pour diverses raisons, un certain nombre d'individus parmi ceux bénéficiant d'un haut degré d'intégration sociale (insertion professionnelle valorisante, réseau intense de relations personnelles, etc.), choisissent de rester en retrait par rapport au monde des TIC. S'agissant de choix délibérés, assumés, voire revendiqués haut et fort (au nom p. ex. d'une forme de rébellion contre la «société technocratique»), ces individus ne souffrent pas au moins en apparence de leur auto-exclusion «numérique». Cette auto-exclusion peut même être perçue par ses auteurs comme un signe manifeste de bonne intégration sociale la «vraie» intégration sociale, directe plutôt que médiatisée par des technologies.

Les personnes en question ne se sentent donc évidemment pas confrontées à des enjeux d'intégration sociale dépendant de processus d'intégration «numérique». Elles n'ont bien sûr aucun intérêt non plus pour des formations dans ce domaine. Néanmoins, cela n'empêche vraisemblablement pas certaines d'entre elles de ressentir un certain malaise, lié au décalage entre d'une part leurs propres discours et pratiques, d'autre part les discours et pratiques de leurs connaissances (familles, amis, collègues) véhiculant la «norme SI», et brandissant en permanence les risques encourus en termes d'intégration sociale en relation tant avec la dimension professionnelle qu'avec la dimension sociale du lien social. Enfin et bien entendu, la plupart de ces exclusions volontaires sont en réalité d'ampleur variable, et sont même réversibles.

### *La règle et les multiples «exceptions»*

Pour la majorité des habitants du pays<sup>6</sup>, les risques de relative exclusion «numérique» ne se traduisent vraisemblablement pas automatiquement par des risques d'exclusion sociale majeure. Et si l'on fait momentanément abstraction de la dimension dynamique de la fracture numérique (nous y reviendrons ci-dessous), c'est essentiellement lorsque les problèmes liés aux TIC et à la «SI» sont «adossés» à d'autres problématiques qu'ils constituent des enjeux saillants en termes d'intégration sociale.<sup>7</sup> Si donc des liens peuvent être établis entre intégration/exclusion «numériques» et intégration/exclusion sociales, l'enjeu sociétal qui en

découle concerne davantage les très nombreuses «exceptions» c'est-à-dire les individus confrontés à d'autres problématiques sociales que celle de la seule exclusion numérique que la règle c'est-à-dire les personnes globalement bien intégrées socialement.

Si l'on veut pouvoir formuler des recommandations utiles, il faut donc s'intéresser à ces multiples exceptions. Là où, par exemple, les TIC ont une valeur instrumentale subsidiaire, mais constituent un «cheval de Troie» permettant d'accéder aux plus exclus la sociabilité associée à une formation constituant alors une valeur en soi. Ou lorsque les individus ne parviennent pas à endosser le rôle d'entrepreneur de leur propre intégration, rôle d'entrepreneur valorisé par la «norme SI». Ou encore pour les personnes indifférentes voire hostiles aux TIC, quel que soit leur degré d'intégration sociale.

### *La dimension dynamique de la fracture numérique*

Lorsque nous évoquons la dimension dynamique de la fracture numérique, nous nous référons à cette fracture non pas telle qu'elle se manifeste à un moment donné, entre ceux qui ont ou n'ont pas accès aux ressources TIC (dimension statique), mais à la fracture liée au processus permanent d'obsolescence des capacités de chacun à exploiter ces ressources TIC compte tenu de l'évolution rapide et constante des TIC. Or tout un chacun (hormis, dans une certaine mesure, les personnes disposant de compétences de niveau professionnel et, paradoxalement, celles n'ayant que des compétences minimales) est concerné par cette fracture dynamique.

Par conséquent, le développement de sentiments d'exclusion «numérique» et ses implications négatives pour les dimensions tant professionnelle que sociale du lien social voire également pour les autres dimensions du lien social constituent des enjeux clefs pour la plupart des individus et groupes sociaux, et doivent dès lors se traduire par des réflexions spécifiques, ainsi que par des actions et politiques à large spectre. Ces réflexions et interventions touchent peu à la question des compétences techniques dont les acteurs sociaux doivent pouvoir disposer pour accéder *hic et nunc* aux ressources TIC, mais bien davantage les compétences génériques et socioculturelles<sup>8</sup> nécessaires à chacun pour être en mesure de s'adapter plus ou moins étroitement et continûment aux évolutions technologiques.

Il faut encore ajouter ici que si le discours des autorités politico-administratives et économiques sur la fracture numérique et sur la nécessité de la combler contribue au renforcement de la «norme SI», il aborde cette fracture en termes purement statiques, ce qui masque la réalité des logiques dynamiques constitutive d'inégalités. Autrement dit, en parlant de la fracture numérique tout en oubliant les inégalités en train de se creuser, le discours sur la «SI» masque tout un pan de la problématique.

## **IV. TIC et appropriation territoriale, contiguïté et connivence**

Lorsque nous avons explicité le concept de lien social

(section 2), nous avons évoqué la dimension territoriale de ce lien. Qu'il s'agisse de liens faibles ou de liens forts, nous avons vu aussi que cette dimension territoriale peut se référer à des lieux (territoires aréolaires) ou à des réseaux (territoires réticulaires), ainsi qu'à des représentations ou à des pratiques, et qu'elle peut également se référer à des territorialités virtuelles (communautés virtuelles, c'est-à-dire ensembles d'internautes interagissant via des relations électroniques, dans des espaces virtuels délimités et faisant office de points de rencontre relativement stables dans un cyberspace dépourvu de centralité). L'une des questions qui se pose est alors celle de la nature des relations entre proximité spatiale et proximité sociale. Autrement dit: peut-il y avoir proximité sociale (lien social) via des interactions électroniques, «virtuelles»?<sup>9</sup>

Lors de nos travaux de terrain, aucun interlocuteur n'a évoqué la *création* via les TIC de relations amicales ou sociales. Peut-être cela est-il dû à la dimension aléatoire du choix de nos interlocuteurs; peut-être aussi est-ce lié au caractère relativement tabou de la recherche d'âmes sœurs via Internet. Quoi qu'il en soit, notre matériau empirique ne recèle que des exemples d'*entretien* de relations (personnelles ou familiales) par Internet, et qui concernent essentiellement des proches... résidant au loin: le courrier électronique est en premier lieu un moyen de comprimer la distance, de communiquer à un prix abordable; et la relation électronique ne représente alors qu'une facette, une dimension supplémentaire d'un lien social préexistant, lien généralement fort.

Pourtant d'autres travaux ont mis en évidence toute une gamme de pratiques d'essence purement virtuelle mais ayant des implications sociales, et conduisant notamment leurs auteurs à développer de nouveaux liens sociaux, le plus souvent sans qu'aucune manifestation spatialisée de ces liens voie jamais le jour. Il s'agit ainsi de formes de sociabilité articulées à un réseau technique, et où la proximité sociale peut se passer totalement de la proximité spatiale.

A l'inverse, les TIC (courriel, SMS) sont parfois utilisées comme moyens de créer des rencontres collectives spatialisées, comme lors de *Flash Mob*<sup>10</sup>, ou encore lors d'expériences consistant à matérialiser dans les rues un jeu informatique (voir Glassey et Pfister Giauque 2005 à paraître). Ces événements ludiques illustrent de quelle manière les TIC peuvent contribuer à donner un sens nouveau à la proximité spatiale et permettre des modes d'appropriation de l'espace originaux. On se trouve ici dans une situation inverse à celle qu'évoque l'idée de «globspécialisation» (Vodoz *et al.* 1998) selon laquelle les TIC concourent à la recherche d'affinités thématiques dans une logique a-territoriale.

Dans la même veine, un site Internet<sup>11</sup> notamment propose une série d'informations (services publics, associations, manifestations, offres commerciales) sélectionnées et organisées en fonction de leur proximité physique par rapport à l'utilisateur (qui doit indiquer le code postal de la localité à partir de laquelle il se positionne), ce qui place l'utilisateur au centre géographique des informations distillées. En outre, toujours à partir de ce site, l'utilisateur peut se connecter à des forums de discussions thématiques. En

croisant le critère des centres d'intérêt et le critère de la distance par rapport à lui-même, l'utilisateur peut alors définir de manière flexible le rapport souhaité entre centres d'intérêt et proximité spatiale, dans le but de trouver *dans son voisinage* des personnes ayant les mêmes affinités thématiques que lui.

Il est donc clair que les usages des TIC ne se limitent pas à renforcer des communications existantes, provoquer des rencontres ou coordonner des proximités: les TIC constituent également un moyen de création de territoires territoires (éphémères) à potentiel de proximité sociale notamment. Autrement dit, les TIC ne sont pas forcément des instruments de communication déterritorialisés; elles s'inscrivent également dans des réalités locales, à l'ancrage spatial desquelles elles peuvent contribuer.

Ces quelques réflexions, qui répétons-le sont essentiellement prospectives et n'ont pas pu faire l'objet d'apports empiriques dans le cadre de cette recherche, doivent surtout éveiller notre attention afin d'éviter les a priori trop fréquents quant aux recoupements entre logiques sociales et spatiales. Il s'agissait notamment de montrer que le lien social (même au moment de sa création) n'est pas toujours dépendant d'une proximité spatiale; et que dans certains cas de figure, les TIC peuvent même créer de la proximité sociale et spatiale pour des personnes certes «intégrées numériquement» (membres de communautés virtuelles), mais dont certaines peuvent parfaitement souffrir d'exclusion sociale.

Le terme français «proximité» étant ambigu, puisqu'il se réfère tant à des réalités spatiales qu'à des réalités relationnelles, il est capital de toujours bien identifier, conceptuellement, si l'on utilise ce terme au sens de contiguïté (proximité spatiale) ou de connivence (proximité relationnelle), comme l'explique bien J. Remy dans un article consacré à la culture de la mobilité et aux nouvelles formes de territorialité (Remy 2004).

## V. Conclusions

La problématique générale de l'intégration et de l'exclusion sociales est évidemment fort complexe. Cependant, en déclinant l'intégration sociale sous forme de quatre dimensions principales du lien social, nous avons pu analyser non seulement les états, mais surtout les *processus* d'intégration (ou d'exclusion) de manière relativement nuancée. Il en ressort clairement que du point de vue des personnes interviewées, deux dimensions du lien social (la dimension à proprement parler *sociale* ainsi que la dimension *professionnelle* du lien social) parmi les quatre identifiées ont une importance prépondérante, en relation avec les enjeux d'intégration au «monde des TIC»: la dimension territoriale (dans sa double composante aréolaire et réticulaire) ainsi que la dimension politique du lien social restent confinées à l'arrière-plan.

En termes d'intégration à la «société de l'information», nous avons été confrontés à une variété de situations: les enjeux et les problèmes ne sont évidemment pas identiques pour les jeunes *versus* pour les personnes âgées, ou pour les

personnes socioéconomiquement précarisées *versus* pour ceux que nous avons appelés les «exclus haut de gamme». Il faut toutefois mettre l'accent sur le problème de la fracture numérique *dynamique*: celle-ci touche autant voire davantage «le citoyen lambda» (celui qui a une pratique et une maîtrise «moyennes» des TIC), toujours mis sous pression pour la mise à jour de ses compétences TIC, que les personnes très précarisées<sup>12</sup> ou, à l'autre bout de l'échelle des compétences, les informaticiens chevronnés.

Finalement, il paraît clair que l'intégration «numérique» peut contribuer à l'intégration sociale des individus et inversement que l'exclusion «numérique» constitue un facteur d'exclusion sociale mais avec une ampleur et selon des modalités qui varient selon les cas de figures. Par ailleurs, la dimension dynamique de l'intégration «numérique», généralement peu prise en compte dans ce type d'analyse, joue un rôle prépondérant pour la plupart des individus. Les TIC sont donc, paradoxalement, à la fois un moyen d'intégration sociale de plus en plus incontournable et un risque permanent pour celle-ci.

En revanche, l'influence plus spécifique du facteur territorial dans les mécanismes liant intégration «numérique» et intégration sociale paraît mineure, du moins si l'on privilégie comme nous l'avons fait la dimension subjective de l'intégration.

Il n'en reste pas moins à la lumière des réflexions développées à la section 4 ci-dessus que les TIC peuvent contribuer à l'émergence de modes originaux d'appropriation de l'espace, et notamment à la création de territoires et de territorialités éphémères ou plus durables, ayant également des impacts significatifs sous l'angle de la proximité sociale.

### Notes:

1 Intitulé intégral du projet: «La fracture numérique: émergence, évolution, enjeux et perspectives». Il s'agit d'un projet financé principalement par le programme national de recherche n° 51 (PNR 51) du Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS), consacré à l'intégration et à l'exclusion sociales; et cofinancé par les cantons suisses de Neuchâtel et de Genève, ainsi que par les deux institutions de rattachement des chercheurs attelés à cette recherche: la Communauté d'études pour l'aménagement du territoire (C.E.A.T.) et l'Institut de logistique, économie et management (ILEMT), de l'École polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL).

2 Intitulé «Fracture numérique et intégration sociale», le rapport final de cette recherche peut être commandé à l'adresse [secretariat.ceat@epfl.ch](mailto:secretariat.ceat@epfl.ch) (voir aussi le site Internet <http://ceat.epfl.ch>). Le contenu de cette communication s'inspire largement des résultats consignés dans ce rapport final.

3 Il ne s'agit donc pas d'une approche statistique pouvant prétendre à une certaine représentativité, ce dont il faut naturellement tenir compte en examinant les résultats du projet.

4 Par «technologies numériques», nous entendons l'ensemble des technologies électroniques recourant à un système normalisé de codage des informations, sur le mode binaire «0/1».

5 Par intégration «numérique», nous entendons non seulement la capacité d'accès aux infrastructures TIC comme aux contenus qu'elles recèlent, mais aussi les sentiments d'intégration plus subjectifs que développent les individus en relation avec le «monde des TIC» et la «société de l'information».

6 Les habitants «normaux», c'est-à-dire ceux remplissant amplement les principales conditions de conformité à la «norme sociale dominante». Rappelons ici que notre recherche a été menée à l'échelle de la Suisse, mais que sa phase empirique a été limitée à quelque 80 entretiens.

7 Ce qui ne signifie nullement il faut le souligner que la fracture numérique n'est qu'un simple reflet d'autres fractures sociales!

8 Compétences génériques et socioculturelles applicables aux TIC, mais qui bien sûr requièrent un certain socle de savoirs élémentaires dont la «littératie» pour pouvoir être développées.

9 Par «virtuel», nous entendons «qui a force de réalité», et non pas «potentiel»: c'est le caractère «non physique», «non réel» d'une relation sur lequel nous mettons l'accent peu importe la probabilité de concrétisation «matérielle», «réelle» des relations virtuelles en question.

10 Sortes de foules instantanées, résultant de rendez-vous en un lieu et à un moment précis, diffusés par TIC et mobilisant toutes sortes d'usagers, sans autre but a priori que de susciter une rencontre éphémère.

11 <http://www.upmystreet.com>.

12 Nous avons constaté que subjectivement, les personnes très précarisées bénéficiant d'initiations aux TIC dans le cadre de mesures d'insertion sociale en retirent très vite un sentiment d'intégration sociale notable; comme si leur exclusion économique et sociale globale (et surtout leur exclusion de l'emploi) les protégeait des sentiments d'exclusion spécifiquement liés à la pression constante des mises à jour en termes de compétences TIC pression dont les personnes davantage intégrées socioéconomiquement souffrent bien plus fréquemment, et fortement.

## Bibliographie

FARRUGIA F., 1993, *La crise du lien social. Essai de sociologie critique*, Paris: L'Harmattan.

GLASSEY Olivier, PFISTER GIAUQUE Barbara, 2005 à paraître, «Liens numériques, lien social? Analyse des rapports entre innovations technologiques et dynamiques sociales», *Terminal*.

GODBOUT J., 1992, *L'esprit du don*, Montréal: Boréal.

GRANOVETTER M., 1982, «The Strength of Weak Ties. A Networktheory Revisited», in: MARSDEN and LIN (eds). *Social Structure and Network Analysis*, London: Sage Publications, pp. 105-129.

HABERMAS Jürgen, 1973, *Raison et légitimité. Problèmes de légitimation dans le capitalisme avancé*, Paris: Payot.

MARTUCCELLI D., 1999, *Sociologies de la modernité*, Paris: Gallimard (Folio).

MAUSS M., 1985 (1950), «Essai sur le don, forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques», in: *Sociologie et anthropologie*, Paris: Presses universitaires de France, pp. 145-279.

MEDA D., 1995, «La fin de la valeur 'travail'?», *Esprit*, no 8-9, août-septembre, pp. 75-93.

PIOLLE Xavier, 1990-1991, «Proximité géographique et lien social, de nouvelles formes de territorialité?», *L'Espace géographique*, no 4, pp. 349-358.

# Les mobilisations informationnelles dans le mouvement altermondialiste

Dominique Cardon  
Fabien Granjon  
Laboratoire UCE  
IRUTIC/LARES  
France Télécom R&D  
Université de Rennes 2  
dominique.cardon@wanadoo.fr  
fgranjon@club-internet.fr

Parmi les différentes revendications partagées par la galaxie altermondialiste, la critique de la globalisation des industries de l'information joue un double rôle dans la constitution en « mouvement » des multiples organisations et acteurs mobilisés. Elle apparaît d'abord comme une *cause transverse* partagée, bien qu'avec une importance très différente, par l'ensemble des groupes qui se reconnaissent aujourd'hui dans le mouvement altermondialiste. À leur manière, chacun d'eux adressent des reproches aux médias qu'ils rendent responsables de la mauvaise hiérarchisation des priorités de l'agenda public, de céder aux pressions des lobbys industriels, de reproduire sans réserve les discours dominants des gouvernants et des institutions internationales, de participer à la production d'une pensée unique et de marginaliser les propositions alternatives. Mais la critique de la globalisation des industries de l'information constitue aussi une *cause spécifique* pour un ensemble d'acteurs qui ont créé des mobilisations particulières autour des enjeux informationnels. Un tissu d'acteurs très hétérogène, médias alternatifs, *watchdogs*, associations de démocratisation de l'accès à l'information, groupes de pression visant à changer les modes de régulation de l'espace médiatique, universitaires spécialistes des questions de communication, collectifs de militants de l'Internet citoyen, hackers, etc., s'est retrouvé engagé sous des modalités multiples dans les activités du mouvement altermondialiste. On parlera de *militantisme informationnel* pour désigner ces mobilisations multiformes dont l'ambition est de mettre en oeuvre leurs propres dispositifs de production d'information et/ou de démocratiser les médias en agissant sur leurs messages, leurs pratiques, leurs organisations et le contexte réglementaire qui les régit dans le but d'encourager l'expression des citoyens et de favoriser une participation élargie à l'espace public<sup>1</sup>.

Structuré selon des règles d'assemblage originales de multiples réseaux pré-structurés autour de causes spécifiques (environnementalisme, développementalisme, féminisme, syndicalisme, No Vox, etc.), le mouvement altermondialiste est redevable d'une succession d'histoires sectorielles retraçant dans leur très grande diversité les multiples trajectoires des acteurs et des organisations qui le compose. Une approche généalogique apparaît dès lors utile à la compréhension des dynamiques récentes de ce « mouvement de mouvements » si prompt à valoriser la nouveauté et la rupture alors qu'il doit une part de sa vivacité à la recomposition

d'investissements et de trajectoires anciennes. Nous nous proposons, ici, d'explorer l'histoire et les réseaux d'acteurs de ce militantisme informationnel qui s'est constitué de façon spécifique autour de la critique des médias et d'initiatives visant à mettre en oeuvre des alternatives pratiques aux médias traditionnels. Nous porterons attention aux conditions dans lesquelles les mobilisations des divers réseaux qui ont fait de la communication et de l'information leur cause ont pu se constituer et les modalités de leurs articulations au mouvement altermondialiste. En effet, l'émergence de nouvelles composantes identitaires, thématiques, organisationnelles ou stratégiques au sein du mouvement altermondialiste ne prend réellement sens que dans l'analyse des bifurcations, des séparations et des réaménagements qui ont permis de reconstruire et de repositionner les revendications historiques du militantisme informationnel. Retracer la genèse de ces mobilisations permet ainsi de comprendre les conditions requises par l'investissement dans la nébuleuse altermondialiste et de pointer les tensions, anciennes ou nouvelles, qui le traversent.

## Critique anti-hégémonique et critique expressiviste : deux cadres d'action pour les mobilisations informationnelles

En dépit de la diversité des formes du militantisme informationnel, des changements socio-techniques qui l'ont accompagné et de la variété des contextes historiques et nationaux, on peut isoler deux modes de cadrage singulièrement différents offerts aux mobilisations informationnelles, différence qui se marque à la fois dans le type de critiques portées aux médias traditionnels et dans le type de contre-modèle qui leur est opposé<sup>2</sup>. Une première critique, dont *Le Monde diplomatique* est le représentant attitré en France, peut être appelée *anti-hégémonique*. Elle s'attache à mettre en lumière la fonction propagandiste des « appareils idéologiques de la globalisation » que sont les médias et appelle à la création d'un « contre-pouvoir critique ». Elle dénonce pêle-mêle l'inégale répartition des flux d'informations à l'échelle planétaire, l'hégémonie culturelle des médias occidentaux, l'allégeance des entreprises de presse au monde politico-économique, la clôture de l'espace journalistique sur ses enjeux professionnels, la recherche du profit et le sensationnalisme. Dans cette perspective, les journalistes reproduisent la pensée dominante par idéologie, par connivence ou par l'effet des contraintes qu'exercent sur eux les conditions de production de l'information. Dans tous les cas, c'est la structure de propriété des industries de l'information qui intervient, en dernière instance, comme la principale détermination des dérives journalistiques. Les questions de la vérité et de l'erreur, de la tromperie et de la cécité, des asymétries et des déformations dans la représentation du monde n'en sont que les conséquences. Aussi est-ce d'abord à travers des changements structurels dans la régulation des industries culturelles, un rééquilibrage des flux d'information



entre nations, un renforcement du secteur public de l'information et de la communication, une autonomisation par rapport aux pressions du marché et de l'audience que des alternatives sont formulées. La critique anti-hégémonique est très fortement influencée par les sciences sociales qui ont beaucoup contribué à lui donner armes et arguments. De sorte qu'il n'est pas surprenant que le contre-modèle d'information opposé aux connivences et au sensationnalisme des médias soit lui-même empreint des exigences du travail scientifique : référence au modèle de l'exactitude, distanciation maximum, temps long de l'investigation, rupture avec les formats courts et les formules, faible intégration du lecteur dans les préoccupations du rédacteur, etc. Le second cadre d'action collective appuie sa critique sur le refus de la clôture sur lui-même du cercle des producteurs d'information et de l'asymétrie entretenue par les médias traditionnels à l'égard de leurs lecteurs/(télé-)spectateurs. Cette critique, que l'on appellera *expressiviste*<sup>3</sup>, refuse l'accaparement de la parole par les professionnels, les porte-parole et

2. On reprend une partie du répertoire de critiques adressées aux journalistes qu'a mises à jour C. Lemieux (2000).

3. Dans des textes antérieurs (Cardon, Granjon, 2002) nous parlions de critique « perspectiviste » (plutôt qu'« expressiviste ») pour insister sur le fait qu'ici la question de la vérité (ou de la révélation d'une autre vérité) ne s'inscrivait pas dans l'horizon d'une possible objectivité, jugée impossible et peu désirable. La visée centrale de cette critique est d'assurer la diversité des points de vue rendue possible par l'élargissement du nombre des producteurs d'informations. Ce qui est ainsi valorisé c'est le processus plutôt que le résultat, dans une visée expressive cherchant à redistribuer et à généraliser la capacité

les experts. Elle propose moins de réformer les communications de masse et le journalisme professionnel que de libérer la parole individuelle et de promouvoir « des systèmes miniaturisés qui ouvrent la possibilité d'une appropriation collective des médias, qui donnent de réels moyens de communication, non seulement aux « larges masses », mais également aux minorités, aux marginaux, aux groupes déviants de toute nature », comme l'écrit Félix Guattari (1977 : 367) qui fut un promoteur influent de ce cadre d'engagement où l'on s'inquiète moins de l'objectivité que de l'affirmation des

subjectivités. La critique expressiviste remet en cause le principe de passivité du récepteur qui est sous-jacent dans la critique anti-hégémonique. Elle s'attache principalement à défendre et à promouvoir les droits du locuteur : faire de l'information à la première personne, refuser la coupure entre le dire et le faire, multiplier le nombre d'émetteurs, faire proliférer les foyers d'émission. Face aux tendances monopolistiques qui s'exercent dans l'espace public, la critique expressiviste revendique donc l'instauration de dispositifs de prises de parole ouverts. Elle milite pour l'affranchissement à l'égard des contraintes imposées par les formats médiatiques qui tendent à privilégier l'expression des locuteurs capables d'en honorer les exigences sociales et culturelles et à écarter ceux qui, ne possédant pas les compétences et les qualités requises, ne peuvent les satisfaire. Si bien que l'alternative visée par cette critique est « un remaniement du pouvoir mass-médiatique qui écrase la subjectivité contemporaine et une entrée vers une ère post-média consistant en une réappropriation individuelle et collective et un usage interactif des machines d'information, de communication, d'intelligence, d'art et de culture » (Guattari, 1990).

Comme les deux faces d'une même pièce, ces deux horizons critiques proposés comme cadre à l'engagement des acteurs des mobilisations informationnelles constituent une clé de lecture de l'histoire complexe des médias alternatifs qui pointent dans l'une ou l'autre de ces directions<sup>4</sup> : soit s'attaquer au pouvoir des médias dominants en proposant d'en changer radicalement le fonctionnement ou de concevoir d'autres médias plus indépendants, pluralistes, objectifs et honnêtes, soit déplacer la lutte vers les personnes pour faire émerger des dispositifs d'expression dans lesquelles elles maîtriseront elles-mêmes les instruments de représentation et de symbolisation de leurs conditions, affirmant là un pouvoir dont les médias centraux les auraient dépossédé. Il reste cependant, que de l'intérieur même, chacun de ces deux cadres peut-être approprié, thématiqué et instrumenté de façon très différentes selon le sens donné à la lutte anti-hégémonique et à l'affirmation expressive par les mobilisations informationnelles. Aussi, pour faire la généalogie même très succincte et incomplète des mobilisations informationnelles, est-il nécessaire de reconstituer les trajectoires de transformation de ces deux cadres d'engagement en identifiant les acteurs, les répertoires d'action, les dispositifs de communication et les conceptions du rôle des

sciences sociales ont exercé sur la critique des médias et sur la construction d'alternatives tout au long de ce parcours. En effet, universitaires, chercheurs, essayistes ne cessent d'être présents dans les mobilisations informationnelles et d'y jouer un rôle souvent décisif. Il n'est d'ailleurs qu'à observer les enjeux de qualifications qui entourent les « médias alternatifs » pour se rendre compte de l'importance du rôle joué par les analystes sur leur positionnement sur l'un ou l'autre versant de la critique des médias. Successivement désignées sous le terme de médias « alternatifs » (Atton, 2002), « citoyen » pour les acteurs sociaux d'accéder aux ressources de symbolisation et de représentation du monde social.

4. On ne prétend cependant aucunement dans ce texte retracer avec exactitude l'histoire, complexe et dépendante des contextes nationaux, des médias alternatifs. Cette reconstitution partielle s'appuie sur une partie de l'abondante (bien qu'éparse, monographique et inégale) littérature sur le sujet dans le but de dégager des éléments d'interprétation des différentes trajectoires des acteurs de la mobilisation informationnelle et de la manière dont le cadre et le répertoire de leurs actions se sont transformés selon les conjonctures socio-politiques. Par ailleurs, nous avons pris le parti de puiser nos exemples dans des contextes nationaux différents au risque de ne pas prêter suffisamment d'attention aux contextes locaux et aux problèmes de dés/ajustement et de dé/synchronisation internationale des expériences relatées. Les ouvrages les plus complets sur la question sont : Atton (2002), Downing (2001) et Rodriguez (2001).

(Rodriguez, 2001), « communautaire » ou « radical » (Downing, 2001), les alternatives aux médias dominants n'ont jamais stabilisé le vocabulaire permettant de les désigner. Chaque dénomination renvoie à des manières différentes d'interpréter leurs pratiques en regard de configurations sociales et intellectuelles particulières. Cette indécision, qui est aussi un enjeu de lutte interprétative, constitue un outil de compréhension de la dynamique proprement historique de transformation de cet ensemble de pratiques sociales. Nous souhaitons montrer que les variations dans la définition des cadres d'engagement dans les médias alternatifs permettent de saisir la manière dont ils se sont articulés avec le mouvement altermondialiste. La participation à ce dernier suppose en effet qu'un travail d'« alignement de cadre » particulier soit opéré pour tirer partie des ressources qu'il offre aux multiples mobilisations qui se rattachent à lui. A fin de simplification, nous suivrons les trajectoires des

critiques anti-hégémonique et expressiviste dans deux périodes différentes, les années 70-80 et la seconde moitié des années 90, avant d'observer leurs articulations avec le mouvement altermondialiste. Lors de ces deux périodes, les mobilisations informationnelles ont pris des formes très différentes et ont de ce fait donné des expressions différentes aux critiques anti-hégémonique et expressiviste. Nous souhaitons montrer que les transformations internes de chaque cadre, ainsi que les articulations entre cadres, permettent de comprendre le très grand éclatement actuel des enjeux et des répertoires d'action de ces mobilisations au sein du mouvement altermondialisation. En effet, si le cadre d'interprétation développé par la critique anti-hégémonique n'a pas connu de modifications substantielles sur toute la période, ses porte-parole ont en revanche prêté attention à des enjeux différents : l'inégalité des flux d'information au niveau international dans les années 70 et le pouvoir des médias dans les années 90. De son côté, la critique expressiviste a été largement remaniée ces dix dernières années, passant d'une revendication participative et communautaire à une forme individualiste, affirmative et radicale d'expression libre. Dans cette nouvelle configuration, elle occupe désormais un rôle central au sein du mouvement altermondialiste dont elle épouse les traits les plus remarquables. Or la logique des transformations internes de ces deux cadres a rendu beaucoup plus difficile leur articulation à la fin des années 90 qu'elle ne l'était dans les années 70. Ce relatif désalignement des cadres d'engagement des mobilisations informationnelles rend d'autant plus sensible la question des dispositifs de coalition qui ont été construits à l'intérieur du mouvement altermondialiste pour essayer de construire une plateforme d'action collective susceptible de préserver les différences identitaires de ces multiples composantes.

### **La première vague des mobilisations informationnelles**

Même s'il est bien évidemment possible de lui trouver des « origines » plus lointaines, on s'accorde habituellement à considérer que les formes actuelles de militantisme informationnel ont pris corps dans les années soixante-dix. Décennie durant laquelle on assiste à un développement important des médias transfrontières et à l'émergence de débats sur les médias de masse et l'internationalisation de la communication. La critique anti-hégémonique a joué un rôle décisif dans la formulation de ces débats et les acteurs qui y ont pris part pour la plupart des universitaires, des experts d'organisations internationales et des responsables d'entreprises de presse - ont encouragé des alternatives pratiques à travers la constitution d'agences internationales d'information dans les pays du sud destinées à les aider à retrouver une souveraineté dans la production de leur information. C'est donc avant tout autour de questions internationales que s'est construite la dénonciation de l'hégémonie culturelle des grands groupes d'informations occidentaux. S'incarnant de



son côté dans le développement de médias « militants », « communautaires » ou « citoyens », la critique expressiviste a connu dans les années soixante-dix et quatre-vingt un très large développement en affirmant la vocation locale, participative et revendicative de médias de proximité pris en charge par les citoyens. La configuration prise par les mobilisations informationnelles durant cette période se caractérise donc par deux modes d'actions très différents que les acteurs s'attacheront cependant à articuler : le développement de stratégies d'influence au sein des Institutions internationales et l'encouragement, à travers les partis, les églises, les syndicats, les autorités locales, d'initiatives visant au développement de médias alternatifs.

### **Autodétermination culturelle et autonomie médiatique : le NOMIC**

Les mobilisations contemporaines de la critique des médias prennent leur essor dans les débats qu'ouvre à Alger, en 1973, la quatrième conférence des chefs d'État ou de gouvernements des pays non-alignés. Lors de cette conférence est entérinée le principe d'un nouvel ordre économique international qui est adopté, quelques mois plus tard, par l'Assemblée générale des Nations Unies et considéré par l'Unesco (l'Organisation des Nations unies pour l'Education, la Science et la Culture), lors de sa conférence générale de 1974, comme un élément central des politiques de développement des pays du tiers-monde. Dans le programme d'action pour la coopération économique, les pays non-alignés participant à la Conférence d'Alger se sont retrouvés sur les questions ayant trait à l'information et à la communication. Ce programme sous-tend notamment que les pays en voie de développement se concerteraient dans le domaine des communications de masse afin de réorganiser les circuits de communication hérités de leur passé colonial et favoriser les échanges entre eux (Lerosier-Granjon, 1998). Bien que l'Unesco est, depuis quelques années déjà, à l'initiative de nombreuses réunions et conférences traitant des problèmes liés aux politiques et à la planification des communications en régime de « colonialisme culturel », les revendications portées par les pays non-alignés apparaissent comme relativement inédites.

Le monopole inhérent aux grands systèmes mondiaux de l'information y est jugé sans ménagement et la domination des agences de presses occidentales considérée comme incompatible avec l'exigence d'une information indépendante. Ainsi, en 1976, le symposium de Tunis ainsi que la cinquantième conférence des pays non-alignés qui se tient à Colombo introduit la nécessité de « décoloniser l'information » et d'établir un nouvel ordre international de l'information et de la communication car « les moyens d'information et de communication jouent un rôle d'une extrême importance dans la lutte commune pour la libération et le développement, l'affirmation

de l'indépendance politique et économique et la création de nouvelles assises pour l'établissement de relations internationales plus équitables » (Pavlic, Hamelink, 1985 : 18). Les conférences internationales font donc florès. Tant en opposition au dogme libéral nord-américain du *Free flow of information* qu'aux thèses de la *souveraineté nationale* chères au bloc soviétique et troublant le jeu d'une géopolitique bipolaire, les pays du tiers-monde vont principalement s'appuyer sur la dénonciation de *l'impérialisme culturel* qu'ils subissent et qu'Herbert Schiller définit comme « l'ensemble des processus par lesquels une société est introduite au sein du système moderne mondial et la manière dont sa couche dirigeante est amenée, par la fascination, la pression, la force ou la corruption, à modeler les institutions sociales pour qu'elles correspondent aux valeurs et aux structures du centre dominant du système ou à s'en faire le promoteur » (Schiller, 1976 : 9, in Mattelart, 1992 : 216). Ils plaident ainsi pour que les conditions d'une autodétermination culturelle et d'une autonomie médiatique soient réunies à l'échelle internationale. Ils souhaitent avoir une réelle emprise sur les flux d'information qui partent ou arrivent sur leur territoire et aspirent à contrôler leurs propres représentations à destination des pays du Nord ainsi qu'à maîtriser les contenus diffusés dans les pays du Sud.

### *Des agences de presse anti-hégémonique*

La réponse principale apportée à l'impérialisme culturel se concrétisera par de nouvelles formes de collaboration entre pays du Sud, passant en particulier par la création d'agences de presse nationales ou de pool d'agences régionales. Avec la création d'Inter Press Service (agence de presse coopérative Tupper, 1977) à la fin des années soixante, l'Amérique latine avait montré l'exemple d'un projet coopératif international ambitieux (IPS se développera également en Europe et au Moyen-Orient). En 1975, l'agence de presse yougoslave Tanjug, annonce ainsi la création d'un pool regroupant onze agences de presse du tiers-monde ; en 1977, c'est la PANA, agence panafricaine d'information, qui voit le jour ; en 1979, c'est au tour d'ASIN (Action de Systèmes Informatifs Nationaux) de naître en Amérique latine.... Parallèlement, le rapport de la commission internationale d'étude des problèmes de la communication mise en place par l'Unesco est achevé en décembre 1979, après trois années de travail d'un groupe de réflexion international, et remis par son président, l'Irlandais Sean MacBride (fondateur d'Amnesty International, prix Nobel et Lénine de la paix) en 1980. Ce rapport qui constitue la pierre de touche d'une critique vigoureuse de l'inégalité structurelle dans l'accès et la production de l'information entre les pays du premier et du troisième monde est présenté

au cours de la même année, à la vingt-et-unième session de la conférence générale de l'Unesco, à Belgrade, et publié sous le titre *Voix multiples, un seul monde* (Unesco, 1980). Y est bien évidemment soulignée la domination des grandes agences d'informations occidentales (AP, UPI, Reuters, etc.) ainsi que la situation monopolistique des entreprises de communication transnationales, coupables d'organiser une circulation des flux d'information et des contenus audiovisuels sur un modèle unidirectionnel conduisant à l'uniformisation et à l'appauvrissement culturels. Le rapport MacBride réaffirme ainsi l'importance d'un *Nouvel Ordre Mondial de l'Information et de la Communication* (NOMIC), considéré comme un élément indissociable à l'instauration d'un nouvel ordre économique international et à l'harmonisation des échanges commerciaux à l'échelle du monde. L'Unesco adopte en 1980, lors de sa conférence générale à Belgrade, le Programme International pour le Développement de la Communication (PIDC) dont l'objectif est l'instauration du NOMIC. Au service exclusif du renforcement des moyens de communication de masse dans les pays en développement, le PIDC vise principalement à accroître la coopération et l'assistance en faveur des infrastructures de communication, réduire l'écart entre les pays dans le domaine de la communication et aider à la formation professionnelle. Héritier du rapport MacBride, son but est d'aider les pays en développement à surmonter les disparités et les rapports de dépendance, à identifier les besoins prioritaires en communication et à élaborer leurs programmes de développement. Bien que l'idée même d'un nouvel ordre mondial de l'information et de la communication sera définitivement abandonné en 1989 (Sparks, Roach, 1990), (laissant la place à un programme de la « communication au service du développement »), le cadre du PIDC aura néanmoins permis la création de plusieurs agences de presse nationales et régionales telles que Alasei (Amérique latine), Cana (Caraïbes), Wanad (Afrique occidentale), Canad (Afrique centrale) et Seanad (Afrique australe). Plusieurs radios communautaires et journaux ruraux seront également créés ainsi que des centres de formation, censés favoriser la liberté et l'indépendance d'une expression médiatique libérée des contraintes du « colonialisme informationnel ».

À la fin des années 90, ce premier âge du militantisme informationnel est en crise. La critique du monopole de l'information exprimée à travers le rapport MacBride est disqualifiée et n'a plus de relais au sein des instances internationales. La publication même du rapport a mis l'Unesco en difficulté conduisant au départ des États-Unis puis de l'Angleterre de cette instance internationale. La critique anti-hégémonique va perdre son influence avec le tournant néo-libéral marqué par la dérégulation des secteurs de l'audiovisuel et des télécoms au milieu des années quatre-vingt. Par ailleurs, les agences de presse indépendantes initiées dans la foulée du rapport MacBride, même si elles engagent un travail

important de renouvellement des sources d'informations ne parviennent pas à s'imposer dans un contexte de concentration des grandes agences d'information mondiale.

Ce qui fait dire à Roberto Savio, fondateur d'IPS, que « le véritable problème ne se pose pas en termes de transferts quantitatifs de capacités informationnelles du Nord au Sud. Il consiste plutôt à créer des nouveaux flux d'information avec des contenus, des protagonistes, des priorités et des nécessités absentes du flux actuel. Dans le même ordre d'idées, ce n'est pas précisément dans le contexte Nord/Sud que les différents groupes qui constituent le tissu social syndicats, institutions académiques, coopératives, organisations de base et communautés populaires doivent se situer pour produire l'information que les canaux existants ne leur fournissent pas » (Savio, 1982: 40, in Mattelart, Delcourt, Mattelart, 1984: 23).

## Médias communautaires et émancipation médiatique

Porté par les gouvernements des pays non-alignés, des professionnels de l'information et des chercheurs en sciences de la communication le militantisme informationnel des années soixante-dix ne se résume pourtant pas seulement à la critique anti-hégémonique revendiquant la redistribution géopolitique du pouvoir en matière de communication et la création de dispositifs susceptibles d'entrer en concurrence avec les *corporate media* occidentaux. Il s'incarne également dans un ensemble variées d'initiatives promouvant des *médias communautaires* dont les prétentions ne relèvent pas au premier chef d'une problématique de la dépendance culturelle mais tiennent davantage à la construction d'une émancipation médiatique nécessaire à la mobilisation et à la conduite de luttes spécifiques, le plus souvent à un niveau local. Ce courant qui se rattache à la *critique expressiviste*, a pris forme dès les années soixante, notamment à travers le développement de premières formes « militantes » de médias alternatifs qui s'incarnant dans les radios donnant une voix aux révolutions et aux luttes de libération nationales (e.g. Radio Rebelde, La Voix des arabes, etc. Mattelart, 1996 : 61-62). Mais la croissance des médias militants et communautaires<sup>5</sup> (s'ancrant dans des communautés de métiers, paysanne ou ouvrières, ou s'appuyant sur des structures militantes locales) se réalise pleinement dans les années soixante-dix et trouve dans les dispositifs radiophoniques son support privilégié. L'échec des stratégies d'influence politico-institutionnelles conduites par les experts de l'Unesco et des universitaires spécialistes du développement et de la communication va conduire une partie de acteurs qui s'était engagée dans les débats préparatoires au rapport MacBride à rechercher ailleurs la conception

d'alternatives à l'hégémonie des grands médias et à encourager le développement de ces médias communautaires. « Ce n'est pas dans les couloirs du pouvoir que le nouvel ordre sera forgé, mais dans des petites expériences dans lesquelles les travailleurs et les paysans s'efforceront de définir de nouvelles façons de communiquer leurs idées et leurs expériences les uns aux autres » concluent C. Spark et C. Roach dans un numéro de *Media, Culture & Society* intitulé « Adieu au NOMIC ? » (1980 : 280). Le débat sur les médias, l'information et la communication ne va plus seulement convoquer des macro-acteurs (institutions internationales, réseaux d'échanges internationaux, commissions d'experts) et des problématiques de régulations Nord-Sud, mais va se déplacer vers des collectifs de dimension réduite dont l'objectif est de faire exister une communication plus démocratique en phase avec des objectifs d'émancipation sociale à un niveau local ou national. C'est une toute autre manière d'appréhender la question des dispositifs de production médiatique et des formes culturelles populaires qui est alors revendiquée. Les médias communautaires ne se posent pas directement en concurrence avec les « machines à endoctriner » et les « appendices du pouvoir » de l'espace médiatique international, ils ne cherchent pas simplement à contrôler l'information les concernant, mais souhaitent plutôt donner sens à la relation qui existe entre les formes de l'action collective caractéristiques de leurs mouvements de lutte et leur volonté de participer à la définition des débats. Les critiques anti-hégémonique et expressiviste entretiennent alors un rapport de complémentarité qui favorise ce déplacement d'un type de mobilisation vers un autre. Si les institutions internationales et nationales ne sont pas en mesure d'apporter le soutien à un rééquilibrage des flux d'information, ce sont alors aux populations, définies à travers leur appartenance locales, sociales, culturelle ou politique de construire leur propre média. De façon significative une partie du débat intellectuel dans les sciences de l'information et de la communication se déplace alors. Les auteurs qui vont s'engager le plus fortement dans le soutien et l'analyse de ces expériences délaissent d'ailleurs les termes de « média alternatif » (qu'ils jugent trop polarisé par une fascination mimétique avec les médias dominants) pour parler de « média participatif » ou « citoyen » (*citizen media*) (Rodriguez, 2001).

### *Le modèle participatif*

Les médias communautaires qui se généralisent à travers le monde dans les années soixante-dix et quatre-vingt sont d'une extrême hétérogénéité. On ne peut faire ici un recensement exhaustif<sup>6</sup> d'expériences qui recouvrent aussi bien les radios et de télévisions indigènes

(Australie, Canada, Etats-Unis, Nouvelle Zélande, etc.), les médias qui ont été portés de l'intérieur de luttes nationales ou sociales (comme radio Lorraine Coeur d'acier et de très nombreuses initiatives latino-américaines), les expériences communautaires assises sur des ancrages territoriaux (comme les radios et télé de quartiers italiennes ou le canal de télévision barcelonais laissés à disposition des associations de la ville), les stations de radio dédiées à des communautés spécifiques (musicales, philosophiques, idéologiques ou religieuses) ou encore aux revendications des nouveaux mouvement sociaux (comme les radios anti-nucléaires), etc. En dépit de leur diversité, ces médias partagent un projet commun qui peut être qualifié de « participatif » : rapprocher émetteur et récepteur, faire de la participation un acte collectif, parler avec les codes culturels et linguistiques du public, refuser l'influence commerciale, établir un rapport d'égalité et de proximité entre producteur, journaliste et audience, insérer les personnes aux différents niveaux du processus de production de l'information et de la diffusion par des canaux alternatifs, instaurer un rapport non ritualisé et transparent au dispositif médiatique, etc. Si elle conteste l'hégémonie des médias centraux, cette forme de la critique expressiviste n'oriente pas ses revendications vers le pouvoir central, mais insiste prioritairement sur réappropriation par les acteurs des outils de représentations du monde. Ces médias « participatifs » ou « citoyens » ne sont cependant pas indépendants des organisations qui les supportent. Ils sont d'abord souvent étroitement liés à des groupes syndicaux ou politiques. Les militants de Teleanalisis, au milieu des années soixante-dix, filmaient la résistance quotidienne des chiliens au régime de Pinochet et assuraient la redistribution des cassettes VHS dupliqués sur des magnétoscopes à travers le circuit des syndicats, des églises et des groupes de résistances qui multipliaient les copies. TV Viva à Recife et TV Maxambomba à Rio procédaient de la même manière en diffusant des vidéos traitant de problèmes sociaux dans des lieux publics afin de stimuler la discussion sur les questions de marginalité sociale, de prostitution, du travail des enfants ou de la violence de rue (Gumucio Dagron, 2001a). Les médias communautaires des années soixante-dix se construisent ainsi à la charnière de groupes syndicaux, religieux ou politiques et de communautés culturelles souvent dans des contextes de gouvernements autoritaires ou de dictatures. Le syndicat des mineurs boliviens la Federación Sindical de Trabajadores Mineros de Bolivia anime par exemple, depuis la fin des années 40, la radio des mineurs d'étain qui a joué un rôle politique majeur dans l'histoire du pays. C'est aussi l'église catholique qui joue un rôle important dans la mise en place de radios autour des communautés

indiennes en Amérique latine, mais aussi au Philippines ou en Tanzanie. Enfin, ce sont des ONG nationales ou internationales préoccupées par les questions de développement local ou de santé qui encouragent et financent certaines expériences médiatiques communautaires dans les années quatre-vingt.

Influencée par l'école de Francfort, la critique développée par les tenants du NOMIC dénonce en premier lieu l'impérialisme médiatique occidental et l'hégémonie que les pays du Nord exercent aux dépens de ceux du Sud par le biais de leurs industries culturelles. Les tenants des médias alternatifs entreprendront pour leur part de théoriser la communication médiatique sur des bases de dialogue et de participation communautaire. S'inspirant de la théologie de la libération de Paulo Freire, les travaux de Beltrán fonde par exemple un modèle de « communication horizontale » qui fait du dialogue (opposé au monologue des médias traditionnels) la prémisses d'une prise de conscience émancipatrice. Dans son étude sur les radios des mineurs boliviens, Robert Huesca (1995) insiste ainsi sur les formes de communication qui doivent être engagées pour favoriser les prises de parole des femmes d'origine populaire : être dans leur quartier, les rencontrer en groupe, mettre les hommes à l'écart, être subjectif et parler dans leur sens pour co-construire de façon subjective une forme de communication. Bien loin du reporter neutre et distancié, l'animatrice doit se défaire de son autorité statutaire afin de créer les conditions d'un dialogue compréhensif. La question posée par les médias communautaires n'est donc pas de constituer des acteurs politiques homogènes, des agendas d'action rationnels, des mobilisations organisées, mais plutôt de façon éclatée, de multiplier des expériences sans systématisation. S'appuyant sur les travaux de Chantal Mouffe sur la démocratie radicale, Clemencia Rodriguez (2001) insiste, par exemple, sur les actes de résistance quotidiens aux formes de domination symbolique qui se réalisent à travers les médias citoyens. De son point de vue, médiatiser activement le monde de la vie quotidienne, c'est rendre du pouvoir aux individus et en faire des « citoyens ».

### *Des limites au développement des médias communautaires*

Le développement des médias communautaires, qui s'est opéré dans des contextes et avec une importance différente selon les pays dans les années 80, va connaître un certain tassement à la fin de la décennie sans pour autant s'interrompre. Les possibilités de déploiement sous forme de médias radio et télévisuelle sont singulièrement restreintes par les régulateurs nationaux qui ne réservent qu'une place marginale à ces fréquences si bien que les initiatives alternatives, lorsqu'elles réussissent, se trouvent souvent contraintes à entrer dans des logiques commerciales si elles veulent élargir leur sphère d'influence. De sorte que, si telle était son ambition, le mouvement des médias alternatifs n'a jamais concurrencé sérieusement les médias traditionnels. Plus fondamentalement, ces

projets d'information alternative ont aussi rencontré des difficultés du fait de contradictions internes à leur projet initial. L'abondante littérature sur les expériences des médias alternatifs de cette période a permis de mettre à jour un ensemble varié de contraintes et de difficultés qui sont souvent venues contrecarrer les projets les plus enthousiastes. Les premières sont d'ordre politique. Nombreux dans l'Amérique latine des années soixante-dix et quatre-vingt, les médias politiques dissidents, soumis à la censure, se trouvent obligés d'utiliser de canaux de diffusion clandestins que la répression policière empêche de pérenniser. Mais les médias populaires nés dans la dissidence et reconnus après l'avènement d'un nouveau pouvoir révolutionnaire perdent aussi souvent leur vocation et sont soumis à un nouvel encadrement bureaucratique. C'est le cas par exemple de l'expérience des correspondants populaires d'origines paysannes de la radio *El Machete* qui ont progressivement été enrôlés par le FSLN pour faire de la propagande contre les contras (Rodriguez, 2001).

Le second type de contraintes est relatif au projet même de ces médias indépendants. Ainsi, les expériences communautaires se sont parfois abîmées par amateurisme ou par une fascination trop grande pour les enjeux technologiques du développement de leur média. Par exemple, les centres de vidéoproduction amateurs australiens qui accordaient plus d'importance au processus de production qu'au contenu se sont souvent arrêtés assez vite et n'ont pas été en mesure de financer les investissements réalisés (Fist, Fist, 1984). Parfois très distants des médias professionnels, ne disposant pas de moyens de diffusion réguliers et sans soutien institutionnel ou associatif, les médias alternatifs sont obligés de redonner régulièrement un sens et un projet à leur activité pour éviter qu'elle ne s'essouffle. Ancrés localement, les médias alternatifs rencontrent aussi des difficultés pour honorer les exigences de démocratisation qu'ils se sont donnés et notamment celle d'être véritablement un média aux mains des milieux populaires. Par exemple, la radio libre belge *La vie Quotidienne* qui cherche à donner la parole aux ouvriers afin qu'à travers des récits de vie se constitue et s'entretienne une mémoire populaire devient très vite une opération historiographique dans laquelle les historiens adoptent une position distante et hautaine à l'égard des personnes qu'ils interviewaient et ceux qui prennent le plus la parole dans les dispositifs interactifs des radios libres appartiennent plus souvent aux classes moyennes ou supérieures qu'au classe populaire (Cheval 1992).

Troisième type de contraintes, enfin, les initiatives alternatives qui rencontrent le succès se sont trouvées soumises à des processus de professionnalisation et de commercialisation qui se font généralement aux dépens des fondateurs. Dans les expériences des télé locales

suisse, les autorités locales ont progressivement exclu les associations, demandé la suppression des programmes amateurs jugés de trop mauvaise qualité et réservé l'antenne aux professionnels (Beroud, 1981). Les transformations de la ligne éditoriale ont souvent été le fait d'entreprises commerciales qui se sont peu à peu emparées des initiatives alternatives les plus rentables, comme le réseau des radios en espagnol initiés par les communautés latinos aux Etats-Unis qui ont été transformée en radio commerciale lorsqu'est apparu l'importance du marché que ces initiatives avait fait émergé (Rodriguez, 2001 : 129-147). De la même façon, l'intense créativité des radios libre françaises a été progressivement domestiqué, notamment par l'introduction de l'autorisation de diffusion de messages publicitaires ouvrant la voie à des radios commerciales (Miller, 1992).

Après l'abandon du NOMIC par l'Unesco, à la fin des années 80, certains acteurs de la critique anti-hégémonique (MacBride Round Table on Communication, Agencia Latinoamericana de Información ALAI, etc.) transformeront quelque peu le socle de leurs revendications, afin de passer alliance avec les réseaux nationaux et continentaux de médias communautaires (Association Mondiale des Artisans des Radios Communautaires AMARC, Association mondiale de communication chrétienne WACC, Videoazimut video network, Association for Progressive Communication APC, etc.). Rassemblés au sein de coordinations transnationales fédératrices, ils réorganisent leurs mobilisations, non plus comme l'orientait le rapport MacBride, à partir des notions d'inégalité des flux et d'impérialisme culturel mais plutôt à partir du « droit à communiquer », « entendu comme un droit social fondamental dont les deux principes sont "l'accès" et la "participation". (...) On passe ainsi d'une période de "résistance diffuse" par la création de médias alternatifs isolés et repliés sur le local à une "résistance concertée" qui consiste en l'intégration de ces premiers foyers de résistance au niveau national, puis régional ou continental... » (Ambrosi, 1999 : 103-105). C'est sur le modèle de ce type de coalitions plus consensuelles, vestiges actualisés des premiers temps de la critique des médias, que se formera par exemple le réseau Voices 217 ou la récente campagne Communication Rights in the Information Society (CRIS) qui relanceront la question des mobilisations informationnelles sous l'angle de la nécessité de régulations internationales (cf. *infra*).

## Les mobilisations informationnelles à l'heure d'Internet

Les ressources offertes à la conception d'alternatives médiatiques se transforment sensiblement avec l'émergence premiers réseaux télématiques<sup>8</sup> et surtout d'Internet comme support d'échange et de communication. Si cette rupture technologique ne saurait expliquer en elle-même la relance d'une deuxième vague de mobilisation des médias alternatifs dans les années 90, il est incontestable qu'elle présente des propriétés particulièrement adaptées aux

projets du militantisme informationnel transnational : allègement des contraintes éditoriales, réduction drastique des coûts de diffusion, modèle de communication *many to many* (par opposition au modèle *one to many* des médias traditionnel), facilités de production coopérative et ouverture d'un espace de participation élargie permettant une plus grande interactivité et une interchangeabilité des rôles de producteur et de récepteur de l'information. On comprend aisément que les militants informationnels aient pu trouver très tôt dans le réseau des réseaux un espace particulièrement adapté à la construction de mobilisations internationales (Salter, 2003). Les ressources de l'Internet ont été mobilisées à la fois comme un support de coordination (Granjon, 2001), un moyen d'information simple et peu onéreux et un mode d'action à travers le nouveau répertoire d'action du cyber-activisme (Costanza-Chok, 2003). Mais plus encore, les productions informatiques sur l'Internet vont faire l'objet d'un travail de politisation tel que le mode de coopération entre développeurs de logiciels libres apparaît à beaucoup de ces militants comme un véritable contre-modèle de société susceptible d'ouvrir de nouvelles propositions d'émancipation culturelle et politique. A cet égard, le déplacement des médias alternatifs vers l'Internet qui s'est généralisé ces dernières années sans pour autant que les autres médias, notamment la radio et la vidéo, ne soient abandonnées - ne constitue pas simplement un changement de l'infrastructure technique et du média de communication mais a aussi permis à certains acteurs du militantisme informationnel de redéfinir assez profondément le sens de leur lutte<sup>9</sup>.

## Le « retour » de la critique anti-hégémonique : les *watchdogs*

À la charnière des années soixante-dix et quatre-vingt, les partis de gauche des démocraties occidentales étaient souvent porteurs de projets politiques visant à réguler la concentration des médias et à exercer un contrôle public sur le développement des industries de l'information. Au final, les partis sociaux-démocrates abandonneront généralement leurs exigences programmatiques et participeront à la dérégulation du secteur de l'audiovisuel. Aussi, à l'instar des héritiers de la cause du NOMIC, la critique anti-hégémonique s'est-elle considérablement essoufflée. De fait, il faudra attendre le milieu des années quatre-vingt-dix pour assister au renouveau d'un certain militantisme informationnel qui sera pour l'essentiel relayé par les gauches radicales, écologistes et les associations de téléspectateurs. Cependant, la critique anti-hégémonique se porte désormais sur la conduite des médias nationaux plus que les inégalités internationales dans l'accès à l'information. Robert

McChesney et John Nichols (2002) montrent qu'aux États-Unis un changement de conjoncture s'est réalisé au milieu des années quatre-vingt-dix avec le développement d'une multitude d'initiatives « citoyennes » formulées par des associations locales, des journalistes dissidents et le tissu des nouveaux collectifs organisés autour de la dénonciation de la consommation, des marques et du commerce équitable (Johnston, 2002). Alors que dans les années quatre-vingt, ils s'agissait d'éduquer le public à adopter une distance critique à l'égard des médias, dans les années quatre-vingt-dix, surtout après le tournant du Telecommunication Act de 1996 qui allège les contrôles réglementaires et renforce les phénomènes de concentration, on observe une multiplication des initiatives portées par des associations d'utilisateurs (comme les collectifs People for Better Television et Commercial Alert qui promeut une campagne contre la commercialisation de la culture), par des journalistes « progressistes » lançant des magazines adoptant une posture critique à l'égard des médias traditionnels (*The Nation*, *The Progressive*, *In These Times*, *Z Magazine*), par des praticiens et des observateurs des médias alternatifs créant des espaces de rencontres et de confrontation d'expériences (Media and Democracy, Reclaim the Media Conference, Our Media, not Theirs) et par des universitaires qui réinvestissent la question de la critique du pouvoir des médias en produisant une abondante littérature sur les biais d'information et la concentration du secteur. Plus en lien avec la sociologie du journalisme qu'avec les sciences de l'information et de la communication, leurs travaux portent désormais moins sur les échanges internationaux que sur les pratiques et les effets nationaux du travail de production de l'information.

Parmi les différentes techniques de mobilisation déployées par la critique anti-hégémonique, celle qui enregistre le plus de succès dans la seconde partie des années quatre-vingt-dix est le développement de collectifs organisant une surveillance des médias centraux (*watchdogs*)<sup>10</sup>. Fondé en 1986, Fairness & Accuracy in Reporting (FAIR) est le premier et le plus visible de ces observatoires dans l'espace médiatique américain<sup>11</sup>. Porté par un groupe de journalistes, de syndicalistes des entreprises de presse et d'activistes, il pose sur le travail quotidien des grands réseaux d'information un regard critique démasquant les biais, traquant les connivences entre journalistes et gouvernants, moquant les renvois d'ascenseur de la critique littéraire, dénombrant les influences des *think tanks* libéraux, assurant la comptabilité des interventions des universitaires et des intellectuels dans les médias et relevant (notamment au moyen de techniques de comptage développées par la sociologie du journalisme américaine) les déformations dans la couverture des événements sociaux.

En France, une mobilisation relativement similaire s'est engagée au milieu des années 90, avec les collectifs Raisons d'agir, Acrimed et Pour Lire Pas Lu (PLPL), prolongeant, transformant et radicalisant la critique systémique des médias entretenue de longue date par *Le Monde diplomatique*. Le renouveau de ce titre de presse dans la même période, son sauvetage financier assuré par une donation privée en 1996, la croissance très forte de son lectorat et la position particulière qu'occupe le journal dans la fondation du mouvement Attac constitue autant de témoignages du renforcement des thèses anti-hégémoniques dans la foulée du mouvement social de 1995. Les succès d'éditions des ouvrages de Pierre Bourdieu (1996), Serge Halimi (1997) ou Ignacio Ramonet (2001) marquent aussi de façon significative l'émergence d'un important marché pour les thèses anti-hégémoniques qui s'est d'abord structuré autour des critiques de la couverture médiatique de la guerre du golfe de 1991 avant de s'élargir en relayant les critiques à l'égard des effets de dépossession exercés par la clôture de l'espace journalistique. En étroite correspondance avec sa base sociale composée de journalistes (occupant souvent des positions marginales ou dissidentes), d'universitaires engagés (occupant eux aussi des positions souvent hétérodoxes dans leur univers), le travail exercé par les *watchdogs* permet une articulation entre critique interne du travail journalistique et critique externe du pouvoir médiatique. Les analyses produites par ces sites contre-experts pointent d'abord les manquements à la déontologie du journalisme : unilatéralisme dans les sources, trace de jugement de valeur, déformation des propos, sensationnalisme, etc. (Lemieux, 2000). Ils renvoient ainsi vers la profession journalistique ses propres exigences déontologiques réassurant ainsi les principes d'impartialité et d'objectivité qui participent de l'autonomisation et de la profession journalistique.

Dans la plupart des observatoires des médias, ce sont des sociologues, des enseignants des écoles de communication et de journalisme qui occupent une place primordiale fournissant à la critique ses théories de la domination et de l'hégémonie culturelle, prêtant ses indicateurs de multipositionnalité et ses techniques d'objectivation. Aux États-Unis par exemple c'est le Département de sociologie de l'Université de Sonoma qui, à travers le groupe Project Censored, publie depuis 1994 un ouvrage annuel sur les 25 événements que les médias n'ont pas couverts échouant ainsi dans leur mission « d'apporter au public les informations dont il a besoin pour prendre les bonnes décisions dans leur vie et dans leur vote »<sup>12</sup>. Les écrits et la personne de Noam Chomsky jouissent par ailleurs, dans ces réseaux, d'une très forte influence. En dénonçant, de façon

virulente les manipulations dont se rendent coupables les grands réseaux américains d'information, il a pu apparaître comme le premier des critiques de l'ordre médiatique américain. De façon significative, Noam Chomsky est aussi devenu une des figures les plus emblématiques des Forums Sociaux Mondiaux (FSM), rassemblant (après Lula) les plus larges foules lors de sa conférence au troisième forum de Porto Alegre, en 2003. Avec Attac dont les médias sont aussi un axe de prédilection, il a contribué à donner forme à certaines thématiques des forums sociaux mondiaux. Il s'agit toujours de dénoncer la « marchandisation de la culture et de l'information », « l'homogénéisation de la pensée », le « dogmatisme intellectuel », la « normalisation de l'imaginable », « l'empoisonnement des consciences » ou encore le « nouveau colonialisme symbolique ». Lors du dernier FSM, la création d'un « agenda social de la communication » a été réclamé à maintes reprises, préparant le lancement public de l'Observatoire international des médias (Media Watch Global MWG) par *Le Monde diplomatique* et IPS. Constitué sur le modèle de ce qui a déjà été mis en place aux États-Unis, au Brésil ou au Venezuela, l'objectif du MWG est de construire un réseau d'observatoires nationaux de surveillance des médias structuré autour de trois types de participants : des professionnels, des universitaires et des représentants du public.

## Critique expressiviste et média-activisme

La forme d'activisme médiatique qui, partant des États-Unis, a connu depuis Seattle un très rapide développement international, suit une trajectoire différente et mobilise d'autres ressources intellectuelles, technologiques et politiques que les *watchdogs* polarisés par la critique du pouvoir des médias et des conséquences de la désinformation des citoyens.

Bien que reprenant à leur compte les critiques adressées aux médias centraux, les acteurs qui vont donner le jour au média-activisme dont le principal représentant est le très actif réseau des Indymedia, conçoivent d'abord leur engagement informationnel comme une forme directe et immédiate d'affirmation publique. Ils dénoncent dans un même mouvement l'objectivité illusoire des professionnels de l'information ainsi que la parole autoritaire des élites militantes des groupes d'extrême-gauche qui représentent à leurs yeux deux modalités différentes de confiscation de la parole. Leurs critiques portent ainsi sur le caractère centralisateur, conformiste, autoritaire et oppressif des médias centraux, en regard desquels ils proposent des espaces de diffusion alternatifs auto-organisés, souples, libérés *a priori* de toute censure et permettant de donner une tribune à la *multitude* des acteurs collectifs et individuels qui dessine les contours fuyants du mouvement altermondialiste. Cette inspiration

libertaire et ce souci de l'ancrage dans les communautés d'expérience des mouvements en lutte prend sa source dans la tradition des médias alternatifs en réanimant notamment l'ambition de constituer un média *perspectiviste*, préférant la polyphonie des subjectivités à l'objectivité des experts, redistribuant à tous le droit à la parole et travaillant à l'effacement de la frontière entre producteurs d'informations bénévoles (militants, témoins) et professionnels (journalistes, experts). Pourtant, même s'il en hérite directement et si certains de ses promoteurs en sont directement issus, les différences sont sensibles entre le courant historique des médias alternatifs et sa recomposition sous l'étiquette du « média-activisme » dans la seconde partie des années 90. Les modes d'organisations et les ressources politiques ne sont pas les mêmes. Alors que les médias communautaires étaient pour la plupart nés de la rencontre de groupes organisés (parti, syndicat, église<sup>13</sup>) avec des communautés locales, le média-activisme ne s'appuie pas sur des structures organisationnelles très identifiables. Ses promoteurs ne sont pas issus des métiers de l'information ni n'ont de contacts réguliers avec les journalistes professionnels. Ils se montrent méfiants à l'égard des subventions versés par les institutions et les fondations qui, aux États-Unis, ont largement soutenu les développements des médias communautaires et des *watchdog*. Surtout, le média-activisme construit une figure individualisée du militant informationnel, et ne cesse de travailler à le détacher des catégories d'appartenances territoriales, sociales ou politiques qui étaient reconnues positivement dans l'idéologie participationniste des médias alternatifs. La valorisation exacerbée des différents états du sujet (son corps, sa subjectivité, son autonomie) qui est faite dans ces milieux témoigne du processus d'individualisation qui s'opère dans les cultures politiques d'extrême-gauche pour y incorporer des traits, par ailleurs largement recomposés, de la tradition anarchiste. *Vidéo-activisme et radicalisation politique*

Pendant les années quatre-vingt-dix, la contre-culture américaine s'est ancrée sur des terrains de luttes spécifiques (anti-guerre, chômage, précarité, immigration clandestine, toxicomanie, etc.) à travers un ensemble de mobilisations conduites par des groupes urbains, composés de jeunes militants souvent dotés de ressources sociales et culturelles importantes<sup>14</sup>. L'alliance nouée entre groupes politiques radicaux et populations exclues et marginalisées constituera un terrain de mobilisation fertile, dans lequel une place importante est faite aux outils de communication et, tout particulièrement, à la vidéo (Rinaldo, 2000) et à sa diffusion sur des réseaux publics câblés ou satellitaires (Halleck, 2002). Les réseaux américains de médias communautaires, toujours très actifs, s'y investissent avec une vigueur renouvelée en développant notamment des pratiques assez systématiques de capture vidéo des actions politiques qu'ils diffusent ensuite dans les réseaux militants. Fondée en 1981, le réseau new-yorkais Paper Tiger TV a diffusé plus de 400 programmes sur les chaînes réservées aux communautés sur le réseau câblé de

Manhattan. Soutenu financièrement par des fondations et par l'appel à souscription auprès des téléspectateurs, le collectif de journalistes, d'activistes et d'artistes qui en assurent le fonctionnement multiplie les rencontres avec son public qu'il invite à participer à ses décisions stratégiques et aux choix de programmation. Depuis le début des années quatre-vingt-dix, Deep Dish TV coordonne les différentes chaînes communautaires états-uniennes au moyen du satellite. Elle offre une programmation thématique en rassemblant différents reportages réalisés par les groupes locaux sur les questions d'accès à la santé, de sida, d'environnement, de prisons ou sur les protestations contre la guerre du golfe de 1991 (Stein, 2001). De son côté, l'émission radiophonique Democracy Now ! qu'anime Amy Goodman constitue un programme quotidien d'information alternative diffusé sur le satellite (Halleck, 2003). Plusieurs films réalisés par ces collectifs de vidéastes militants vont connaître une grande notoriété au sein de la contre-culture américaine. Ils portent sur les « gangs » new yorkais, les luttes zapatistes au Chiapas (« Zapatista », « Storm from the Mountain ») ou sur le mouvement des piqueteros argentins. Partie prenante des missions civiles en territoire palestiniens, ils organisent également des caravanes de l'information sur les différentes mobilisations en Amérique du sud et répondent à l'appel du sous commandant Marcos pour constituer des réseaux de protection civile et d'information sur la répression des indiens du Chiapas<sup>15</sup>. En rencontrant d'autres réseaux de vidéastes appartenant à une nouvelle génération plus jeunes, comme Big Noise Films, et les collectifs anarchistes réunis au sein du Direct Action Network ou de Reclaim the Street, ce sont ces groupes d'activistes vidéo qui donneront naissance au réseau Indymedia lors du contre sommet de Seattle de novembre 1999<sup>16</sup> (Halleck, 2002 : 415-431. Cf. *infra*).

### *Les média tactiques*

Parallèlement à ce renouveau de l'activisme médiatique américain, en Europe principalement mais aussi en Australie et en Inde, se développe au début des années quatre-vingt-dix un mouvement porté par des théoriciens de l'esthétique et du design visant à créer des « médias tactiques » (*tactical media*) à partir des nouvelles ressources offertes par l'informatique de réseau. Il s'agit d'occuper une position originale sur les « frontières troubles entre l'art, les technologies, les médias et le politique » (Garcia, Lovink, 2002a). En empruntant à Michel de Certeau le terme de « tactique » pour l'opposer à celui de « stratégie » (renvoyé vers les médias anti-hégémoniques et contre-experts préoccupés d'exercer une influence réformatrice sur les médias traditionnels), ce mouvement développe une esthétique de la fuite, du contournement et du

détour dont le texte d'Hackim Bey (1997) sur les « zones d'autonomie temporaire » (TAZ) est l'emblème. Même si elle n'en résume pas la diversité foisonnante, la mouvance qui se réunit aux Pays-bas, tous les trois ans, lors des conférences « Next 5 Minutes » en constitue la meilleure expression<sup>17</sup>. Initiée en 1993 à Amsterdam par un groupe d'artistes, de critiques d'art et de designers européens, mais aussi de militants issus des samizdats dissidents des pays de l'est, ces rencontres se présentent comme des lieux d'expérimentations de nouvelles formes de vie sur le réseau engageant des rapports étroits entre l'expression des subjectivités et les technologies vidéo et informatique.

Le mouvement s'appuie sur un réseau très large de théoriciens des médias qui s'est construit au croisement des théories esthétiques et des informaticiens engagés dans le mouvement du logiciel libre<sup>18</sup>. La plupart de ses membres partagent leurs activités intellectuelles, souvent universitaires, avec des engagements dans les médias et les communautés alternatives. Ce courant des médias tactique va très rapidement avoir des ramifications internationales multiples et variées. Aux Etats-Unis, ce sont le Critical Art Ensemble (2001 ; 2002) et l'Electronic Disturbance Theater qui développent une conception de la lutte dans l'espace digital à la manière d'une guérilla urbaine. « Né du dégoût de l'idéologie » (Garcia, Lovink, 2002b, p. 78), les médias tactiques refusent le conflit et les stratégies de lutte pour le pouvoir. Ils font l'éloge de la mobilité, de l'hybridation et de la désertion de la scène politique. Ce désengagement des espaces politique et médiatique traditionnels, qui reproduit en cela les ressorts de l'autonomie artistique, est redoublé par un refus express de la recherche de la vérité et de l'objectivité. « Les médias tactiques ne se contentent pas de rendre compte des événements ; n'étant jamais impartiaux, ils y prennent toujours part, et c'est cela, plus que toute autre chose, qui les distingue des médias dominants » (Garcia, Lovink, 2002a, p. 73). Ils héritent donc du mouvement des médias alternatif, mais « sans le label de contre-culture et les certitudes idéologiques des précédentes décades » (Lovink, 1993 : 254). L'ancrage politique des médias tactiques apparaît dès lors beaucoup moins stable et assuré qu'il ne pouvait l'être dans la mobilisation communautaire autour des médias participatifs dans les années soixante-dix et quatre-vingt. Témoinant du processus d'individualisation



des engagements, ils se proposent même de participer à toute sorte d'expériences qui peuvent aider à brouiller les catégories traditionnelles et montrer l'encastrement entre le marché, le militantisme et le monde de l'art.

Adeptes de l'hybridation et des identités instables, préférant les processus aux productions, refusant les engagements politiques structurés et les étiquetages artistiques, les tenants de cette forme de radicalité esthétique vont « politiser » leurs activités au contact du monde des hackers. Là est sans doute leur contribution décisive à la formation du milieu de cyber-activistes de l'information qui va se cristalliser à Seattle. En effet, souvent closes autour de leurs propres intérêts, les communautés de développeurs de logiciels libres entretiennent un rapport généralement distant et critique à l'égard des autres univers sociaux. Ainsi le monde de l'open source échappe-t-il assez largement à une interrogation sur l'activisme militant de ses membres (Moody, 2001). Cependant, une fraction de développeurs de logiciels « libres », notamment celle qui se retrouve dans les revendications de la Free Software Foundation de Richard Stallman, s'est très nettement impliquée dans les activités de lobbying auprès des pouvoirs publics, autour des questions de brevetabilité et de propriété intellectuelle, mais aussi dans des mobilisations à vocation plus générale, souvent au côté des mouvements internationaux de critique du néolibéralisme. Cette fraction « politisée » du monde du logiciel libre se présente comme une contre-culture militante et radicale dans laquelle se mêlent exercice de virtuosité technique, guérilla digitale contre les institutions<sup>19</sup> et modes de production collective du logiciel organisée sous un format réticulaire. L'univers du logiciel libre reformule ainsi le cadre d'action collective *expressiviste* et propose, en acte, un modèle de participation étendue dans lequel les utilisateurs sont aussi des développeurs qui participent à la production collective d'un bien commun : le logiciel. Les formes d'échanges développées avec succès dans l'univers du logiciel libre ont donné corps à une forme de vie qui va intéresser les générations de jeunes militants à plusieurs titres : parce qu'il constitue un modèle effectif de coopération, parce qu'il instaure un principe de propriété collective opposable aux logiques d'enclosure propriétaires du marché (Microsoft incarnant dans cet univers l'ennemi le plus dangereux), parce que, enfin, il invite chaque personne à être « proposante » et active dans la production du logiciel mais aussi de toute une série d'autres biens que ces militants souhaitent faire passer dans un « univers libre » afin de résister à leur marchandisation. Un des lieux de cristallisation et de rencontre de ces différents univers (techno, informatique, artistes, activistes) sont les *hacklabs* (Blicero, 2001), lieux d'expérimentation qui réunissent en Espagne ou en Italie hackers et militants radicaux des Centres sociaux. Cette alliance entre développeurs et activistes, tous jeunes, passionnés et en recherche de modèle de subversion a trouvé facilement à se nouer dans les différents lieux de la contre-culture (squatts, concerts, séances de démos informatiques,

salles de presse indépendantes) qui accompagnent désormais, dans ses marges, les mobilisations du mouvement altermondialiste (e.g. le MétalloMédialab de la Maison des métaux lors FSE de Paris Saint-Denis, le Centre des médias indépendants à Gène ou l'Usine à Genève pendant le contre-sommet G8-illégal)<sup>20</sup>.

### *Le réseau Indymedia*

Le réseau Indymedia (Independent Media Centre IMC) qui a été fondé lors des manifestations de la « bataille de Seattle » (1999) constitue la structure média-activiste la plus originale et la plus populaire du mouvement altermondialiste. Sa naissance s'appuie, d'une part, sur l'intégration horizontale des différents acteurs des médias alternatifs américains et, d'autre part, sur la mise en place de procédures organisationnelles favorisant la coopération et l'horizontalité (Downing, 2003). Quelque temps avant la rencontre de l'OMC, les collectifs de vidéastes militants de Free Speech TV, Paper Tiger TV, Deep Dish TV, Big Noise Films, Whispered Media, etc. étaient alors très fortement engagés dans la mobilisation contre la condamnation à mort du journaliste afro-américain Mumia Abu Jamal. Ayant à faire face à des impératifs de concertation et de coordination pour éviter que l'état de Pennsylvanie ne prononce l'arrêt d'exécution, les militants avaient organisé des points de rencontres physiques pour partager les tactes et les vidéos conçus par les différents comités. En prévision des manifestations de Seattle, ils avaient songé à créer un site web pour partager ces documents et leurs informations. Celui-ci devait permettre de poster du texte mais aussi des vidéos et des enregistrements sonores<sup>21</sup>.

À Seattle, le site d'Indymedia permit de mettre en partage les textes et les vidéos des manifestants, permettant ainsi au mouvement de produire ses propres représentations. Le succès de l'initiative dépassera largement toutes les attentes et donnera naissance à l'infrastructure du réseau Indymedia. En partie inspirée par l'activité médiatique des zapatistes, le réseau Indymedia n'entre pas dans une logique « alternative » de contestation de l'hégémonie des médias mais cherche directement à mettre les médias au service de la mobilisation (Kidd, 2003). Comme le réseau de radios féministes FIRE qui l'a précédé sur des bases identiques, le réseau des IMC s'est constitué de façon internationale en endossant une posture d'autonomie par rapport aux enjeux posés par les médias traditionnels. Mais la création d'Indymedia se distingue surtout par la mise en place d'un mode d'organisation qui marque une différence sensible par rapport aux formes historiques développées par les médias communautaires (Downing, 2001). Les quelques 120 collectifs Indymedia répartis sur les cinq continents fonctionnent sur une base auto-organisée et décentralisée. La principale caractéristique de ces médias est de soutenir le principe de la publication ouverte

(*open publishing*) permettant à l'ensemble des individus qui le désirent de publier en ligne, quasi-instantanément et en différentes langues, tout type de documents (textes, sons, images fixes ou animées). La plupart du temps, appliquant un principe de stricte transparence, les animateurs se refusent à exercer un contrôle éditorial. Le modèle de fonctionnement des média-activistes tente autant que possible de promouvoir une structure collaborative minimisant les relations d'autorité.

Se défiant des procédures de délégation, de représentation et de vote, ils s'en remettent au principe du consensus. À la différence de la critique développée dans les médias contre-experts qui emprunte plutôt les formes habituelles de la dénonciation (les persécuteurs sont les multinationales, les États et les organisations internationales OMC, FMI, Banque mondiale, etc. ; les victimes sont principalement les paysans et les travailleurs), les sites média-activistes appuient plutôt une dénonciation des forces de répression de l'État (police et armée) en prenant la défense des sans-parts (sans droit, sans logement, sans papier, sans emploi, etc.) (Cardon, Granjon, 2002). Les pratiques informationnelles sont en elles-mêmes des formes de mobilisation et les stratégies de publication qu'ils mettent en oeuvre sont destinées à couvrir et à politiser « la répression des événements » (Fiske, 1992) en s'attachant particulièrement à filmer et photographier les piquets de grève, les manifestations « dures » et les répressions policières.

### **L'éclatement des mobilisations informationnelles au sein du mouvement altermondialiste**

Délimiter le périmètre des mobilisations informationnelles qui se sont investies dans les différentes activités de la galaxie altermondialiste est une tâche difficilement justifiable tant il apparaît difficile de statuer sur les frontières exactes du mouvement et sur le sens donné à l'attribution du label « altermondialiste ». Aussi voudrait-on, dans cette partie conclusive, simplement pointer la diversité des manières dont les seuls réseaux et acteurs dont nous venons de retracer pour partie l'histoire se sont positionnés à l'intérieur ou à l'extérieur du mouvement. L'extrême plasticité des modalités d'inscription dans le mouvement altermondialiste ne rend pas inintelligible la diversité de leurs trajectoires d'entrée. En effet, les attitudes adoptées, les répertoires d'action mobilisés, les comportements à l'égard des autres composantes du mouvement et les interactions entre les différents segments des mobilisations informationnelles sont pour une large part déterminés par les cadres d'engagements et les trajectoires que nous venons de reconstituer. Comme en témoigne le graphe ci-joint l'éclatement des points de contact des mobilisations informationnelles avec le mouvement altermondialiste apparaît de façon sensible. Alors que les acteurs de la critique *anti-hégémonique* se sont intégrés dans les

espaces de débats des forums sociaux ou coordonnent leurs actions pour représenter la « société civile » dans le processus onusien du Sommet mondial pour la société de l'information (SMSI), les réseaux *expressivistes* des médias activistes et des médias tactiques restent en marge des forums sociaux et se retrouvent en revanche au coeur des mobilisations (manifestation, squatt, actions de désobéissance, etc.). Cette opposition entre des répertoires d'action orientés vers la parole ou vers l'action témoigne bien de la diversité des configurations sociales et idéologiques respectives des réseaux que nous avons suivis jusqu'ici. Elle apparaît avec d'autant plus d'évidence lors des grands rendez-vous altermondialistes où les acteurs des mobilisations informationnelles ne se rencontrent guère dans des cadres communs, ne se reconnaissent pas derrière une identité collective et ne s'identifient que faiblement comme parties prenantes d'un espace relationnel (Melucci, 1996). Cet éclatement montre, si besoin était, que le dispositif des forums sociaux ne redéfinit que marginalement les orientations des acteurs en les obligeant à réorganiser leur logique d'action au contact des autres réseaux<sup>22</sup>. Alors que la génération des années soixante-dix avait, au moins partiellement, su partager un répertoire d'action commun à travers la création des agences internationales d'informations alternatives et les réseaux internationaux de médias communautaires, il n'en va pas de même aujourd'hui. La reformulation d'un répertoire d'action commun susceptible d'agréger les intérêts des différents réseaux (l'Internationale des *watchdogs* proposée par le Media Global Watch et la campagne CRIS pour le SMSI) est encore en gestation et n'a pas, loin s'en faut, su convaincre l'ensemble des réseaux. Il est en effet difficile d'agréger des acteurs dont les intérêts et les cadres d'actions, sans être toujours contradictoires ce qu'ils sont cependant parfois fortement -, se sont construits en référence à des horizons différents. Il faut alors interroger le type de ressources et de contraintes que la participation aux rassemblements altermondialistes est susceptible d'offrir aux mobilisations informationnelles.

On peut dégager au moins trois types de contradictions différentes dans le processus de coordination des mobilisations informationnelles, chacune d'elle renvoyant vers des questions propres à la dynamique du mouvement altermondialiste : comment faire entendre la critique anti-hégémonique au sein d'un mouvement hyper-médiatisé ? Comment décrire la base sociale et le projet politique de la nébuleuse média-activiste ? Les mobilisations informationnelles doivent-elles participer au processus de négociation mis en place par les Institutions internationales (ONU, UIT) à l'occasion du Sommet mondial sur la société de l'information ?

## Les stratégies de médiation du mouvement altermondialiste

Le premier point de tension entre les mobilisations informationnelles réside dans l'absence de contact, si ce n'est la méfiance et l'hostilité, entre les acteurs de la critique anti-hégémonique et ceux du médiactivisme. Pour des raisons historiques, les acteurs de la critique anti-hégémonique, sont fortement intégrés au sein de l'espace central de débats des Forums sociaux mondiaux et européens<sup>23</sup>. Lors des séances plénières, ils occupent la tribune et imposent leurs thèmes, sans accorder beaucoup de place aux représentants des médias activistes. De fait, les représentants des médias alternatifs dans les débats des forums sociaux sont plutôt les fédérations de médias locaux et communautaires « traditionnels » que le tissu de nouveaux médias engagés dans la critique expressiviste. Tout se passe comme si les tenants de la critique anti-hégémonique poursuivaient au sein du mouvement altermondialiste le type de dialogue qu'ils avaient tissé dans le prolongement des débats du NOMIC avec les médias militants et communautaires<sup>24</sup>. De sorte qu'ils leur est difficile de saisir l'animation désordonnée qui règne au sein de l'univers de l'*open publishing*. Ils se montrent d'ailleurs parfois très critiques à l'égard des postulats « naïfs » des médias-activistes, leur croyance en la possibilité d'une participation ouverte, leur relativisme et de leur fascination pour les technologies de l'Internet (Halimi, 2000). Les relations entre ces deux univers semblent fait de méconnaissance et d'incompréhension mutuelle. Cette difficulté se trouve en quelque sorte au cœur d'un des paradoxes de l'action collective exprimée par la théorie de la mobilisation des ressources. En effet, on peut considérer qu'en luttant pour la démocratisation des médias, en instaurant des observatoires vérifiant l'honnêteté de la couverture des mouvements altermondialistes, en exigeant des médias traditionnels une plus grande ouverture vers ces causes nouvelles, complexes et souvent souterraines, les acteurs de la critique anti-hégémonique « abaissent les coûts de mobilisation » pour les autres réseaux d'acteurs du mouvement altermondialiste, qui peuvent ainsi en bénéficier (Carroll, Hackett, 2003). Cependant cet effet vertueux se trouve en partie inhibé. Compte tenu de la rareté des ressources à leur disposition, les autres réseaux du mouvement altermondialiste peuvent se sentir déchargés d'avoir à porter par eux-mêmes les exigences de la critique anti-hégémonique alors qu'ils bénéficient de ces effets. Or plus ils obtiennent de reconnaissance publique et un accès aisé aux grands médias, moins ils ont de raisons de soutenir et d'encourager une critique vigoureuse et radicale des médias dominants.

Cette question est aujourd'hui au centre des

relations que la critique anti-hégémonique « française » - entretient avec le mouvement altermondialiste. Celle-ci n'ayant cessé de rappeler à l'ordre les acteurs les plus en vue du mouvement altermondialiste en leur reprochant leur médiatisation, en dénonçant l'attrait des médias pour le « nouveau » et « l'anecdotique », et en s'indignant de la marchandisation de la contestation. De façon significative, lors du FSE 2003, l'intervention de Serge Halimi (2003) de PLPL ne portait pas sur la couverture du forum par les médias mais sur les risques que courait le mouvement en se compromettant avec les médias<sup>25</sup>. L'exercice de cette vigilance critique élément de réflexivité sans doute indispensable à la préservation des intérêts coalisés par le mouvement altermondialiste heurte de plein fouet le développement des stratégies d'intéressement des médias développés par de nombreux acteurs du mouvement altermondialiste. Ceux-ci ont en effet créés des services de communication efficaces usant de recettes éprouvées, jusque dans la théâtralisation de la contestation<sup>26</sup>. Aussi, une position « radicale » dans la relation aux médias s'entendrait-elles sans doute mieux si elle s'accompagnait d'un encouragement actif au développement des médias alternatifs, et notamment vers ceux qui s'expriment dans le média-activisme, encouragements que les réseaux anti-hégémoniques, principalement composés d'universitaires, d'essayistes et de journalistes, ne concèdent qu'avec parcimonie aux médias activistes. Endossant cette fois une posture radicale, ceux-ci proposent de réaliser effectivement un « contre espace-public » en se déconnectant de

25. Cette ligne d'attaque est développée de façon récurrente par PLPL et par la revue *Agone* (Halimi, Rimbart, 2002). Elle a aussi été formulée dans un texte du Groupe Médias d'ATTAC (2002) qui a suscité un profond débat au sein de l'organisation. Le texte demande une sorte de moratoire sur la participation des membres de l'association aux médias ou plutôt elle enjoint aux « contestataires [...] lorsqu'ils parlent dans les médias » de ne pas « se taire sur les médias ni se plier à la mise en scène que ces médias réclament ». De sorte que « l'une des conditions élémentaires à la participation à des émissions ou tribunes offertes par un grand média pourrait être l'inclusion dans son exposé d'un élément de critique des médias dominants, par exemple de la censure qu'ils opèrent lorsqu'une information vient compromettre la réputation de leurs propriétaires, actionnaires ou ami influent mise en examen, condamnation pour plagiat, etc. »

26. On peut se référer sur cette question au très

astucieux *how to do* de Jason Salzman (2003) qui décline les différentes techniques de production d'images médiatisables pour les campagnes des ONG. l'espace médiatique traditionnel. Ainsi, les libertaires du Village anticapitaliste, alternatif et antiguerre (VAAAG) lors du contre-sommet du G8 à Annemasse de juin 2003 refusaient l'entrée aux journalistes de télévision, mais avaient, en revanche réservé une place centrale dans le village à l'ensemble des médias alternatifs développée dans la mouvance anarchiste (salle de presse Indymedia, radios, presses anarchistes, etc.) Même si elle apparaît souvent au devant de la scène, la tension que génère le débat sur le rapport aux médias centraux à l'intérieur du mouvement altermondialiste reste cependant très largement démentie par les pratiques informationnelles développées par un nombre très important d'acteurs du mouvement. En effet, les logiques d'engagement avec les médias empruntent plutôt des figures de compromis qui s'attachent à réagencer des éléments de la critique anti-hégémonique et de la critique expressiviste. C'est le cas tout particulièrement d'organisations développant des publications sur Internet permettant de rendre publiques leurs activités d'analyse et de contre-expertise sur leur domaine d'action particulier

27. Ces publications militantes en ligne constituent sans doute une des illustrations les plus pertinentes des effets de la réduction des coûts de production et de diffusion de l'information sur Internet. Ces sites proposent une masse souvent considérable de documents et exercent un travail spécialisé de contrôle sur les institutions et les politiques qui relèvent de leur domaine d'action. En rendant ainsi publique cette contre-expertise, ils attirent aussi à eux les journalistes spécialisés de la presse centrale qui trouvent dans ces sites d'information des sources d'alerte, d'information et de décryptage des dossiers dont ils assurent la couverture. Si bien que les liens d'interdépendances entre journalistes et militants spécialisés (Neveu, 1999) deviennent le lieu de construction d'un ensemble de micro-espaces d'échange d'informations qui contribuent à une plus grande ouverture du travail journalistique sur les sujets dont les réseaux

altermondialistes sont porteurs. En invitant ainsi les journalistes à prêter attention à des sources moins conventionnelles et à s'ouvrir à d'autres formats informationnels, les sites de contre-expertise ouvrent des espaces hybrides dans lesquels vont se discuter, s'échanger, s'opposer arguments et informations. C'est le cas par exemple de la liste de discussion sur Internet, *Escape*, co-animé par Florent Latrive, journaliste à *Libération*, qui réunit la plupart des militants et experts français des débats entourant la propriété intellectuelle et le brevet logiciel (et proche de ce fait de la mouvance française des « médias tactiques »). Le recrutement des participants à ce forum réunit le carnet de contacts du journaliste, mais aussi, par un effet boule de neige, un ensemble hétérogènes d'acteurs se mobilisant contre le renforcement de la propriété intellectuelle dans l'économie numérique (juristes, informaticiens, journalistes, artistes, bibliothécaires, musiciens, chercheurs, etc.). Véritable « forum hybride » (Callon et al., 2001), cette liste constitue une source d'information dialogique, ouverte constamment sur les nouvelles informations du domaines, appelant immédiatement commentaires et critiques, promouvant les initiatives et les mobilisations proposées par ces réseaux<sup>28</sup>.

### Des « multitudes » médias-activistes ?

Les médias activistes considèrent que la dénonciation de l'hégémonie culturelle et de la concentration capitaliste des médias dominants constitue une proposition insuffisante pour créer de réelles alternatives, notamment parce qu'elle ne garantit rien contre la reconstitution d'autres formes de confiscation de la parole, par les experts ou les porte-parole d'organisations militantes. Restant ainsi en marge des débats des Forums sociaux, leur participation est regardée avec méfiance et distance par les organisations « centrales », comme en témoignent les difficultés d'accréditations d'Indymedia lors du dernier FSE. Les médias activistes sont en revanche très présents dans les espaces périphériques des forums sociaux : villages de jeunes, campements des no-vox, salles de presse alternatives, manifestations, actions de désobéissance, hacklabs, etc. Comme l'explique Geert Lovink et Florian Schneider (2002), et comme le montre aussi tout un ensemble d'attitudes de refus et de retraits des mouvements qui leur sont proches en France lors de la préparation du Forum social européen<sup>29</sup>, l'organisation des contre-sommets et des forums sociaux reste à leur yeux

entachée par des menaces bureaucratiques et la réactivation d'enjeux de pouvoir entre organisations politiques d'extrême gauche. Dans une logique spontanéiste et libertaire, les médias-activistes se défient des pouvoirs constitués, se moquent des théories conspirationnistes de Chomsky et valorisent l'expression autonome et libre des subjectivités<sup>30</sup>. L'émergence de cette nébuleuse médias activistes marque une redéfinition assez profonde de la critique expressiviste, si bien que les acteurs qui s'y sont engagés se sont d'une certaine manière assez fortement éloignés des modèles « participatifs », « communautaires » ou « citoyens » qui étaient au cœur de la définition des médias alternatifs des générations précédentes. Aussi est-il nécessaire de s'arrêter sur le travail que les intellectuels opèrent dans le réagencement de ce nouveau cadre d'action. C'est, en effet, autour du concept de « multitudes » développées dans *Empire* (Hardt, Negri, 2000), construction théorique très en vogue au sein du mouvement altermondialiste, que se retrouve aujourd'hui une partie des acteurs du média activisme<sup>31</sup>. Même si les différences de sensibilité entre la tradition libertaire d'Indymedia et les références hétérogènes des médias tactiques à l'opéraïsme italien (par exemple le collectif Samizdat en France), aux approches post-modernes des mondes virtuels ou aux esthétiques de la disparition ne doivent pas être négligés, même si le haut niveau d'abstraction d'*Empire* rend sa lecture relativement difficile pour la plupart des militants de l'information, ce cadre intellectuel constitue un véritable outil d'analyse, mais aussi d'autocompréhension pour les acteurs, des pratiques et des formes de vie développées par le média activisme. Ainsi les médias tactiques se définissent-elles comme « multitudes digitales » (Lovink, Schneider, 2002) et la revue française *Multitudes* a-t-elle entrepris de jeter des ponts entre cet esprit deleuzo-négriste et le monde du logiciel libre.

La construction intellectuelle sur laquelle repose les « multitudes » s'établit délibérément en opposition à l'architecture de rapports de domination et de représentation définie par la tradition marxiste dont se nourrit la critique anti-hégémonique. En opposition au « peuple » ou à la « classe » (Virno, 2002), les multitudes ne sont pas des « individus » mais des « singularités non représentables » insiste Toni Negri (2002 : 36). Elles désignent la multiplicité et ne peuvent de ce fait entrer dans un quelconque format de représentation. Les promoteurs des « multitudes » refusent le rapport de force entre pouvoir et contre-pouvoir qui constituait le jeu de balancier entre critique de l'hégémonie des médias et participation populaire sur des supports alternatifs. Si bien que les bases sociales sur laquelle se construisent des « contre-publics » ne peuvent être étayés par les systèmes d'équivalence qui avaient cours avec des

médias alternatifs construits autour de groupes syndicaux, politiques, socio-culturels ou territoriaux. Ceci pour au moins deux raisons. D'abord parce que la coupure entre un public et un contre-public autonome n'a plus lieu d'être. « Les espaces publics de la société moderne [...] tendent à disparaître dans le monde postmoderne » indiquent M. Hardt et T. Negri (2000 : 36). Si bien que « la dialectique moderne de l'intérieur et de l'extérieur a été remplacée par un jeu de degrés et d'intensités, d'hybridation et d'artificialité ». Il n'y a dès lors guère d'utilité à se coaliser pour lutter contre les représentations dominantes produites par les médias. De telles mobilisations organisées n'auraient pour objectif que de canaliser « les besoins et les désirs de la multitude en formes qui peuvent être représentées dans le cadre du fonctionnement des structures de pouvoir mondiales » (Hardt, Negri, 2000 : 379). Ensuite parce que dans le monde des multiples, la créativité et l'inventivité requises des individus invite à valoriser leurs différences plutôt que les catégories marquant leurs appartenances communes. M. Hardt et T. Negri (2000 : 88) désignent ainsi comme une « tâche politique importante » de fonder « un nouveau type de communication qui fonctionnerait non sur la base des ressemblances mais sur celle des différences : une sorte de communication des singularités ». Un tel projet qui associe très étroitement l'individuation à l'actualisation des facultés créatrices et inventives des personnes requiert aussi, de leur part, une forme de coopération quasi spontanée. En considérant les facultés coopératives comme « immanente à l'activité de travail elle-même », M. Hardt et T. Negri (2000 : 359) en font « le potentiel pour une sorte de communisme spontané et élémentaire », une manière d'« anarcho-communisme » (Gorz, 2003). On comprend alors pourquoi cette approche prête tant d'attention au développement du « capitalisme cognitif » dans lequel la coopération sociale est au cœur de l'activité productive dont elle est la principale source de valeur. On saisit aussi en quoi les modèles de coopération développés à l'intérieur des communautés du logiciel libre ont pu être érigés en une sorte d'avant-garde des mouvements de lutte contre la marchandisation qui, selon la formule de John Holloway (2002), veulent « changer le monde sans prendre le pouvoir »<sup>32</sup>.

## Un cadre d'action pour coaliser les mobilisations informationnelles ?

Le dernier enjeu auquel se trouvent confrontées les mobilisations informationnelles est celui de leurs stratégies de coalition à l'égard des dispositifs mis en place par les Institutions internationales pour construire un cadre à la gouvernance de la « Société de l'information ». A cet égard, le travail préparatoire au Sommet mondial de la société de l'information (SMSI, Genève/Tunis, décembre 2003/décembre 2005) offre un véritable cadre d'engagement

pour les mobilisations informationnelles. L'IUT qui a été mandaté par l'ONU pour organiser ce sommet a choisi d'en faire un exemple de « nouvelle gouvernance internationale » en ouvrant le processus préparatoire du sommet à la Société civile ainsi qu'au Secteur privé. Aussi, depuis près de deux ans un nombre important d'associations militantes pour le droit à la communion, la démocratisation de l'accès à l'information, la lutte contre la fracture numérique, la globalisation des industries culturelles, etc., se sont-elles progressivement coalisées pour « représenter » la « société civile » au SMSI (Fortin, 2002)<sup>33</sup>. Les acteurs qui animent cette campagne sont pour la plupart issus des multiples coalitions d'initiatives qui se sont formées dans les années quatre-vingt à la suite de l'échec du NOMIC en regroupant des segments des mobilisations anti-hégémoniques et communautaires (cf. *supra*). Ce réseau d'acteurs se distingue, d'une part, des mobilisations anti-hégémoniques qui se sont reconstituées dans les années quatre-vingt-dix autour des *watchdogs* dans une critique plus « nationale » du pouvoir exercé par les médias et, d'autre part, de la nébuleuse média-activiste qui a reformulé radicalement la critique expressiviste dans les années quatre-vingt-dix. Il est donc moins en prise avec les dynamiques centrales du mouvement altermondialiste qu'incarnent assez typiquement ces deux groupes d'acteurs (en simplifiant Attac, d'une part, et Indymedia, de l'autre). Les mobilisations informationnelles autour du SMSI doivent plutôt s'interpréter comme la réanimation d'un compromis antérieur formé dans les années quatre-vingt entre critique anti-hégémonique et expressiviste. On retrouve ainsi des collectifs de médias communautaires, comme ceux de Global CN Partnership ou de Videazimut (Peugeot, 2001), et des experts ayant participé aux débats du NOMIC et qui continuent de tenir le rapport MacBride comme programme de revendication. A cet égard, la campagne CRIS est l'exemple même de la coalition de ces différents groupes d'acteurs. Elle réunit entre autres l'AMARC (Association mondiale des radios communautaires), WACC (World Association for Christian Communication), The MacBride Round Table on Communication, IRIS (Imaginons un Internet solidaire), etc. En dépit de sa très grande diversité, les principaux porte-parole de la campagne CRIS sont issus de la mobilisation du NOMIC et ont remis sur le devant de la scène la revendication d'un « droit à la communication »<sup>34</sup>.

Même si les dynamiques des rassemblements du mouvement altermondialiste ne sont pas directement à leur origine (la Plateforme de coopération pour la communication et la démocratisation qui en est à l'origine a été fondé en 1996), il est incontestable qu'elles ont permis d'accélérer et de densifier les relations entre les acteurs engagés dans le processus du SMSI. C'est notamment lors du deuxième

Forum social mondial de Porto Alegre en février 2002 qu'a été lancée la campagne CRIS lors d'un séminaire organisé par ALAI, APC et l'APRESS (Agence pour la Promotion de l'Economie Sociale et Solidaire). Les rassemblements altermondialistes offrent en effet à ces militants quasi-professionnels des possibilités de coordination pour approfondir les processus d'interconnaissance, faire converger leur vue et définir des agendas d'actions. De façon significative, et en dépit de sa très grande diversité, une forme de « société civile » s'est consolidée lors des processus préparatoires au Sommet.

Même si l'extension du réseau vers les médias activistes ne s'est encore que faiblement concrétisée, elle a cependant pris forme à travers les mobilisations altermondialistes. De sorte que le thème de la promotion du logiciel libre et de la lutte contre l'extension de la propriété intellectuelle, thème porté par les médias activistes et tactiques, a pris une importance de plus en plus grande dans la plateforme de « points non négociables » rédigée par les réseaux des représentants la société civile au SMSI. Il est aussi remarquable que l'un des débats internes à ces différents regroupements ait porté sur la question de savoir jusqu'à quel point les organisations de la société civile devaient accepter de participer aux instances de concertation mise en oeuvre par l'IUT pendant le processus préparatoire. Familier des discussions avec les institutions internationales, ceci depuis les débats organisés avec l'Unesco dans les années 80, les porte-parole de CRIS étaient plutôt enclin à conduire une stratégie de participation critique. Mais, les contacts avec les militantismes informationnels de la seconde génération, notamment ceux qui s'expriment à travers les réseaux médias activistes et tactiques rencontrés lors des rassemblements altermondialistes, les ont conduit à une position de refus beaucoup plus affirmée. Le réalignment des cadres d'action qui s'est opéré avec l'extension du réseau des acteurs mobilisés a semble-t-il conduit à radicaliser les positions de la « société civile » et surtout l'a amenée à coordonner un répertoire d'action mixte, acceptant d'une part de participer aux négociations (tout en affirmant des « points non négociables ») et à préparer, notamment avec les médias activistes, un contre-sommet s'inscrivant dans une logique de refus plus tranchée.

## Bibliographie

Ambrosi (Alain), 1999, « Difficile émergence des réseaux de communication démocratique dans l'espace global », Proulx (Serge), Vitalis (André), *Vers une citoyenneté simulée. Médias, réseaux et mondialisation*, Rennes, Apogée, p. 99-122.



- Arnison (Matthew), 2001, « Open Publishing is the Same as Free Software » , <http://www.cat.org.au/maffew/cat/openpub.html> (déc. 2003).
- Atton (Chris), 2002, *Alternative Media*, Londres, Sage.
- Barlow (William), 1988, « Community Radio in the US. The Struggle for a Democratic Medium », *Media, Culture & Society*, vol. 10, p. 81-105.
- Benasayag (Miguel), Sztulwark (Didier), 2000, *Du contre-pouvoir*, Paris, La Découverte.
34. C'est le cas par exemple parmi d'autres de son principal animateur, Sean O'Siochru, journaliste, chercheur, consultant et activiste. Il est l'ancien secrétaire général de Table-ronde MacBride, cf. Fortin (2002 : 293-294).
- Bérout (G.érard), 1981, « Télévision locale l'ouest Lausannois : l'autopsie d'un échec », *Revue internationale d'action communautaire*, 46(6), p. 101-109.
- Bey (Hackim), 1997, *TAZ. Zone d'autonomie temporaire*, Paris, L'éclat (1ère édition américaine 1991).
- Blicero, 2001, « Un espace de déconstruction et construction. L'expérience du Loa Hacklab de Milan » (entretien), *Multitudes*, 5, mai, p. 86-91.
- Bourdieu (Pierre), 1996, *Sur la télévision*, Paris, Liber-Raisons d'agir.
- Bureau (Annick), Magnand (Nathalie) (dir.), 2002, *Connexions. Art, réseaux, média*, Paris Ecole nationale des Beaux Arts.
- Callon (Michel), Lascoumes (Pierre), Barthes (Yannick), 2001, *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*, Paris, Seuil.
- Cardon (Dominique), Granjon (Fabien), 2002, « La radicalisation de l'espace public par les média-activistes. Les pratiques du web lors du second Forum social mondial de Porto Alegre », *Communication au VIIe Congrès de l'Association française de science politique*, Table-ronde « La radicalisation politique », Lille, 18-21 septembre.
- Cardon (Dominique), Granjon (Fabien), 2003, « Peut-on se libérer des formats médiatiques ? Le mouvement alter-mondialisation et l'Internet », *Mouvements*, 25, janvier-février, p. 67-73.
- Cardon (Dominique), Heurtin (Jean-Philippe), 2003, « Force et faiblesse de la mise en réseau des mouvements de contestations sociale et internationale », communication au séminaire « Démocratie et réseaux », FT R&D/CEVIPOF, juin.
- Carroll (William K), Hackett (Robert), 2003, "Social Movement Theory and Democratic Media Activism", Paper presented at the Annual Meeting of the Canadian Communication Association, Dalhousie University, Halifax, June.
- Costanza-Chok (Sasha), 2003, « Mapping the Repertoire of Electronic Contention » in Opel (Andrew), Pompper (Donnalyne), eds, *Representing Resistance. Media, Civil Disobedience and the Global Justice Movement*, Greenwood.
- Critical Art Ensemble, 2000, *Electronic Civil Disobedience and Other Unpopular Ideas*, New York, Autonomedia.
- Critical Art Ensemble, 2001, *Digital Resistance. Exploration in Tactical Media*, New York, Autonomedia.
- Diani (Mario), 2000, "Simmel to Rokkan and Beyond. Towards a Network Theory of (New) Social Movements", *European Journal of Social Theory*, 3(4), p. 387-406.
- Diaz Rangel (Eleazar), 1966, *Pueblos sub-informados*, Caracas, Monte Avila Editores.
- Dominguez (Ricardo), 2002, « Electronic Disturbance : An Interview », in Duncombe (Stephen), ed., *Cultural Resistance Reader*, London, Verso, p. 379-396.
- Downing (John D. H.), 2001, *Radical Media. Rebellious Communication and Social Movements*, London, Sage.
- Downing (John D. H.), 2003, « The Seattle IMC and the Socialist Anarchist Tradition », in Raboy (Marc) (dir.), *Public Broadcasting for the 21st Century*, University of Luton Press.
- Festa (Regina) 1995, « Vidéo alternative et démocratisation (Brésil) », in Lewis, (Peter) (dir.), *Les médias alternatifs : entre les réseaux planétaires et la vie locale*, Paris, Unesco, p. 123-132.
- Fiske (John), 1992, « Popularity and the Politics of Information », in Dahlgren (Peter), Sparks (Colin), eds, *Journalism and Popular Culture*, London, Sage, p. 45-63.
- Flichy (Patrice), 2001, *L'imaginaire d'Internet*, Paris, La découverte.
- Fortin (Pascal), 2002, "Gouvernance" et "société de l'information". Introduction à l'analyse critique des nouvelles modalités de prise de décision dans le domaine de l'action publique, thèse de Sciences de l'information et de la communication, Paris II.
- Garcia (David), Lovink (Geert), 2002a, « ABC des médias tactiques » in Bureau (Annick), Magnand (Nathalie) (dir.), *Connexions. Art, réseaux, média*, Paris Ecole nationale des Beaux Arts, p. 72-77.
- Garcia (David), Lovink (Geert), 2002b, « GHI des médias tactiques » in Bureau (Annick), Magnand (Nathalie) (dir.), *Connexions. Art, réseaux, média*, Paris Ecole nationale des Beaux Arts, p. 78-89.
- Gorz (André), 2003, *L'immatériel. Connaissance, valeur et capital*, Paris, Galilée.
- Granjon (Fabien), 2001, *L'Internet militant. Mouvement social et usages des réseaux télématiques*, Rennes, Apogée.
- Granjon (Fabien), Cardon (Dominique), 2003, « Mouvement altermondialiste et militantisme informationnel », communication au quatrième congrès de l'AoIR, *Broadening the Band*

- conference, Toronto, octobre.
- Groupe Médias d'Attac, 2002, « Médias et mondialisation libérale », novembre, <http://www.homme-moderne.org/societe/media/divers/GMattac.html>.
- Guattari (Félix), 1977, *La révolution moléculaire*, Paris, UGE-10/18.
- Guattari (Félix), 1990, « Vers une ère post-média », *Terminal*, n° 51, octobre-novembre.
- Gumucio Dagron (Alfonso), 2001a, « Call me Impure. Myths and Paradigms of Participatory Communication », paper presented at the ICA Pre-Conference en Alternative Media « Our Media, Not Theirs I », Washington.
- Gumucio Dagron (Alfonso), 2001b, *Making Waves. Stories of Participatory Communication for Social Change*, Rockfeller Report, <http://www.rockfound.org/Documents/421/makingwaves.pdf>.
- Hackett (Robert), 2000, « Taking Back the Media : Notes on the Potential for a Communicative Democracy Movement », *Studies in Political Economy*, 63, p. 61-86.
- Halimi (Serge), 1997, *Les nouveaux chiens de garde*, Paris, Liber-Raisons d'agir.
- Halimi (Serge), 2000, « Des "cyber-résistants" trop euphoriques », *Le Monde Diplomatique*, août.
- Halimi (Serge), 2003, « Contestation des médias ou contestation pour les médias ? », Intervention au FSE 2003 ([http://acrimed.samizdat.net/article.php3?id\\_article=1309](http://acrimed.samizdat.net/article.php3?id_article=1309)).
- Halimi (Serge), Rimbert (Pierre), 2002, « La récupération de la contestation par les médias », *Agone*, n°26-27, p. 141-150.
- Halleck (Deedee), 2002, *Hand-held Visions. The Impossible Possibilities of Community Media*, Fordham University Press, New York.
- Halleck (DeeDee), 2003, « Our Média, not Theirs », communication « OURMedia III », Baranquilla, Comobia, may.
- Hardt (Michael), Negri (Antonio), 2000, *Empire*, Paris, Exils.
- Holloway (John), 2002, *Change the World without Taking Power*, Londres, Pluto Press.
- Huesca (Robert), 1995, « A Procedural View of Participatory Communication. Lessons from Bolivian Tin Mines' Radio », *Media, Culture and Society*, vol. 17, p. 101-119.
- Johnston (Josée), 2002, « Consuming Global Justice. Fair Trade Shopping and Alternative Développement » in Goodman (James), ed., *Protest and Globalisation. Prospects for Transnational Solidarity*, Sidney, Pluto Press Australia, p. 38-56
- Kidd (Dorothy), 2002, "Which Would You Rather : Seattle or Porto Alegre ?", communication « Our Media, Not Theirs », Barcelona, July.
- Kidd (Dorothy), 2003, "Carnival and Commons : The Global IMC Network", Communication à *Our Media III Conference*, Barranquilla, Colombia, may.
- Lemieux (Cyril), 2000, *Mauvaise presse*, Paris, Métailié.
- Lerosier-Granjon (Evelyne), 1998, *Le paradigme du développement à l'Unesco*, DEA, Rennes, Université de Rennes 2.
- Lewis, Peter, « La télématique tous azimuts », in Lewis, (Peter), dir., *Les médias alternatifs : entre les réseaux planétaires et la vie locale*, Paris, Unesco, p. 133-143.
- Lovink (Geert), 2002, *Uncanny Networks. Dialogues with the Virtual Intelligentsia*, Cambridge, The MIT Press.
- Lovink (Geert), 2003, *Dark Fiber. Tracking Critical Internet Culture*, Cambridge, The MIT Press.
- Lovink (Geert), Schneider (Florian), 2002, "From Tactical Media to Digital Multitude : A Virtual World is Possible", liste de diffusion Nettime, <http://slash.autonomeia.org/print.pl?sid=02/11/02/2012258>.
- Mattelart (Armand), 1992, *La communication-monde. Histoire des idées et des stratégies*, Paris, La Découverte.
- Mattelart (Armand), 1996, *La mondialisation de la communication*, Paris, PUF.
- Mattelart (Armand), Delcourt (Xavier), Mattelart (Michelle), 1984, *La culture contre la démocratie ? L'audiovisuel à l'heure transnationale*, Paris, La Découverte.
- Mattelart (Armand), Mattelart (Michelle), 1991, *Penser les médias*, Paris, La Découverte.
- McChesney (Robert W.), Nichols (John), 2002, *Our Media, not theirs. The democratic Struggle Against Corporate Media*, New York, Seven Stories Press.
- Melucci (Alberto), 1996, *Challenging Codes. Collective Action in the Information Age*, New York, Cambridge University Press.
- Miller (James), 1992, "From radios libres to radios privées : The Rapid Triumph of Commercial Networking French Local radio", *Media, Culture & Society*, vol. 14, p. 261-279.
- Moody (Glyn), 2001, *Rebel Code. Inside Linux and the Open Source Revolution*, Cambridge, Perseus Publishing.
- Negri (Toni), 2002, « Pour une définition ontologique de la multitude », *Multitudes*, n° 9, mai-juin, p. 36-48.
- Neveu (Erik), 1999 « Médias, mouvements sociaux et espaces publics », *Réseaux*, n° 98, p. 17-85.
- Passy (Florence), 1999, "Supranational Political Opportunities as a Channel of Globalization of Political Conflicts. The case of the Right of Indigeneous Peoples", in Della Porta (Donatella), Kriesi (Hanspeter), Rucht (Dieter), eds, *Social Movements in a Globalizing World*, London,



MacMillan Press LTD, p. 148-169.

·Pavlic (Breda), Hamelink (Cees J.), 1985, *Le nouvel ordre économique international*.

*Économie et communication*, Paris, Unesco.

·Peugeot (Valérie), 2001, « L'Internet citoyen. De la fracture numérique au projet de société », *Les cahiers du numérique*, volume 2, n° 3.

·Popkin, (Jeremy D.), 1997, « Les médias et les révolutions, hier et aujourd'hui », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, avril-juin, n° 46, p. 24-26.

·Ramonet (Ignacio), 2001, *La tyrannie de la communication*, Folio Actuel.

·Rinaldo (Rachel), 2000, "Pixel Visions. The Resurgence of Video Activism",

<http://www.lipmagazine.org>.

·Rodriguez (Clemencia), 2001, *Fissure in the Mediascape. An International Study of Citizens' Media*, Cresskill, Hampton Press.

·Salter (Lee), 2003, "Democracy, New Social Movements and the Internet. A Habermasian Analysis", in McCaughey (Martha), Ayers (Michael D.), eds, *Cyberactivism. Online Activism in Theory and Practice*, New York, Routledge, p. 117-144.

·Salzman (Jason), 2003, *Making the News. A Guide for Activists and Nonprofits*, Cambridge, Westview Press.

·Schiller (Herbert), 1976, *Communication and Cultural Domination*, New York, M. E. Sharpe, White Plains.

·Sparks (Colin), Roach (C.), 1990, "Farewell to NWICO?", *Media, Culture and Society*, 12(3), p. 275-281.

·Stein (Laura), 2001, "Access Television and Grassroots Political Communication in the United States", in Downing (John D. H.), ed., *Radical Media. Rebellious Communication and Social Movements*, Thousand Oaks, Sage.

·Tupper (Patricio), 1977, « Pour une information internationale alternative », *Études*, p. 282-292.

·Unesco, 1980, *Many Voices, One World*, Report by the International Commission for the Study of Communication Problems, Paris.

·Virno (Paolo), 2002, *Grammaire de la multitude. Pour une analyse des formes de vie contemporaines*, Nîmes, Editions de L'éclat & Conjonctures.

# PEUT-ON SE LIBERER DES FORMATS MEDIATIQUES ?

## Le mouvement alter-mondialisation et l'Internet

Dominique Cardon

Fabien Granjon

*Sociologues*

L'édification de réseaux transnationaux de militants réclame des moyens particuliers pour la coordination des actions collectives, la diffusion de l'information et l'entretien d'une structure multipolaire. Ce n'est pas sans raison que les réseaux de lutte contre la gestion néo-libérale de la mondialisation ont développé un usage précoce et décisif de l'Internet. Géographiquement séparés et n'ayant que rarement l'occasion de se rencontrer en dehors des grands rassemblements, les alter-mondialistes ont incorporé le réseau des réseaux dans la plupart de leurs pratiques militantes. Les technologies de l'Internet participent ainsi à la constitution d'un nouveau répertoire d'action collective (appels à mobilisation, réseaux d'alerte, sit-in virtuels, pétitions en ligne, mail-bombing, etc.). Le web et les listes de diffusion favorisent aussi de nouveaux modes coopératifs de production et de diffusion de l'information. En peu de temps, la Toile est devenue le principal espace de visibilité des réflexions et des actions du mouvement alter-mondialisation. Même si son audience reste limitée à une nébuleuse ouverte de militants et de journalistes intéressés, la couverture sur le web des contre-sommets (Seattle, Prague, Québec, Gênes, Porto Alegre, Florence, etc.) tranche sensiblement avec celle assurée par les médias traditionnels. Bien que cette distinction soit très artificielle, il n'est pas très difficile de constater que cette production alternative d'information en ligne est plus documentée, plus illustrée, plus polémique et beaucoup plus focalisée sur les enjeux de la critique de la globalisation que celle produite par la presse professionnelle.

## Critique « anti-hégémonique » et critique « perspectiviste » des médias

La critique des médias est centrale dans la constitution du mouvement alter-mondialisation. Elle inspire la création d'influents *watchdog*, comme FAIR (Fairness and Accuracy In Reporting), ONG effectuant une surveillance de la couverture journalistique des actions militantes. Parmi les membres fondateurs d'Attac on compte également de nombreux organes de presse (*Le Monde Diplomatique*, *Charlie Hebdo*, *Politis...*) développant eux-mêmes des positions critiques à l'égard du fonctionnement du monde journalistique. Cette vigilance constitue une des sensibilités les mieux partagées par les militants alter-mondialistes particulièrement attentifs à la fabrication des représentations dominantes et au risque de se voir

déposséder de leur expression. On voudrait soutenir ici que si l'Internet joue un rôle important dans la constitution du mouvement mondial de résistance au néo-libéralisme, c'est notamment parce qu'il offre un terrain expérimental sur lequel peuvent s'édifier des dispositifs de publication cherchant des alternatives aux pratiques médiatiques les plus critiquées. Très sommairement, on peut isoler deux directions différentes dans les critiques que le mouvement alter-mondialiste adresse aux médias. Une première critique, dont *Le Monde diplomatique* est le représentant attitré en France, peut être appelée *anti-hégémonique*. Elle s'attache à mettre en lumière la fonction propagandiste des « *appareils idéologiques de la globalisation* » que sont les médias et appelle à la création d'un « contre-pouvoir critique ». Forte de nombreux succès d'édition (P. Bourdieu, N. Chomsky, S. Halimi, I. Ramonet), elle dénonce pêle-mêle l'allégeance des entreprises de presse au monde politico-économique, la clôture de l'espace journalistique sur ses enjeux professionnels, la recherche du profit et le sensationnalisme. Avec des différences sensibles selon les auteurs, les journalistes sont alors appelés à reproduire la pensée dominante par idéologie, par connivence ou par l'effet des contraintes qu'exercent sur eux les conditions de production de l'information. Ce n'est d'ailleurs que dans ce dernier cas que les critiques anti-hégémoniques accordent aux journalistes une lucidité suffisante sur le système médiatique pour pouvoir participer à la formulation de réformes et d'alternatives. Les questions de la vérité et de l'erreur, de la tromperie et de la cécité sont alors décisives. Et il est frappant de constater que les alternatives avancées par la critique anti-hégémonique des médias présentent de fortes proximités avec le travail des sciences sociales : référence au modèle de scientificité de l'exactitude, distanciation maximum, temps long de l'investigation, rupture avec les formats courts et les formules, faible intégration du lecteur dans les préoccupations du rédacteur.

Une seconde critique des médias, d'inspiration libertaire, s'élève contre la clôture du cercle des producteurs d'information et l'asymétrie entretenue à l'égard de leurs lecteurs. La critique *perspectiviste* refuse l'acaparement de la parole par les professionnels, les porte-parole et les experts. Moins focalisée sur la question de la vérité que sur celle de l'affirmation expressive des subjectivités, elle s'attache principalement à défendre et à promouvoir les droits du locuteur. Elle puise son inspiration dans les manifestes militants de défense des médias communautaires, alternatifs ou radicaux et s'incarne plus récemment dans les positions autonomes d'Harry Cleaver ou de Michaël Hardt et Toni Negri avec leur thématique de la *multitude*. Elle entretient par ailleurs d'étroites affinités avec les positions défendues par les militants politisés du logiciel libre. Face aux tendances monopolistiques qui s'exercent dans l'espace public, la critique *perspectiviste* revendique l'instauration de dispositifs de prises de parole ouverts. Elle milite pour l'affranchissement à l'égard des contraintes imposées par les formats médiatiques qui

tendent à privilégier l'expression des locuteurs capables d'en honorer les exigences sociales et culturelles et à écarter ceux qui, ne possédant pas les compétences et les qualités requises, ne peuvent les satisfaire.

Si ces deux critiques, *anti-hégémonique* et *perspectiviste*, sont parfois confondues, les traditions de pensée qui les nourrissent sont sensiblement différentes. La première, essentiellement centrée sur la critique du fonctionnement du champ journalistique, se montre d'ailleurs souvent très critique à l'égard des postulats « naïfs » des participationnistes, leur relativisme et de leur fascination pour les technologies de l'Internet. Ces derniers considèrent, quant à eux, que la dénonciation de la *pensée unique* constitue une proposition insuffisante pour créer de réelles alternatives, notamment parce qu'elle ne garantit rien contre la reconstitution d'autres formes de confiscation de la parole, par les experts ou les porte-parole d'organisations militantes. Il est frappant de constater que ces deux types de critiques trouvent à s'exprimer à travers deux des familles de dispositifs construits sur l'Internet par les acteurs du mouvement alter-mondialisation, les sites de *contre-expertise* et les sites *média-activistes*. Cette distinction ne cherche pas à résumer un ensemble enchevêtré de formats de communication, de techniques de diffusion de l'information et de modèles de partage des ressources éditoriales entre publications. Elle entend simplement pointer deux orientations différentes dans l'espace du web militant. Celui-ci offre en effet de très nombreuses ressources à la constitution quasi expérimentale de médias alternatifs. La plasticité technique de l'outil favorise l'invention de formes médiatiques innovantes. Les coûts de développement et de production sont réduits et les problèmes de distribution limités. Les différents métiers de la chaîne de production journalistique sont intégrés et ils peuvent de plus en plus facilement être pris en charge par des rédacteurs dotés d'un minimum de compétences informatiques. Le travail de production de l'information est assez largement bénévole. Enfin, en empruntant sans doute à la culture de l'informatique libre, le milieu des militants de l'information français a développé des pratiques de coopération et d'échanges d'articles entre publications et organisations.

### **Quelques sites de l'alter-mondialisation**

#### **Sites de contre-expertise :**

Attac : <http://attac.org/>

Les Cybersolidaires : <http://www.cybersolidaires.org>

Les Pénélopes : <http://www.penelopes.org>

Mediasol : <http://www.mediasol.org>

InterActivist Infos Exchange : <http://slash.autonome.org/>

Transnationale : <http://www.transnationale.org>

#### **Sites média-activistes :**

Carta : <http://www.carta.org/>

Centre des médias alternatifs du Québec : <http://www.cmaq.net/>

Indépendant Media Center : <http://www.indymedia.org/>

Nodo50 : <http://www.nodo50.org>

Samizdat : <http://www.samizdat.net>

Sherwood Comunicazione : <http://www.sherwood.it/>

### **Dispositifs de contre-expertise**

Les sites « *contre-hégémoniques* » sur Internet sont nombreux. Certains sont des « webzines » militants n'ayant pas d'autre support que l'Internet comme *Les Pénélopes* ou *Cybersolidaires* sites cyberféministes, *Place publique* site de l'Internet citoyen ou *Mediasol*, le portail de l'économie solidaire. D'autres sont les sites web d'une publication papier ou d'un collectif de médias ayant une ligne éditoriale clairement « engagée » au côté du mouvement alter-mondialisation (*Rouge, Politis, Témoignage Chrétien...*), d'autres sont liés à des groupements associatifs et militants (*Attac, No Pasaran, Les Amis de la terre...*) ou à des moments de la mobilisation comme la « Farandole internationale de l'information indépendante » (*La Ciranda*) créée pour mutualiser les différentes productions journalistiques et militantes du Forum social mondial de Porto Alegre. Ces médias se posent parfois dans une logique de concurrence avec l'espace public des mass-media, notamment pour la couverture des manifestations et des contre-sommets. Mais ils se définissent surtout comme des espaces de contre-expertise proposant sur des questions spécifiques un discours mêlant spécialisation et indignation. Sur les thèmes de l'eau, de la dette, des femmes, des inégalités Nord/Sud ou de la brevetabilité du vivant, ils accueillent la production éditoriale des universitaires, des intellectuels et des militants « réflexifs » qui se sont impliqués à différents degrés dans le mouvement alter-mondialiste. Ces médias mettent en oeuvre des techniques de critique informationnelle qui, sans être originale ni propre au web, peuvent s'exercer de manière continue et publique. Ils opèrent une surveillance parfois extrêmement technique des activités des organismes internationaux (comme les « Brèves OMC » publiées par le groupe Traités internationaux d'Attac-Marseille). Ils exercent une pression continue pour obtenir documents et informations de la part des entreprises et des institutions. Ils produisent des archives en réunissant des informations habituellement dispersées (comme sur le site <[transnationale.org](http://transnationale.org)> qui cartographie les liens capitalistiques des multinationales) et exercent un droit de suite en questionnant avec ténacité leur cible. Les sites de contre-expertise anti-hégémonique se caractérisent enfin par l'ouverture des formats d'écriture qu'ils proposent. On y trouve des textes courts et longs, distancés et impliqués, modérés et radicaux, de caractère institutionnel ou empruntant la forme du témoignage personnel. Le discours de contre-expertise côtoie les textes militants établissant une proximité qui favorise le passage d'une posture de « savant-expert » à celle d'« intellectuel spécifique ». En mettant en oeuvre des réponses à la critique de la légèreté dans le traitement de l'information et des contraintes de format adressées aux productions journalistiques, les sites de contre-expertise anti-hégémonique offrent cependant de nouvelles prises à la critique. Ils risquent de reconduire sur la scène de l'Internet un nouveau débat d'experts entre intellectuels proches

des organisations et militants réflexifs, fermé sur lui-même et difficile d'accès pour les nouveaux entrants.

## Dispositifs média-activistes

Les sites média-activistes peuvent être regardés comme des tentatives de mises en oeuvre d'un média *perspectiviste* redistribuant à tous le droit à la parole et travaillant à l'effacement de la frontière entre producteurs d'informations bénévoles (militants, témoins) et professionnels (journalistes, experts). Le média-activisme dénonce en effet dans un même mouvement l'objectivité illusoire des professionnels de l'information ainsi que la parole autoritaire de l'élite militante qui représentent à ses yeux les deux principaux régimes de confiscation de la parole. Leurs critiques portent ainsi sur le caractère centralisateur, conformiste, autoritaire et oppressif des médias centraux, en regard desquels ils proposent des espaces de diffusion alternatifs auto-organisés, souples, libérés *a priori* de toute censure et permettant de donner une tribune à la *multitude* des acteurs collectifs et individuels qui dessine les contours fuyants du mouvement alter-mondialiste. Cette inspiration libertaire prend sa source dans la tradition des médias alternatifs particulièrement vivace en Amérique du Nord et du Sud depuis le début des années 70 et qui s'est surtout développée autour des radios communautaires et de l'activisme vidéo et dans l'expérience alternative des Centres sociaux en Italie.

Né en novembre 1999 lors du sommet de Seattle autour du Direct Action Network, le réseau Indymedia (Independent Media Center) incarne cette culture de l'autonomie dans l'espace du web militant. Il n'a pas de responsables attitrés, dispose d'une structure organisationnelle souple et discrète. Les 80 comités Indymedia répartis dans une vingtaine de pays fonctionnent sur une base auto-organisée et décentralisée. D'autres sites média-activistes peuvent lui être comparés, comme le Centre des médias alternatifs du Québec (CMAQ). La principale caractéristique de ces médias est de soutenir le principe de la publication ouverte (*open publishing*) permettant à l'ensemble des individus qui le désirent de publier en ligne, quasi-instantanément et en différentes langues, tout type de documents (textes, sons, images fixes ou animées). La plupart du temps, appliquant un principe de stricte transparence, les animateurs se refusent à exercer un contrôle éditorial. Les éditeurs de CMAQ souhaitent en revanche filtrer les contenus « haineux », mais tout en maintenant le principe de l'*open publishing*. Aussi les nouveaux textes sont-ils publiés immédiatement sur le site, mais dans une rubrique spécifique : « En attente de validation ». Le modèle de fonctionnement des média-activistes tente autant que possible de promouvoir une structure collaborative minimisant les relations d'autorité. Se défiant des procédures de délégation, de représentation et de vote, les média-activistes s'en remettent au principe du consensus. A la différence de la critique développée dans les médias de la contre-expertise qui emprunte plutôt les formes habituelles de la dénonciation (les persécuteurs sont les entreprises, les Etats et les

Organisations internationales ; les victimes sont les paysans et les travailleurs), les sites média-activistes appuient plutôt une dénonciation des forces de répression de l'Etat (police et armée) en prenant la défense des sans (droit, logement, papier, emploi...). Ils entreprennent aussi de mettre les informations directement à disposition de l'action militante (tracts, lieux de rendez-vous, suivi en ligne en direct des manifestations, etc.), en se méfiant des formes hiérarchiques de contrôle et de cadrage des mobilisations. N'exerçant aucun contrôle sur le format des textes postés, les contributions au site d'Indymedia sont extrêmement hétéroclites. Certaines prises de parole s'émancipent des conventions de l'écriture experte, journalistique ou militante et endossent une forme très subjective. On trouve rassemblés des convocations militantes, des recopies commentées et annotées d'articles de presse, des échanges personnels entre militants, des pétitions, des textes théoriques ou des opinions déclenchant des cascades de réponses, des coups de gueules, des poèmes et des injures. Contrairement aux médias contre-experts qui offrent finalement assez peu d'espaces de débats, les dispositifs média-activistes s'appuient largement sur des listes de diffusion et des forums (non orientés vers la prise de décision) où sont discutés, souvent dans une cacophonie de points de vue, de la pertinence et de la teneur des contributions. Sans doute cette variété de formats d'énonciation est-elle, en principe, nécessaire à l'ouverture d'un espace de parole à des non professionnels. Il faut cependant constater que dans la majorité des cas, ces espaces de parole se referment plutôt sur un cercle il est vrai ouvert et perméable de militants aguerris, notamment du fait du niveau élevé de politisation et de radicalité des propos. Le modèle de l'*open publishing* est fragile. Répondant à « l'exigence d'un espace de publication ouvert à la polyphonie des sujets actifs du mouvement », il échappe toutefois difficilement aux « pièges d'un « forum » où tout est déversé en vrac, de l'info factuelle au texte d'humeur en passant par le tract ou l'article d'analyse ». Il laisse par ailleurs ouverte la voie à des provocations comme l'infiltration de textes antisémites qui a déclenché le gel par ses animateurs du site français d'Indymedia. Sans être contesté dans son principe, les débats de la communauté média-activiste, remettent aujourd'hui en cause les effets indésirables de l'*open publishing* pour essayer d'établir des règles de modération et de contrôle collectif des formats de publication.

## Le réarmement de la parole critique

Les médias alternatifs de l'alter-mondialisation n'offrent pas de solutions radicalement différentes aux problèmes rencontrés par les médias centraux. Ils partagent les mêmes enjeux, affrontent les mêmes événements et interrogent les faits avec les mêmes outils interprétatifs. Cependant les ressources techniques du média, l'absence d'exigences de rentabilité et le bénévolat des rédacteurs permettent

d'alléger certaines des contraintes qui pèsent de façon beaucoup plus lourde sur la production d'informations dans les formats médiatiques traditionnels. Aussi, le réarmement du discours critique est-il rendu possible dans ces espaces de parole par un déplacement des contraintes qui pèsent habituellement sur le rédacteur vers le récepteur. En présupposant un lecteur actif, participant lui-même à la production de l'information ou expert concerné et curieux, les dispositifs de publication de l'alter-mondialisation se libèrent des formats d'écriture imposés par le souci de faciliter la rencontre avec un public large et pressé. Ils facilitent la contre-enquête, la polémique, l'expression des témoins et des victimes. Ce faisant, ils prennent aussi le risque de réduire leur public à un cercle restreint de militants, d'experts et de journalistes, seules populations disposées à circuler dans cet enchevêtrement de textes. L'engagement dans ces dispositifs ne bénéficie alors qu'aux individus dotés d'un capital social et culturel leur permettant d'avoir à la fois un intérêt certain pour la politique et une maîtrise *a minima* de la télématique.

Moins en rupture qu'en tension avec le travail des médias centraux, cette production éditoriale sur Internet exerce quelques effets sur la couverture des phénomènes de globalisation. D'abord parce que les journalistes sont sans doute les premiers à venir prélever de l'information sur ces sites et que certains ont noué des relations d'interdépendances fortes avec les acteurs et les militants du « web anti-mondialisation ». Mais aussi parce que les énoncés et les manières d'énoncer qui se sont développés sur ces médias ont contribué à redonner une force et une forme nouvelle au discours de la critique internationale. Bien que l'Internet ne soit que le support de ce réarmement du discours critique, il faut constater qu'il a permis de lever des interdictions pesant sur la forme des arguments et sur le ton des prises de parole. Les médias de la contre-expertise ont redonné force à certains *formats d'énoncés*, en facilitant le déploiement d'une rhétorique de la preuve, de la vigilance et de l'investigation. Les média-activistes ont exploré des *formats d'énonciation* encourageant le témoignage, l'appel à la mobilisation et la colère. Peut-on pour autant attribuer à ces médias des transformations qui trouvent principalement leur explication dans l'analyse des relations entre espaces militant et intellectuel ? Est-ce d'ailleurs bien l'enjeu ? Un des débats récurrents dans le champ des médias radicaux est de savoir s'il faut concevoir les médias militants comme une *alternative* à l'espace médiatique conventionnel, cherchant à le concurrencer, le réformer ou lui imposer un nouvel agenda, ou bien comme des « médias citoyens » cherchant à multiplier les dispositifs réflexifs au sein de la sphère militante, à favoriser les expériences de mise en récit des engagements et à faire de la question de la « démocratisation de l'information » un enjeu local, ciblé et spécifique à chacune des luttes engagées.

# Pour une approche sociohistorique et géopolitique des médias alternatifs

Michel Sénécal  
professeur

Télé-université

Université du Québec à Montréal

senecal.michel@gmail.com

L'approche sociohistorique et géopolitique du développement et de l'implantation des technologies médiatiques illustre comment celles-ci ont constitué, en leur temps et à leur manière, tout à la fois un nouvel espace, un nouvel enjeu, un nouvel outil d'expression des logiques d'acteurs qui traversent et façonnent nos sociétés. En fait, chaque nouvelle technologie médiatique va en quelque sorte donner lieu à un nouveau champ d'alliance et de confrontation entre des valeurs, des intérêts, des projets distincts qui s'articuleront autour de sa démocratisation (Sénécal, 1995, 1999, McChesney, 1993). D'où l'importance d'interroger la tension dynamique qui existe, aujourd'hui comme par le passé, entre les grands acteurs sociaux États, corporations privées, groupes et mouvements constitutifs de la société civile dans la définition du sens qu'ils donnent à la notion même de démocratisation et, par conséquent, vérifier comment celle-ci se concrétise ou non dans la mise en place de conditions économiques, politiques et techniques, favorables à l'accès de l'ensemble des citoyennes et citoyens à l'espace public médiatique.

Le mouvement pour la démocratisation des moyens de s'exprimer dans l'espace public semble avoir été de tout temps partie prenante de l'idéal démocratique. Déjà, Thomas Paine défendait, au siècle des Lumières, l'idée selon laquelle les objectifs de la démocratie devaient s'appuyer sur la liberté d'expression citoyenne qui exigeait à la fois le maintien d'un débat continu entre des opinions diverses et d'une libre et égalitaire disposition des moyens nécessaires pour les diffuser publiquement (Paine, 1998). John Keane, en retraçant l'histoire des luttes pour la liberté de presse en Angleterre et en Europe démontre comment ce mouvement social participe jusqu'au milieu du XIXe siècle des grandes batailles démocratiques à la fois contre la censure d'État et l'esclavage mais aussi pour les droits humains. Du reste, ce mouvement aurait contribué à concevoir différemment la démocratie et à mettre en place les fondements de la citoyenneté moderne. (Keane, 1991). Dans cette veine, Peter Bruck et Marc Raboy ont insisté sur le fait que désormais les luttes pour la démocratie et la démocratisation de la communication doivent s'adapter aux nouvelles formes de pouvoir et de domination. Les luttes et stratégies de résistance de la démocratie culturelle et

communicationnelle de maintenant sont forcément différentes mais tout aussi essentielles et décisives que les luttes démocratiques libérales en faveur de la liberté de presse et de justice sociale (Bruck et Raboy, 1989). En fait, les droits culturels composeraient aujourd'hui un autre champ de bataille au côté des droits sociaux fondamentaux (Gusse, 2006).

Or peu étonnant que dans la foulée des critiques du phénomène du contrôle économique ou politique de l'espace médiatique qui inquiétait déjà dans les années 70, s'est enclenché ou poursuivi, selon les contextes, un mouvement social de démocratisation des médias auquel allaient prendre part au cours des décennies suivantes des pratiques sociales oeuvrant dans différents domaines technologiques : de la presse écrite aux technologies de l'Internet et du logiciel, en passant par la radio, la télévision par câble, la vidéo et le cinéma, etc. Elles se disent communautaires, libres, associatives, populaires, autonomes, radicales, indépendantes, du tiers-secteur, mais peu importe l'appellation, elles tendent à se ressembler en ce qu'elles ont en commun d'être non-gouvernemental, sans but lucratif et surtout, d'être à des degrés divers et selon des caractéristiques qui leur sont propres, une alternative aux médias dominants. Ce mouvement est cependant loin d'être homogène tant en raison des technologies utilisées que des contextes sociopolitiques d'émergence. Il est né et développé durant toutes ces années à la confluence et sous l'influence de diverses conjonctures et idéologies politiques, celles-ci s'entremêlant ou s'entrechoquant.

Ce sont aussi bien les idéaux des luttes de libération nationale, les utopies du changement social contre culturel ou socialisant, que les fondements de l'éducation populaire à la Paolo Freire, les principes de l'intervention culturelle et communautaire, la pensée libertaire des activistes de l'Internet, et ainsi de suite. En fait chacune des décennies depuis les années 60, a été la scène de l'apparition de technologie nouvelle et d'idéologies l'escortant.

Aussi, il est compréhensible que ce soit maintenant à travers le mouvement altermondialiste que le militantisme *dans et par* la voie des médias alternatifs se réactualise. Qu'il s'agisse de la question des femmes, de l'éducation, de la santé, du logement, de l'environnement, de l'immigration, etc. toutes ces préoccupations sociales continuent de trouver des échos sur les réseaux alternatifs de toutes sortes. Non seulement parce que ceux-ci se doivent de refléter les valeurs et intérêts de leurs collectivités ou de leurs groupes affinitaires, mais aussi parce les membres actifs au sein de ces médias sont également partie prenante de ces mouvements sociaux.

Ce mouvement de démocratisation se fonde sur un militantisme pour qui les médias sont à la fois un



*moyen* (celui de démystifier, démocratiser, rendre accessible le média), mais aussi une *finalité* (pour éduquer, contre-informer, démocratiser la société). Et c'est aussi une cause lorsque ce militantisme est mis dans une perspective de changement social pensé plus en profondeur. Toutes préoccupations faisant partie de ce que Dominique Cardon et Fabien Granjon (2003) appellent le *militantisme informationnel et communicationnel*. Des pratiques qui auraient aussi comme point de convergence international la défense du droit à la communication (Hamelink, 2002, Ambrosi, 1999).

En devenant des moyens de communication de proximité et de réciprocité, les médias non-gouvernementaux, non-commerciaux, affinitaires ou citoyens, allaient constituer des lieux privilégiés d'une « double démocratisation » (Held 1995, Keane 1991). Il s'agit non seulement de moyens de démocratiser l'espace public médiatique mais aussi de sources potentielles d'une démocratisation de la société à l'échelle même de leur intervention. Certaines valeurs et pratiques démocratiques peuvent dès lors trouver une place dans l'espace public, puisque que ces pratiques médiatiques alternatives leur donnent une place primordiale dans l'organisation de leurs activités.

Leur approche participative se traduit notamment par 1) l'emphasis donnée au rôle de la collectivité dans la propriété du média, 2) sa participation active à l'élaboration des contenus diffusés ou encore 3) la gestion de l'organisme. D'où l'importance qui sera accordée à la formation des participants, bénévoles, entre autres en matière d'appropriation technologique et, dans certains cas, d'éducation aux médias.

Un des exemples les plus radicaux, maintenant bien connu, de ce type de pratiques médiatiques émergentes et qui a essaimé depuis le début des années 2000 dans Internet, est celui du réseau des Independent Media Centres (IMC), mieux connu sous le nom d'Indymedia, né en 1999, à Seattle, dans la foulée des mobilisations anti-globalisation (Kidd, 2002).

Mélange complexe de journalisme radical et d'activisme politique propres aux *grassroots* ou *groupes de base*, le phénomène que constitue Indymedia en terme *politique, organisationnel et médiatique*, combine le déploiement habile des technologies numériques en réseau à un mode d'organisation horizontal et multilatéral. Ce « média-activisme » se caractérise par son approche multi localisée, multilinguistique, multimédia, décentralisée et non-hiérarchique. D'ailleurs, considérant la forme organisationnelle comme un geste politique, Indymedia défend le modèle de prise de décision consensuelle (consensus decision making), également expérimentée dans la production de logiciel libre (Downing, 2002).

Depuis, cette constellation politico-médiatique s'est étendue et plusieurs centaines de déclinaisons sont nées à travers le monde à l'échelle de villes comme de

pays. Il s'agit en fait de constituer une sorte d'agence de presse globale, ouverte à toute collaboration grâce à la publication « ouverte » sans contrôle éditorial serré (Open Publishing) et qui a pour but de diffuser des informations et des opinions qui peuvent plus facilement être transmises par le biais d'un réseau numérique décentralisé comme l'Internet que par les technologies médiatiques traditionnelles confinées à un territoire spécifique et dont l'utilisation est soumise à un cadre réglementaire strict.

Mais on pourrait dire que plusieurs des pratiques médiatiques alternatives d'aujourd'hui sont à la croisée de deux tendances identifiables dans la mouvance militante d'Internet qui s'est consolidée à la fin des années 90. D'abord, la tradition du militantisme communicationnel duquel sont proches les médias communautaires alternatifs qui positionnent l'Internet dans une séquence historique d'appropriation des technologies médiatiques (presse, radio, TV, vidéo, etc.) tout en développant une critique de l'influence dramatique de la concentration économique des médias, de l'emprise du pouvoir corporatif sur l'Internet et en faisant la promotion de pratiques alternatives des technologies numériques et du logiciel libre.

L'autre tendance s'inscrit dans la foulée des actions et mobilisations anticapitalistes sporadiques mais en continue multiplication à l'échelle de la planète utilisant les technologies de réseau. Cette tendance en est une de rupture radicale. Elle est fortement orientée vers les principes de la liberté d'expression sans restriction (Freedom of Speech) tels qu'ils sont évoqués dans le Premier amendement de la constitution américaine. Ces activistes jouent notamment un rôle de chien de garde des institutions gouvernementales, pratiques ayant des racines fortes aux États-Unis d'où est originellement issu Indymedia. (Abramson, 2002)

Ainsi deux grands segments de ces mobilisations médiatiques citoyennes sont identifiables et cela peut importe leur théâtre d'opération, du local à l'international, et les technologies employés des plus anciennes comme la presse écrite aux plus contemporaines comme Internet. D'une part, on retrouve les pratiques qui regroupent les militants comme tels de l'alternative médiatique, et d'autre part, les groupes et mouvements de la société civile organisée, qui s'approprient les technologies pour promouvoir leurs causes. Si, à prime abord, les préoccupations et stratégies diffèrent sensiblement, ces pratiques se rejoignent en ce qu'elles défendent cette idée politique fondamentale en démocratie qui est celle de donner la parole à ceux qui ne l'ont pas ou si peu.

## BIBLIOGRAPHIE

Abramson, Bram Dov (2002). "The Politics of Broadband: Virtual Networking and the Right to Communicate", *Global Media Policy in the New Millennium*, Marc Raboy (ed.), University of Luton Press, Luton, pp. 233-250.

- AMBROSI, Alain (1999). « Difficile émergence des réseaux de communication démocratique dans l'espace politique global », dans *Vers une citoyenneté simulée. Médias, réseaux et mondialisation*, sous la direction de Serge PROULX et André VITALIS, Rennes, Apogée, pp. 99-122
- BRUCK, Peter et Marc RABOY, sous la direction, (1989). *Communication For and Against Democracy*, Black Roses, Montreal and New-York.
- DOWNING, John (2002). « Independant Media Centres : a Multi-local, Multi-media Challenge To Global Neo-liberalism », *Global Media Policy in the New Millennium*, edited by Marc Raboy, University of Luton Press, Luton, pp. 215-232.
- GRANJON, Fabien; CARDON, Dominique (2003). *Mouvement altermondialiste et militantisme informationnel*, communication at the Association of Internet Researchers Conference, Toronto, October.
- GUSSE, Isabelle, sous la direction, (2006). *Diversité et indépendance des médias*, Montréal, Presses de l'université de Montréal.
- HAMELINK, Cees (2002). « The Civil Society Challenge to Global Media Policy », in *Global Media Policy in the New Millenium*, edited by Marc RABOY, University of Luton Press, Luton, pp.251-260.
- Keane, John (1991). *The media and Democracy*, Polity Press, Cambridge.
- Held, David (1995), "Democracy and the International order", *Cosmopolitan Democracy: An agenda for the new world order*, eds. David Held and Daniele Archibugi, Polity Press, Cambridge, pp 96-120.
- KIDD, Dorothy (2002). "Indymedia.org: The development of Communication Commons", *Democratic Communiqué*, vol. 18. Summer, Oak Park, UDC.
- McCHESNEY, Robert W. (1993). *Telecommunications, Mass Media, and Democracy, The battle for the control of U.S. Broadcasting, 1928-1935*, New-York, Oxford, Oxford University Press.
- PAINE, Thomas (1998). *Les Droits de l'Homme*, présentation de Jean-Pierre Boyer, Septentrion, Sillery, Québec.
- SÉNÉCAL, Michel, Frédéric DUBOIS (2005), "The Alternative Media Movement in Quebec's Mediascape", *Converging Media, Diverging Politics: A political Economy of News Media in United States and Canada*, editors: D. Skinner, J. Compton and M. Gasher, Lexington Books.
- SÉNÉCAL, Michel (2003) « societecivile.net : l'appropriation citoyenne d'un nouvel espace médiatique », *2001 Bogues - Globalisme et pluralisme*, volume 4: Communication, démocratie et globalisation, sous la direction d'A. MATTELART et G. TREMBLAY, Les Presses de l'université Laval, Québec, pp. 79-93.
- SÉNÉCAL, Michel (1999). « La part réduite de l'appropriation collective : vers un déficit démocratique de l'espace médiatique », dans *Vers une citoyenneté simulée. Médias, réseaux et mondialisation*, sous la direction de Serge PROULX et André VITALIS, Édition Apogée, Rennes, p. 183 à 203.
- SÉNÉCAL, Michel (1995). *L'espace médiatique. La communication à l'épreuve de la démocratie*, Montréal, Liber.





# EXTENSION(S) DU DOMAINE DU LIBRE

## Régimes et controverses

Anne Goldenberg

Inspiré d'une communication réalisée lors  
du colloque

*Le logiciel libre en tant que modèle d'innovation  
sociotechnique. Pratiques de  
développement et de coopération dans les  
communautés,*

Congrès de l'ACFAS, Université  
McGill, Montréal,  
16 mai 2006.

## 1. Introduction contextuelle

Cette communication s'inscrit dans le cours des recherches portées par le LabCMO autour de la « diffusion » du modèle du logiciel libre. Le terme de diffusion [ROG 95] peut paraître problématique si l'on ne cerne pas la sensibilité à la diversité des appropriations que peut constituer ce champ d'étude. La notion de circulation serait peut être mieux appropriée pour prendre de la distance avec une approche par trop unidirectionnelle de l'appropriation d'un objet technique et du sens qu'il lui est attribué dans son usage (ou dans son non usage). Inspirée par les travaux de mon collègue Stéphane Couture et du professeur Serge Proulx, [PRO 06], nous nous intéressons au logiciel libre en ce qu'il constitue un objet de lutte dont une partie recouvre une dimension politique. Depuis sa formation en

2001, le LabCMO interroge les usages du logiciel libre dans leurs dimensions sociales et politiques.

Depuis le début de l'année 2004, l'équipe a orienté ses recherches sur les acteurs communautaires du logiciel libre. Pour des raisons tant scientifiques qu'éthiques, nous avons pris la résolution de nous placer du côté des acteurs pour comprendre et qualifier les enjeux sociaux et politiques entourant la conception et l'appropriation du logiciel libre. Pendant l'année 2004-2005, l'équipe a poursuivi une activité de recherche sur les controverses qui a constitué en l'animation d'une liste de discussion, depuis laquelle nous avons cherché à identifier les controverses significatives de la culture du libre. La liste était constituée d'une 40aine de participants francophones (québécois et français) issus des réseaux de recherches et d'activité technique et politique dont s'entoure le LabCMO. Conscient du caractère situé de notre expérience, nous avons pris soin de mettre en relation et en perspectives les controverses émergentes à des controverses issues d'autres corpus (liste, sites Web, colloques)

Cette activité avait abouti en l'animation d'un colloque sur les controverses du libre, ouvrant la Semaine Québécoise de l'Informatique Libre. La rencontre s'était achevée par l'intervention de Michel Dumais, qui, défiant la « communauté » rassemblée, lui lançait un « What's Next? » édifiant. Le journaliste questionnait à la fois le futur du mouvement (s'il en est un) et son extension (comment ne pas toucher toujours les mêmes convaincus?) La question a suscité, pour nous chercheurs, une prise de perspective, sociale et scientifique.

• Que faire de cette analyse de controverse, et où s'en va le mouvement, s'il en est un?

• Comment comprendre la complexité de la circulation du modèle du libre dans son « extension » à d'autres sphères?

Stéphane Couture, qui était l'animateur principal de cette activité et moi-même, discutons de cette mise en perspective. A l'époque, nous travaillions respectivement sur l'analyse de controverses et sur l'analyse prospective. L'idée nous est venue que nous pourrions interroger le phénomène du libre, dans sa formulation à la fois complexe et diachronique (l'analyse prospective s'appuie sur la construction d'une base de connaissance). Cette présentation constitue donc une forme d'état des lieux relatifs à des réflexions qui constitueront peut être un projet à venir pour le LabCMO. Je me propose d'aborder la question de l'extension du modèle du libre selon une approche inspirée des travaux de la sociologie pragmatique. Cette école de pensée en constitution, autour des théories de Boltanski et Thévenot [BOL 91], Chateauraynaud [CHA 02], propose de renouveler la sociologie traditionnelle telle qu'enseignée par Bourdieu, pour lui substituer une nouvelle sociologie [COR 95] qui avance une approche où les catégories et les cadres de l'action sont pensés par les acteurs de la vie sociale. Ce que je présente aujourd'hui est donc moins le résultat de recherche que le dessin de recherche à venir. Je tenterai de bien dessiner. Pour se faire, je propose ici d'établir une réflexion sur les termes de ce projet.

1. Que recouvre la notion d'extension?
2. Qu'est ce qui définit le logiciel libre?
3. A quels domaines s'étend le libre ?

## 2. Qu'est ce qu'on entend par extension(s)?

La notion d'extension est utilisée dans des domaines très diversifiés, tels que la logique, la physique, la biologie, l'informatique, le droit. Elle suggère la prise d'étendue, en largeur, hauteur, profondeur. Selon la logique aristotélicienne, l'extension réfère à l'ensemble des objets auxquels s'appliquent les caractères d'une classe. Du point de vue de la pragmatique linguistique, l'extension désignerait l'élargissement des sens d'un

concept. Il s'agirait donc de suivre la reprise, la circulation d'une certaine définition du libre. Nous nommerons cette circulation par la notion de régime, empruntée à Boltanski. Or si l'extension renforce une classe, en l'élargissant son nombre de caractères, elle met aussi en péril son intégrité et s'expose aux scissions. Cette reprise est sujette à appropriation, reformulation qui mène à des prises de positions contradictoires, avec des versions qui divergent de la l'appréhension du concept de libre: c'est ce que nous définirons par la notion de controverse, empruntée aux sociologues de la traduction (Latour, Callon). Comment s'accomplit cette extension? Quels sont les acteurs de cette extension? S'agit il d'un même mouvement ou bien avons nous affaire à des scissions aux fractures irréconciliables? Que signifie-t-elle, au regard de ce qu'on pourrait identifier comme la forme, ou la définition initiale du libre?

### 3.Qu'est ce qui définit le libre?

Le première définition du « libre » provient de l'univers informatique et se base sur des principes bien spécifiques. Ces principes auraient été la règle en informatique jusque dans les années 80, lorsque l'apparition de la micro informatique aurait ouvert des perspectives de bénéfice lié à la vente de licences d'usage de logiciels programmés en binaire. Cette façon de faire complexifiait en outre le développement informatique, ce qui amena Richard Stallman, alors chercheur au laboratoire d'intelligence artificielle du MIT, à réfléchir à une façon de garantir les libertés d'usage et de partage du logiciel. En 1983 il créa le projet GNU, qui a pour objectif de reconstruire le système d'exploitation Unix dont la totalité des sources seraient libres. Parallèlement aux travaux de développement engagés,

Richard Stallman rédige avec l'aide d'un avocat Eben Moglen la licence publique générale GNU (GNU General Public Licence). C'est ainsi qu'il fixe un cadre juridique et encourage le développement du logiciel libre. Cette licence définit quatre libertés qui établissent une définition stricte de ce qu'est un logiciel libre.

- la liberté d'exécuter le programme, pour tous les usages
- la liberté d'étudier le fonctionnement du programme, et de l'adapter à ses besoins
- la liberté de redistribuer des copies
- la liberté d'améliorer le programme et de publier ses améliorations, pour en faire profiter la communauté

Cette licence adjoint aussi une obligation, celle de reproduire ces libertés pour chaque usage, reproduction d'un logiciel libre. C'est le caractère viral de la licence. Il est spécifié qu'un logiciel ne respectant pas totalement une de ces libertés est considéré comme un logiciel *propriétaire*. Ceci permettrait de dessiner une frontière entre ce qui est

ou n'est pas libre

dans le domaine logiciel. Mais la licence a pour but de faire plus que d'encadrer des normes d'usage. Dès le début de sa formulation, Stallman situe la définition d'une informatique libre sur un plan éthique. Il s'agit d'instaurer des principes et des valeurs scientifiques et humanistes, qui garantissent une philosophie du rapport au développement, l'usage et la circulation de connaissances techniques et scientifiques. Dans quelle mesure cette définition fédère-t-elle les acteurs autour de pratiques et de valeurs communes ? Qui a le droit de se dire « libre » ?

Si l'inscription de la licence dans le registre juridique lui donne une légitimité légale, nous pensons que différents registres interviennent, au niveau des pratiques et des représentations, qui viennent légitimer l'usage du logiciel libre. Nous nommerons ainsi extension du domaine du libre, la progression de sa légitimation dans différentes sphères de référence. Cette progression se fait selon un aller retour entre des périodes de controverses (Callon et Latour, Chateauraynaud) et des périodes de stabilisations (notamment analysées par les théoriciens des conventions tels que développés par Dodier et Boltanski).

On peut regrouper les controverses autour de la légitimité du libre dans le milieu informatique en trois thématiques:

- L'efficacité du modèle: Le maintien de l'accès au code source est il réellement plus performant ?
- La subvention commerciale de logiciel propriétaire n'a t il pas fait ses preuves? Ce financement ne soutient-il pas une avancée technologique qui est en fait artificielle et temporaire ?
- La rentabilité de ce modèle: Les logiques commerciales n'ont elles pas fait leur preuve ?
- L'éthique de ce modèle: S'agit il d'une éthique du bien commun ou trouvons derrière ce mouvement une logique libérale de capitalisation pour une mise en marché ultérieure?

La réflexion portée par le modèle éthique et technique du libre a peu à peu touché des pratiques et une réflexion touchant la production numérique dans son ensemble. Or, en étendant les principes du libre à d'autres sphères de référence, de nouvelles controverses ont émergé. Quelle est l'appropriation de la définition du libre dans son application aux domaines autres que l'informatique ? L'appropriation est ici entendue dans deux sens: appropriation par l'usage [PRO 02] et appropriation comme correspondance (la définition légale du logiciel libre est elle appropriée à son extension aux domaines culturels par exemple?). Dans quelles mesures peut on y voir une extension du domaine du libre?

### 3.1. Extension 1 : créations libres

Les défenseurs d'une culture libre parlent en général de contenus libres, ce qui définit des oeuvres ou des documents dont le contenu est librement consultable et copiable, voire parfois modifiable par tout le monde. Dans un livre qu'il rend accessible en ligne, Free Culture, l'avocat Lawrence Lessig définit la particularité de cette culture et supporte la construction d'un cadre juridique : les licences Creative Commons ou CC. Ces licences ne garantissent plus des libertés mais proposent des options.

- **Paternité** : l'oeuvre peut être librement utilisée, à la condition de l'attribuer à son l'auteur en citant son nom.
- **Utilisation Commerciale** : le titulaire de droits peut autoriser tous les types d'utilisation ou au contraire restreindre aux utilisations non commerciales (les utilisations commerciales restant soumises à son autorisation).
- **Modification** : le titulaire de droits peut continuer à réserver la faculté de réaliser des oeuvres de type dérivées ou au contraire autoriser à l'avance les modifications, traductions...
- **Partage à l'identique des conditions initiales** : à la possibilité d'autoriser à l'avance les modifications peut se superposer l'obligation pour les oeuvres dites dérivées d'être proposées au public avec les mêmes libertés (sous les mêmes options Creative Commons) que l'oeuvre originale.

Pour certains acteurs, auteurs diffusant leurs oeuvres en ligne ou labels musicaux, l'avènement des licences Creative Commons constituerait un progrès et un levier pour proposer des solutions alternatives aux majors du disque, emblèmes de la marchandisation de la culture et des abus de la propriété intellectuelle. Cela constituerait une extension de la culture libre, ajusté à un autre contexte de référence. Ce point de vue n'est pas unanimement partagé. Certaines licences offertes par le choix des CC ne respectent pas l'intégrité des quatre « libertés » fondamentales du libre. Les usagers des CC qualifient leurs productions de contenu de libre et ne voit pas pourquoi d'autres, attachés comme eux à la défense et diffusion de biens communs, y voient un problème de qualification. L'objet de la controverse est précisément ce « libre » choix de formes de circulation, rendant flou les frontières instituées par le logiciel libre. La licence libre initiale stipule le maintien des quatre libertés. Or la libre commercialisation ou reproduction des oeuvres n'est pas garantie par toutes les licences CC. Usurpation de

l'identité du mouvement du libre? Phénomène significatif de son extension? D'autres licences de contenus tendent à respecter plus strictement la définition du libre: telles que la licence Art libre, ou encore la GFDL, adaptation de la GPL à la documentation. On y retrouve les principes de paternité et de libre circulation, a des fins commerciales ou non. Ces pratiques viennent questionner de l'intérieur la perception du statuts des oeuvres numériques dans leurs principes de conception, de disposition et d'exposition. (Nous reprenons cette catégorisation de Fourmentaux, 2005)

- **Conception**: l'artiste couple son travail avec celui de techniciens informatiques et intègre les contenus du Web (code, texte et images) comme matière première.
- **Disposition** : la relation à l'oeuvre est transformé. Le public y devient acteur et l'oeuvre devient un dispositif qui n'existe que par sa pratique voire son détournement.
- **Exposition** : en ligne, l'oeuvre se donne à voir dans sa reproduction, son accès se décentralise, selon des logiques de mise en réseau.

### 3.2. Extension 2 : la culture wiki

Les Wikis sont des logiciels qui supportent des sites Web éditables par tous ses usagers. Le maintien de l'ouverture sur le processus de construction de connaissance constitue un des objets de controverse, quand au statut des savoirs. Le premier wiki a été inventé en 1994 par Ward Cunningham afin d'encourager et supporter la création collaborative d'une base de connaissance de solutions d'ingénierie logicielle. Ce dispositif a été conçu pour favoriser une édition collective rapide (WikiWiki signifie «très vite» en Hawaïen). Les Wikis servent aujourd'hui de support à l'édition dynamique et collective d'une grande pluralité de projets constitués autour de la construction collaborative de connaissances. Ce dispositif a la particularité d'être ouvert et souple, autorisant une intervention libre mais aussi la réécriture des textes ainsi que parfois le dialogue entre les auteurs. En 2001 un projet d'encyclopédie libre Wikipédia, a ainsi été lancé selon ce régime de construction de connaissance dont la légitimité est régulée par ses contributeurs. De nombreux praticiens présentent le régime du wiki (aussi appelé le WikiWay) comme une nouvelle façon de produire de la connaissance.

Si l'on considère la construction collaborative de l'encyclopédie Wikipédia, on retrouve des régimes à partir desquels on peut construire des équivalences avec

le modèle proposé par le logiciel libre.

Logiciel Libre	Wiki
La liberté d'exécuter le programme, pour tous les usages	La liberté d'utiliser la connaissance produite (dans les termes de la licence de contenu)
La liberté d'étudier le fonctionnement du programme, et de l'adapter à ses besoins	La liberté de lire le processus de construction de la connaissance par la publicité de l'historique.
La liberté de redistribuer des copies	La liberté de reproduire des copies
La liberté d'améliorer le programme et de publier ses améliorations, pour en faire profiter la communauté	La liberté d'éditer, de réorganiser les connaissances produites et d'initier de nouvelles connaissances, sur un mode collaboratif, dans une logique de contribution à une connaissance commune

Les règles de participation de cet énorme wiki ont été et sont encore largement controversées et documentées. Prenant à contre-pied les bases traditionnelles de la légitimité scientifique d'une encyclopédie, le projet a initié une vaste folksonomie où la «communauté» peut décider du contenu de l'encyclopédie, mais aussi se prononcer sur les règles de son fonctionnement. Les tensions sont très nombreuses et se situent principalement autour de la définition de la communauté (celle-ci n'est pas uniforme, des spécialistes sont apparus, ainsi que des autorités régulatrices), du projet encyclopédique (quels sont les contenus «dignes» d'apparaître dans un encyclopédie?), de la légitimité des contenus, de la responsabilité des contenus, de la frontière entre lutte contre le vandalisme et censure. Elles reproduisent les tensions qui ont émergé de l'ouverture des sites de publication ouverte (tel qu'Indymédia<sup>1</sup> ou le CMAQ<sup>2</sup> pour le Québec) mais étendent aussi les principes d'une réflexion plus générale sur les règles de production de connaissance. Les politiques du wiki déplacent la frontière entre savoir expert et savoir profane, en invitant

tout praticien à contribuer et éventuellement à débattre de ses connaissances au regard d'une connaissance commune.

### 3.3. Extensions X

Le nombre de domaine où le modèle du libre a été approprié et ajusté à d'autres cadres de référence est bien plus large que les deux domaines énumérés. Une analyse extensive des formes d'appropriations et des controverses émergentes à ces appropriations constitue à nos yeux un terrain riche à l'exploration pour la compréhension des enjeux portée par ce modèle.

La pratique du podcasting<sup>3</sup> (ou balladodiffusion), qui suppose la libre diffusion de contenus audio et vidéo, la construction collaborative de l'univers virtuel Second Life<sup>4</sup>, la recherche<sup>5</sup>, la diffusion<sup>6</sup>, la création<sup>7</sup> et l'éducation<sup>8</sup> collaborative supposent aujourd'hui des modes de fonctionnement qui ont un lien de parenté fort avec le modèle organisationnel du libre.

### 4. Quels seraient les domaines du libre ?

Parler de domaine pour traiter du logiciel libre n'est pas anodin. Alors que la notion de domaine renvoie directement à celle de propriété, l'objet de la bataille du libre est justement lié à la propriété privée de la connaissance. Le régime de propriété du domaine du libre serait celui du domaine public. La notion de domaine public est d'une certaine façon ce qui entoure le domaine privé ou encore, dans une ère informationnelle, un espace privé de propriété informationnelle. Le caractère privé d'une connaissance a souvent hâtivement été associé à une propriété intellectuelle ou à une propriété des idées alors envisagées comme des constructions individuelles. La bataille de libre vient proposer un autre modèle de la production des connaissances, qui englobe leur diffusion, et leur constitution collaborative. «Tombe» (monte ?) dans le domaine public ce qui n'est plus soumis à un droit d'auteur (en général, un certain nombre d'années suivant le décès de l'auteur, ce qui diffère selon les pays). Suivre les controverses du libre reviendrait-il à suivre la définition d'un domaine public à l'ère numérique? Qu'est ce qui appartient ou devrait appartenir au domaine public? Ou plutôt qu'est ce qui est menacé d'être retiré du domaine public? Qu'est ce qui doit relever du bien commun? Selon Aigrain, la société de l'information est traversée par un débat en propriété et bien commun [AIG 05]. La façon dont la bataille du logiciel libre [NOI 04] s'est énoncée semble révéler une politisation des pratiques d'une société basée sur la circulation des savoirs. Par politisation on entend

1 <http://www.indymedia.org/fr/>

2 <http://www.cmaq.net/>

3 <http://www.quebecbalado.com/>

4 <http://secondlife.com/>

5 [http://opensource.mit.edu/online\\_papers.php](http://opensource.mit.edu/online_papers.php)

6 <http://www.archipel.uqam.ca/>

7 <http://filmforge.koumbit.net/fr>

8 <http://upam.info>

ici, une mise en débat public. A l'ère d'une société des savoirs la propriété intellectuelle est devenue un des enjeux majeurs d'une économie des savoirs. Le brevet, traduction juridique de l'appropriation scientifique et technique, ne touche plus seulement le domaine logiciel, mais les savoirs scientifiques, universitaires, culturels. Les domaines du libre ne seraient donc pas seulement ceux du logiciel si la formulation d'une philosophie du savoir comme bien public s'actualise dans une multiplicité de débats de société.

## 5. Conclusion

Suivre l'extension du domaine du libre, c'est prendre comme hypothèse que la définition initiale du logiciel libre se trouve porteuse d'un concept qui aurait influencé d'autres sphères de production de savoir, mais qui se faisant, se construit en cristallisant des controverses. Le suivi des controverses qui définissent l'extension du domaine du libre semble dessiner le déplacement d'une politisation relative aux savoirs techniques, mais aussi aux rapports aux savoirs et aux connaissances de façon plus large.

Ce renouvellement du rapport au savoir touche des domaines très étendus, d'ordre éthique, technique, politique, culturel, social. Dans quelles mesures cette extension prolonge-t-elle un même combat? Est-elle plurielle, révèle-t-elle une pluralité de débats? Que nous apprennent ces controverses sur la nature complexe de notre société informationnelle? Il s'agit à nos yeux d'une étude clef pour la compréhension des débats constitutifs d'une société du savoir qu'une recherche systématique, appuyée par une méthodologie pragmatique d'analyse des controverses devrait permettre d'engager.

## Bibliographie

[AIG 05] Aigrain, Philippe, Cause commune. L'information entre bien commun et propriété, Paris, Fayard, 2005

[BOL 91] Boltanski, Luc et Thévenot Laurent. «De la justification. Les Economies de la grandeur» Paris, Gallimard, 1991

[COR 95] Corcuff Philippe, Les nouvelles sociologies, Paris, Éditions Nathan, coll. 128, 1995

[CHA 02] Chateauraynaud, Francis « Prospéro Une méthode d'analyse des controverses publiques », Cahiers politiques, décembre 2002

[FOU 05] Fourmentaux, JeanPaul, Art et Internet. Les nouvelles figures de la création, Paris, CNRS Éditions, 2005.

[NOI 04] Noisette, Perline & Thierry La bataille du logiciel libre, dix clés pour comprendre, éditions La Découverte, collection Sur le Vif, octobre 2004. 128 pages

[PRO 02] Proulx, Serge « Trajectoires d'usages des technologies de communication: les formes d'appropriation d'une culture numérique comme enjeu d'une société du savoir », Annales des télécommunications, tome 57 (34), Paris, 2002, p. 180189

[PRO 06] Proulx Serge, Couture, Stéphane « Pratiques de coopération et éthique du partage à l'intersection de deux mondes sociaux : militants du logiciel libre et groupes communautaires au Québec, » Actes des Rencontres Intelligence Collective 2006, École des Mines d'Alès, Nîmes, 2224 mai 2006.

[RAY 98] Raymond, Eric The Cathedral and the Bazaar. Musings on Linux and Open Source by an Accidental Revolutionary, O'Reilly and Associates, Sebastopol (CA). Texte révisé (2000) : <http://www.catb.org/~esr/writings/cathedralbazaar/cathedralbazaar/>

[ROG 95] Rogers Everett Diffusion of Innovations, 4th Edition, The Free Press, New York.



## VIE ÉTUDIANTE EN ANIMATION ET RECHERCHE CULTURELLES

---

Au nom du conseil étudiant, je vous souhaite la bienvenue en Animation et recherche culturelles. Nous tenons à vous rappeler que votre association étudiante est là pour représenter et défendre vos intérêts. Le conseil étudiant est composé de neuf étudiant(e)s d'Animation et recherche culturelles. Ces élu(e)s ont chacun un poste au sein du conseil, que voici : président, trésorier, secrétaire, deux chargés aux communications, deux chargés aux projets et deux observateurs. Tous ces représentants sont élu(e)s démocratiquement lors d'une assemblée modulaire étudiante (AME).

Les trois principales missions du conseil sont :

- De défendre et de promouvoir les étudiant(e)s en Animation et recherche culturelles.
- De défendre et de promouvoir le programme en Animation et recherche culturelles au sein de l'Université du Québec à Montréal.
- D'inciter les étudiant(e)s à développer davantage de projets qui seront soutenus par l'association étudiante. Pour cela, le conseil offre un soutien technique et financier plusieurs projets.

Le conseil étudiant est aussi là pour faire naître la vie sociale en ARC grâce à plusieurs activités telles que des 5à 7, des événements, des soirées de ski, des sorties à la cabane à sucre.

Pour de plus amples renseignements sur le conseil étudiant, communiquez avec nous au : [conseilarc@gmail.com](mailto:conseilarc@gmail.com)  
Pour être informé de tout ce qui se passe, écrivez-vous au bulletin Arc Appel : [arcappel@gmail.com](mailto:arcappel@gmail.com)  
ou visiter notre site Web : [www.aeuparc.uqam.ca](http://www.aeuparc.uqam.ca)  
[www.arc.uqam.ca/vieetudiante.html](http://www.arc.uqam.ca/vieetudiante.html)

En espérant vous croisez lors d'une activité!  
Bonne session,

Julie Martineau  
Présidente du conseil étudiant d'Animation et recherche culturelles, 2008-2009

### Spect'ARC

Le Spect'ARC est un projet «arcéen» qui en est à sa 19<sup>ième</sup> édition cette année. Il permet à des étudiants et étudiantes d'ARC de participer à une production culturelle (de A à Z). De

plus, plusieurs autres étudiants et étudiantes pourront faire valoir leurs talents sur la scène. Il s'agit là d'une expérience unique car en plus de pouvoir mettre en pratique certaines des connaissances acquises en cours, ceux et celles qui y participent ont de façon générale beaucoup de plaisir et de fierté à réaliser ce projet.

Pour joindre l'équipe: [spectarc2009@gmail.com](mailto:spectarc2009@gmail.com)

Pour de plus amples renseignements :  
<http://www.spectarc.com/>



### L.A.C.I.

Créée en 1996, la Ligue d'Animation Culturelle d'Improvisation donne un spectacle hebdomadaire à ceux et celles qui aiment le théâtre instantané. Elle permet au public d'assister à un bon spectacle et aux joueurs de perfectionner leur jeu tout en s'amusant puisque cette ligue tend à être un lieu privilégié où plaisir et détente sont de mise. Les matchs ont lieu tous mardi dès 21h30 au J-1120!

### Conseil modulaire de programmes

Le conseil de programmes en ARC approuve la commande de cours, définit le cadre général du programme ainsi que les approches pédagogiques à utiliser. Il voit également à ce que les étudiant-e-s soient bien conseillé-e-s sur leur cheminement pédagogique, que l'évaluation des enseignements soit correctement dispensée et que la liaison avec le milieu professionnel et social concerné par les objectifs du programme dont il a la responsabilité. C'est également lui qui établit les conditions et modalités d'admission, de l'organisation de l'accueil des étudiant-e-s.

Deux à trois réunions par session sont tenues par le conseil modulaire qui est composé du directeur du programme, de représentant-e-s des professeur-e-s, des représentant-e-s du milieu socioéconomique ainsi que des étudiant(e)s.

Pour communiquer avec vos représentant-e-s étudiant-e-s : [cprogrammes.arc@gmail.com](mailto:cprogrammes.arc@gmail.com)

### Réseau Arc

Le réseau ARC a pour but de favoriser l'insertion professionnelle et le perfectionnement des compétences. Il sert ainsi à créer des liens entre étudiants, diplômés, enseignants et différents acteurs culturels (le marché du travail). C'est par la présentation de diverses activités / conférences (midi ou soir) que le Réseau Arc tend vers l'accomplissement de sa mission. La diffusion de ses Bulletin Info-emplois et Info-culturelles aide également en ce sens.

Pour davantage d'information, pour lire les résumés des activités passées, pour savoir comment devenir membre et surtout quelles sont les activités cette session visiter le site web <http://reseauarc.uqam.ca>

Pour vos questions : [assistant\\_arc@yahoo.ca](mailto:assistant_arc@yahoo.ca)





